

Commune de Widehem

Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation



REÇU LE

- 9 JUIL. 2013

SOUS-PREFECTURE

82, rue de la République



Pierre LEQUEUR
Maire de Widehem

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal en date du :

29 JUIN 2013

INGEO

AVANT-PROPOS :

Articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-25 du code de l'urbanisme.

En transformant le POS en PLU, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain puis la loi Urbanisme et Habitat ont voulu faire de ce nouveau document un vecteur d'un urbanisme de projet.

◆ PROCEDURE

Le PLU est élaboré soit par le maire soit par le président de l'établissement public intercommunal.

Sur certains aspects, la procédure de révision est simplifiée : la phase de plan rendu public avant l'enquête publique est supprimée, et la consultation des personnes associées de plein droit à l'élaboration du PLU est étalée dans le temps sans formalisme. Toutefois, cette consultation peut s'avérer dans la pratique particulièrement délicate à gérer pour le maire ou le président de l'EPCI. En particulier, la rédaction de l'article L 123-10 interdisant implicitement que le projet de PLU ne soit modifié avant l'enquête publique – comme c'était le cas auparavant pour les POS afin de tenir compte des avis des personnes consultées, il est préférable que la consultation des personnes associées ait abouti à un consensus avant qu'elles n'émettent leur avis sur le projet arrêté, afin d'éviter que le dossier soumis à l'enquête publique ne mentionne des avis défavorables ou accompagnés de réserves. En conséquence, le maire ou le président de l'EPCI a intérêt à ne pas attendre la demande de ces personnes d'être consultées mais plutôt à provoquer des réunions ou à échanger avec elles par courrier, le plus tôt possible.

Par ailleurs, le débat en conseil municipal sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable prévu à l'article L 123-9 constitue une formalité substantielle dont l'absence est susceptible d'entraîner l'annulation du PLU en cas de contentieux (il doit avoir lieu au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de PLU et ne peut avoir lieu lors de la délibération prescrivant l'élaboration du PLU).

◆ HIERARCHIE DES NORMES

Les PLU, comme les autres documents d'urbanisme, doivent respecter les principes directeurs des articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme. Ces principes sont les suivants : équilibre, diversité des fonctions urbaines, mixité sociale, respect de l'environnement. Le principe de mixité sociale dans l'habitat est nouveau ; il est non seulement urbain mais aussi rural ; de plus, son champ d'application est beaucoup plus large que la règle du quota de logements sociaux dans certaines communes (code de la construction et de l'habitation, art L 302-5).

Ces principes doivent figurer dans les documents d'urbanisme en tant qu'objectifs à atteindre et comme références pour les options de développement et d'aménagement du territoire. En effet, l'article L 123-1 dispose que les PLU « fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121-1 (...) », l'article R 123-2 prévoit que le rapport de présentation « (...) explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et la délimitation des zones, au regard des objectifs définis à l'article L 121-1 (...) », et l'article R 123-3 prévoit que « le projet d'aménagement et de développement durable définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux

articles L 110 et L 121-1, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune. »

Le PLU doit également être compatible avec les dispositions des SCOT, schéma de secteur, schéma de mise en valeur de la mer, charte de parc naturel régional, plan de déplacements urbains et programme local de l'habitat (L 123-1 avant-dernier paragraphe) ainsi qu'avec le plan d'exposition au bruit (L 147-1) lorsque ces documents existent. L'article L 111-1-1 précise que, en l'absence des schémas de secteur et des SCOT, les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les DTA et, en l'absence de DTA, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et du littoral.

Lorsqu'un SCOT, un SMVM, une charte de parc naturel régional, un PDU ou un PLH est approuvé(e) après l'approbation d'un PLU, celui-ci reste en vigueur jusqu'à sa révision, qui doit être achevée dans un délai de trois ans (article L 123-1).

Par ailleurs, lorsque le PLU comporte des dispositions qui ne sont pas compatibles avec le SCOT, il ne peut être approuvé ou créé que si le SCOT est préalablement mis en révision ; la révision du SCOT et l'approbation du PLU font alors l'objet d'une enquête publique unique, organisée par le président de l'établissement public compétent pour élaborer et réviser le SCOT (L 122-16).

Enfin, le PLU doit « prendre en considération » les projets d'intérêt général (R 121-4), les opérations d'intérêt national (L 121-2), ainsi que le document de gestion de l'espace agricole et forestier (R 123-17), lorsqu'ils existent.

D'autres documents s'imposent également aux PLU. Il en est ainsi des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme se doit également d'être compatible.

En revanche, les PLU doivent être compatibles avec les plans de prévention des risques naturels prévisibles prévus à l'article L 562-1 du code de l'environnement, annexés au PLU en tant que servitudes d'utilité publique (L 562-4). Ils doivent également être compatibles avec les schémas d'exploitation coordonnée des carrières, prévus à l'article 109-1 du code minier, lorsqu'ils existent.

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues par la loi « paysage » du 8 janvier 1993 (article 1^{er}).

Il n'est pas prévu de rapport de compatibilité du PLU avec les chartes de pays, sauf si les communes membres du pays décident d'appliquer tout ou partie des dispositions prévues à l'article L 122-1 (SCOT) dans le cas où le territoire du pays est soumis à une forte pression foncière (article 1^{er} B I de la loi SRU) ; toutefois, il serait incohérent que les projets d'aménagement et de développement durable des PLU de communes incluses dans un pays ne prennent pas en considération la charte de celui-ci.

◆ CONTENU

Le PLU, après un rapport de présentation, comprend le projet d'aménagement et de développement durable de la commune et le règlement, ainsi que les documents graphiques et des annexes.

φ le rapport de présentation

Aux termes de l'article L 121-1, les PLU « déterminent les conditions permettant d'assurer :

- l'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement du territoire d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, dans le respect des objectifs du développement durable ;
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale de l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, d'activités sportives et culturelles et d'intérêt général

ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

- la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces naturels, la sauvegarde du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles. »

C'est le rapport de présentation qui assure cette fonction : il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et la délimitation des zones, au regard des objectifs définis à l'article L 121-1 (...) (R 123-2).

A la différence du POS, le rapport de présentation du PLU n'a plus à justifier du respect des servitudes d'utilité publique et du PIG, ni de la compatibilité avec les normes supérieures. Il demande un travail de réflexion plus important, notamment, en cas de révision, tous les changements apportés doivent être justifiés.

φ le projet d'aménagement et de développement durable

Aux termes de l'article L 123-1, « les plans locaux d'urbanisme présentent le projet d'aménagement et de développement durable retenu, qui peut caractériser les îlots, quartiers ou secteurs à restructurer ou à réhabiliter, identifier les espaces ayant une fonction de centralité existants, à créer ou à développer, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment en ce qui concerne le traitement des espaces et voies publiques, les entrées de ville, les paysages, l'environnement, la lutte contre l'insalubrité, la sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers et, le cas échéant, le renouvellement urbain. »

Ce document doit être compréhensible par le public, il ne doit donc pas être trop technique. Le PADD illustre le mélange d'urbanisme réglementaire et d'urbanisme opérationnel traduit dans les PLU.

φ le règlement et les documents graphiques

Les règles de constructibilité accompagnées des documents graphiques sont destinées à atteindre les objectifs mentionnés à l'article L 121-1.

L'article L 122-2 consacre le principe suivant : en l'absence de SCOT applicable et uniquement pour les communes situées à moins de 15 km du rivage ou de la périphérie d'une agglomération de plus de 15 000 habitants, les zones naturelles et les zones d'urbanisation future délimitées par les PLU ne peuvent pas être ouvertes à l'urbanisation. Cette disposition vise à éviter les problèmes de développement anarchique mais aussi à inciter les communes à se doter d'un SCOT, afin de permettre aux élus de développer leurs territoires de manière cohérente. Toutefois, le préfet peut autoriser l'ouverture de ces zones à l'urbanisation s'il constate l'existence d'une rupture géographique ou bien autoriser l'extension limitée de l'urbanisation dans ces zones, après avis de la commission départementale des sites et de la chambre d'agriculture.

◆ LES ENJEUX DE L'ELABORATION DU PLU

La commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme : elle est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme.

La collectivité a décidé d'engager une élaboration de Plan Local d'Urbanisme afin de **fixer le cadre de son développement et assurer la préservation de son identité rurale et agricole.**

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i> :	2
1^{ERE} PARTIE : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	11
A. GEOGRAPHIE PHYSIQUE.....	12
I. CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE	12
I. TOPOGRAPHIE.....	12
II. LE CONTEXTE GEOLOGIQUE	14
III. HYDROLOGIE	15
III. 1. Le réseau hydrographique sous terrain.....	15
III. 2. Le réseau hydrographique superficiel	17
III. 3. La qualité des eaux	18
III. 4. Le SDAGE -SAGE.....	20
B. GEOGRAPHIE ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	24
I. OUTILS DE PROTECTION, PRESERVATION ET INVENTAIRES RECONNUES EN FAVEUR DU PATRIMOINE NATUREL SUR LA COMMUNE	24
I. 1. Les périmètres d'inventaire écologique faunistique et floristique	24
I. 2. Zones humides et identifiées à dominante humide par le SDAGE et/ou le SAGE	29
II. TRAME VERTE ET BLEUE.....	30
II. 1 trame verte et bleue régionale.....	30
II. 2. Schéma de Cohérence Régionale Ecologique.....	31
III. PAYSAGES ET PHYSIONOMIE DES MILIEUX	32
III. 1. Le pourtour de la trame urbaine.....	33
III.2. Terres arables et cultures.....	33
III. 3. Eléments naturels ponctuels participant au paysage	33
C. ANALYSE ENVIRONNEMENTALE SUR L'URBANISME	36
I. ENVIRONNEMENT CLIMATIQUE	36
I.1. Les précipitations	36
I.2. Les températures.....	37
I.3. L'ensoleillement	37
I.4. Les vents	37
II. LA GESTION DES EAUX.....	38
II.1. L'alimentation en eau potable	38
II.2. L'assainissement	38
III. LA QUALITE DE L'AIR	39
III.1. Le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA)	40
III.2. Sur Widehem et le Boulonnais en 2010 :	41
IV. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GAZ A EFFET DE SERRE (GES)	42
IV. 1. Changement climatique et gaz à effets de serre.....	42
IV. 2. Les énergies renouvelables et le schéma régional des énergies renouvelables.....	43
V. LA GESTION DES DECHETS.....	46
V.1. Contexte général.....	46
V.2. Quelques chiffres.....	47

D. ANALYSE DES RISQUES.....	47
I. ANALYSE DES RISQUES NATURELS	47
I. 1. Les risques d'inondation	47
I. 2. Les Risques de retrait gonflement liés aux sols argileux	48
I. 3. Les Risques liés aux mouvements de terrains et aux carrières	50
I. 4. Les Risques sismiques.....	50
II. ANALYSE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	52
II. 1. Les sites et sols pollués	52
II. 2. Les risques industriels.....	52
II.3. Les risques liés aux munitions de guerre	52
II.4. Les risques liés aux transports de matières dangereuses.....	52
2^{EME} PARTIE : ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION.....	53
I. LA POPULATION DE WIDHEM	54
I. 1. Evolution démographique	54
I. 2. Répartition de la population par tranche d'âge	56
I. 3. Evolution des ménages.....	58
I. 4. Evolution de la population active.....	59
I. 5. Niveau de vie.....	61
II. LOGEMENTS	63
II. 1. Evolution du parc de logements	63
II. 2. Statut d'occupation du parc.....	64
II. 3. Typologie des résidences principales	64
II. 4. Occupation du parc et mobilité résidentielle.....	65
3^{EME} PARTIE : ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNELLE	67
I. LA MORPHOLOGIE URBAINE.....	68
II. LE PATRIMOINE BATI	68
II. 1. Un centre ancien vivant et plein de charme	68
II.2. De nouveaux quartiers peu intégrés au tissu bâti ancien.....	68
II.3. Le patrimoine bâti identifiable	69
III. INFRASTRUCTURES ET DEPLACEMENTS	71
III. 1. Les infrastructures routières	71
III. 2. Les infrastructures ferroviaires.....	72
III. 3. Les transports en commun	72
III. 4. Les déplacements doux.....	72
IV. EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS	74
V. ACTIVITES ET ECONOMIE.....	74
VI. LES RESEAUX	77
VI. 1. Le réseau d'eau potable (cf. annexe sanitaire).....	77
VI. 2. Le réseau d'assainissement (cf. annexe sanitaire).....	78
VI. 3. Le réseau de défense incendie (cf. annexe sanitaire).....	79
VII. LES SUP ET OD	79
VII.1. Les Servitudes d'Utilités Publiques	79
VII. 2. Les obligations ou informations diverses.....	80

4^{EME} PARTIE : LE PROJET COMMUNAL.....83

I. SYNTHÈSE DES ATOUTS ET DES CONTRAINTES	84
II. CHOIX RETENUS POUR L'ÉLABORATION DU PADD.....	84
II. 1. Données à considérer en matière de logement.....	85
II. 2. Données à considérer en matière de foncier.....	86
II. 3. Données à considérer en matière d'équipements et de service.....	87
III. LA COMPATIBILITÉ ET LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	88
III. 1. La communauté de commune Mer et Terres d'Opale	88
III. 2. Le Schéma de Cohérence Territoriale.....	89
III. 3. Le Schéma d'accueil des gens du voyage	91
III. 4. La Trame Verte et Bleue.....	91
III. 5. Le SDAGE et le SAGE.....	92
IV. JUSTIFICATION DE LA TRANSCRIPTION AU DOCUMENT GRAPHIQUE ET DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	94
IV. 1. Bilan des surfaces de zone.....	94
IV. 2. Justification des limites de zone	95
IV. 3. Justification des dispositions réglementaires attachées au zonage	101
IV. 4. Justification des autres dispositions réglementaires.....	104
V. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR SA PRÉSERVATION	107
V.1. Incidences sur le milieu physique	107
V.2. Incidences sur le milieu biologique.....	107
V.3. Incidences sur les zones non urbanisées	107
V.4. Incidences sur le cadre de vie	108

Avant propos :

Le présent rapport de présentation a pour objet d'apporter une connaissance générale du territoire et d'identifier les besoins et enjeux du développement de la commune, ainsi que d'expliquer et de justifier les dispositions d'aménagement retenues.

Contexte historique



Source : www.cassini.ehess.fr

Contexte géographique

Appartenant au département du Pas-de-Calais, la commune de Widehem se situe en seconde couronne de l'agglomération de Touquet entre Boulogne-sur-Mer et le Touquet. De ces deux villes, Le Touquet est la plus proche, à une distance de 18 kilomètres, Boulogne-sur-Mer se situant à environ 27 kilomètres.

Widehem accueille **264 habitants** en 2008 avec une densité moyenne est de **36.7 habitants au km²**. Sa superficie est de 720 ha.

Widehem est situé dans le fond de vallon de la Thurne, le long de la route départementale 148. Aux portes du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale, Widehem jouit d'un environnement qui n'a rien à envier aux villages de l'intérieur du PNR.

Widehem est une petite commune qui reste rurale, havre de paix et de tranquillité pour les habitants.

Widehem est marqué à l'ouest par le passage de l'A 16. La desserte de la ville s'effectue à partir de la RD 148 par l'ouest depuis Dannes et la RD113 à l'est. Cette dernière permet de rejoindre Neufchatel Hardelot au nord et Etaples au sud.

Les communes limitrophes sont Dannes (à l'ouest), NeufChatel Hardelot et Halinghen (au nord), Frencq et Camiers (au sud et sud ouest).



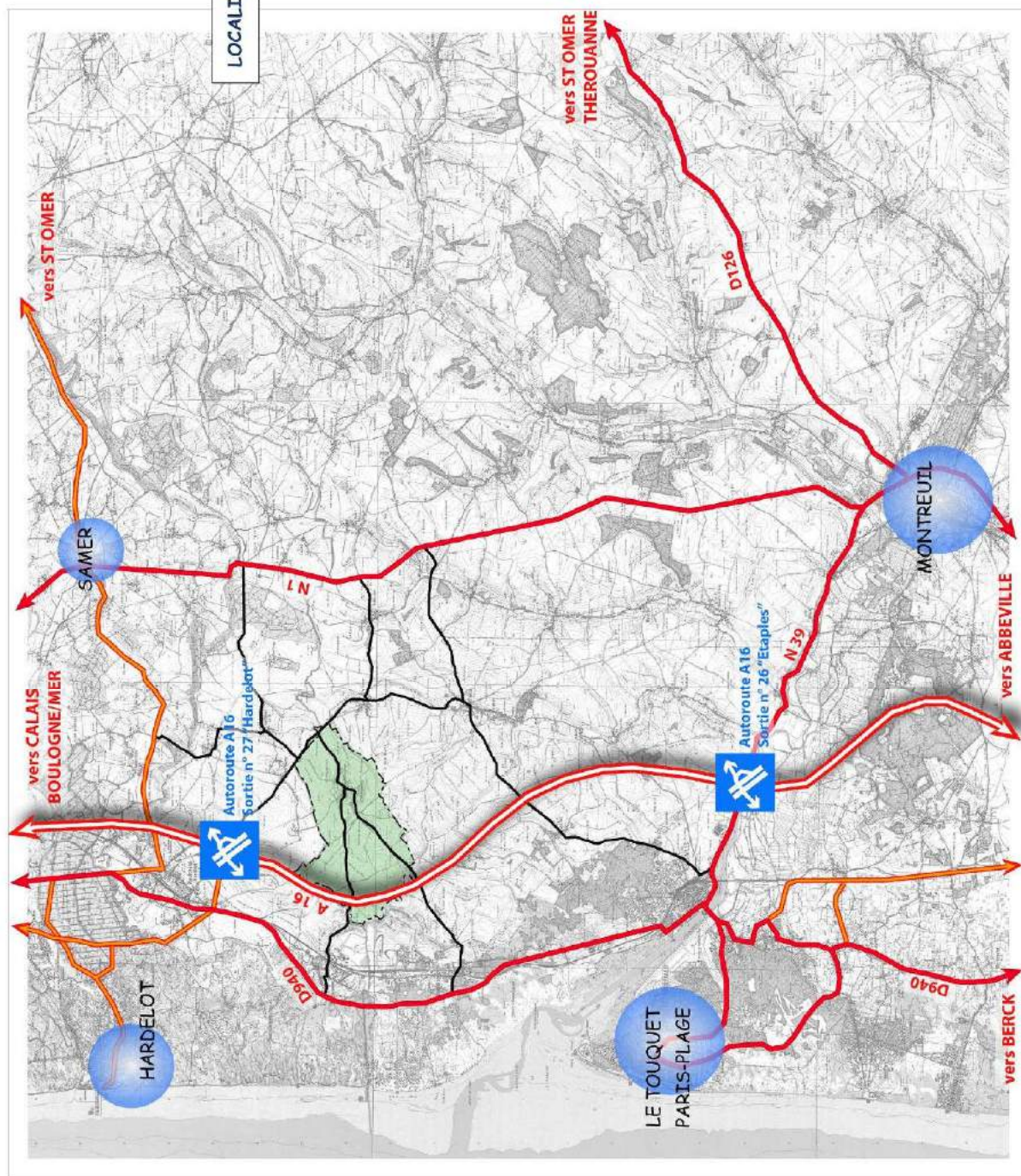
Source : www.geoportail.fr

Contexte administratif

La commune est rattachée administrativement à l'arrondissement de Montreuil et fait partie du canton d'Etaples.

Widehem fait partie de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale. Créée en 1999, cette dernière associe 15 communes et 31 000 habitants au sein d'un espace de solidarité en vue d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace

LOCALISATION DE LA COMMUNE



- Autoroutes
- Echangeurs d'autoroute
- Axes routiers majeurs
- Axes secondaires
- Axes mineurs
- Principales entrées urbaines

1^{ERE} PARTIE : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Cette partie vise à présenter les principales composantes du territoire de Widehem : milieux physique et biologique, ressources en eau, contraintes, paysages urbains et naturels. Outre une meilleure compréhension des composantes environnementales du territoire communal, cette analyse est destinée à faire émerger les grands enjeux et les idées fortes afin de préserver et de valoriser l'environnement local.

La commune de Widehem est marquée par le passage de l'autoroute A16 à l'ouest du territoire et la présence d'un parc éolien. Le relief y est fort marqué et la géomorphologie adaptée à un étalement le long des dessertes.

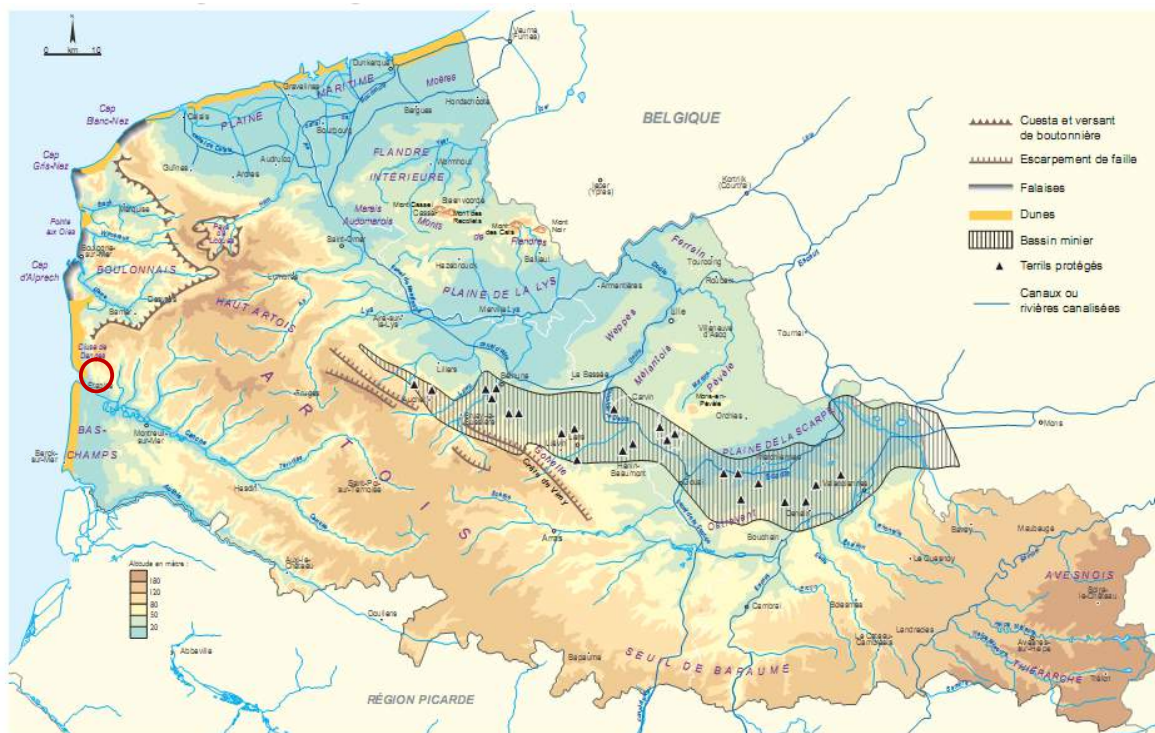
A. GEOGRAPHIE PHYSIQUE

Widehem se situe à l'ouest du territoire régional, sur l'arrière littoral. La commune se situe sur le bassin versant de la Canche : le territoire communal est marqué par la vallée sèche de la Vallée de la Thure. Les reliefs sont importants.

I. Contexte topographique

Le Nord Pas de Calais se caractérise par la rencontre de deux grandes formations sédimentaires :

- au nord, la grande plaine flamande marquée par les reculs et avancées de la mer (qui se prolonge à travers toute l'Europe),
- au sud, l'immense plateau du bassin parisien qui déploie des longues ondulations de la Normandie à la Champagne.



L'ensemble de la commune de Widehem possède un environnement et des paysages remarquables dont les caractéristiques sont à préserver au mieux.

La commune possède de plus, des paysages ruraux spécifiques des usages et des pratiques agricoles.

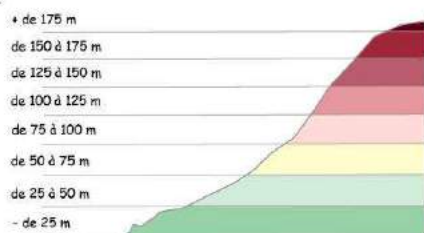
I. Topographie

Widehem est composé d'un plateau naturel au centre duquel se trouve une cuvette formant un cirque naturel, dans lequel s'est développée la partie urbanisée. Widehem présente des dénivelés importants. Ainsi avant d'atteindre les hauts plateaux agricoles, à certains endroits on observe de fortes pentes. Le relief de la commune oscille entre 85mètres et 178 mètres d'altitude.

Widehem s'est développée là où la topographie et les milieux naturels le permettaient. Les voiries ainsi que le bâti, se sont étendus sur le milieu le moins contraignant : dans le fond de vallon et le long des lignes iso entre 85 et 100 mètres d'altitude. La topographie a donc imposée l'axe majeur de développement. La partie urbanisée se situe le long de la Rd 148 E et qui suit les lignes de niveau et le fond de vallée.

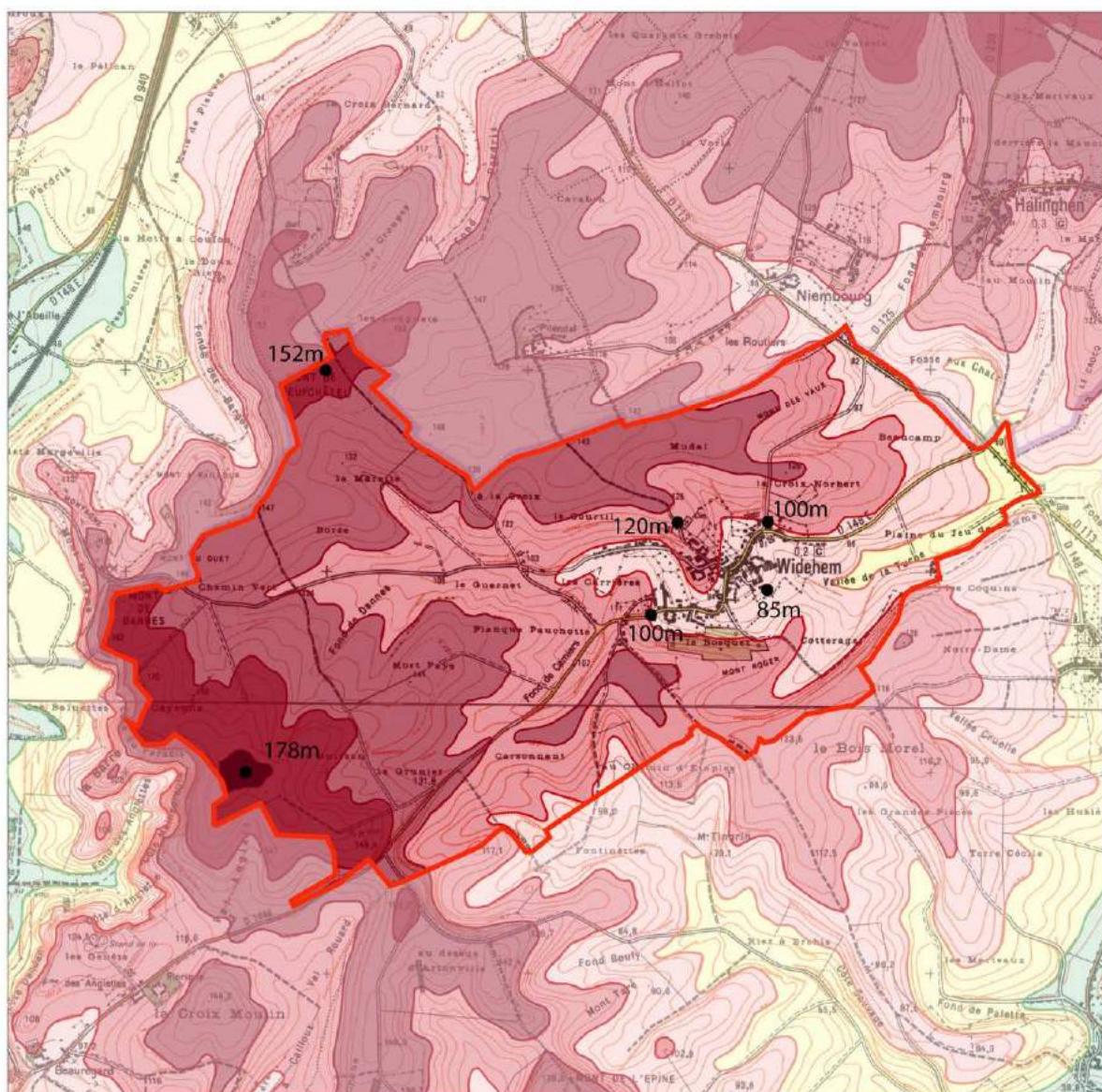
Ces fortes dénivellations entre plateaux agricoles et fonds de vallée, caractéristiques du territoire, rassemblent les eaux et amènent des ruissellements.

légende



Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

TOPOGRAPHIE DE LA COMMUNE



II. Le contexte géologique

Sur le plan géologique, Widehem est situé à la transition entre les collines des contreforts de l'Artois et la Cuesta du Boulonnais au nord.

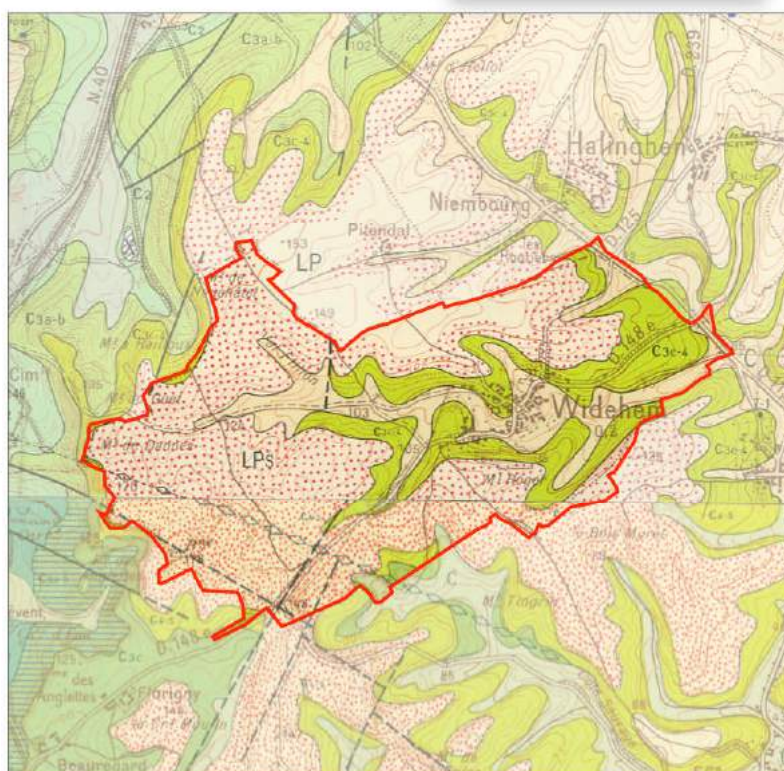
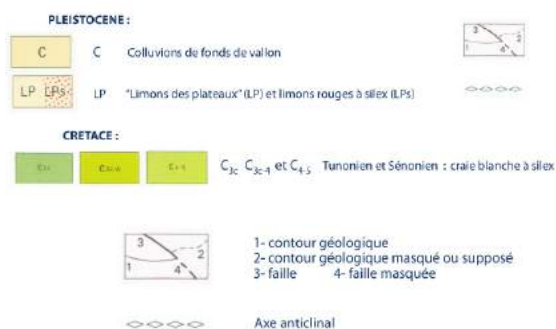


Source : SIGALE, Atelier cartographique direction du Plan et de l'Evaluation Conseil régional Nord Pas de Calais

Le territoire de Widehem s'inscrit dans un contexte géologique particulier : organisé autour de la vallée sèche de la Thure, sa géologie y est directement liée. Ainsi on retrouve des alluvions récentes (sables et limons) ainsi que des formations sédimentaires dans le fond de vallon alors que les hauts plateaux agricoles sont limoneux, propices à l'agriculture.

Le territoire de Widehem repose sur un sous-sol crayeux datant du Crétacé supérieur (période vieille de 65 à 96 millions d'années) et plus précisément sur les craies blanches à silex du Tunonien et Sénonien.

GEOLOGIE DE LA COMMUNE



Source : www.brgm.com carte BRGM

Fz. Alluvions fluviales récentes. Dunkerquien et Flandrien inférieur et moyen. Ces sédiments fluviaux, en partie constitués de tourbe, et non datés avec précision, ont comblé les vallées, postérieurement à leur creusement maximum ; ce comblement est intervenu à la suite de deux relèvements successifs du niveau de la mer.

LP. Limons des plateaux - LPs. Limons rouges à silex.

Les plateaux de la feuille Montreuil sont couverts de limons provenant de la nature des terrains qu'ils recouvrent, ils peuvent être très épais. Leur partie supérieure décalcifiée et de couleur généralement brune peut convenir à la fabrication des briques : c'est la terre à briques dont les anciennes exploitations jalonnent la rive droite de la Canche.

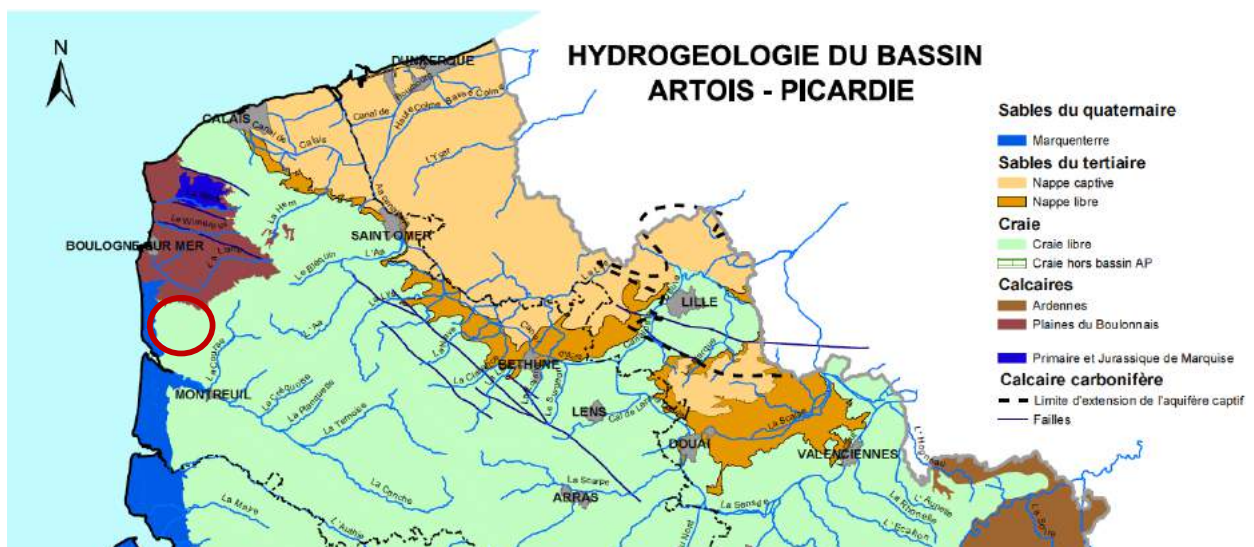
A la base, l'ergeron est moins coloré, plus sableux et crayeux. Au contact direct de la craie, ce limon est souvent argileux et renferme des silex provenant de la dissolution des craies à silex. Il peut contenir aussi des argiles et des sables éocènes et se relie dans ce cas au limon rouge à silex très développé au Nord de la Canche. C'est le plus généralement une formation compréhensive ayant pu se former dès les premiers mouvements post-crétacés jusqu'à nos jours. Elle est caractéristique des flancs d'anticlinaux en voie de surrection et les conclusions que donne A. Bonté sur leur genèse le long de la crête de l'Artois semblent bien confirmées ici. Les loess Wurmiens, si abondants en rive droite de la Canche, paraissent s'en être nourris largement.

C. Colluvions de fond de vallées sèches et dépôts meubles sur les pentes. Ces limons proviennent du remaniement des différents limons : limons pléistocènes et holocènes, régnant généralement sur les plateaux et plus ou moins colorés (limons rouges à silex notamment). Ils renferment des matières organiques et des granules de craie ; leur épaisseur est variable. Ils matérialisent le plus souvent sur la carte les vallons secs ou asséchés, ainsi que les pieds des pentes.

III. Hydrologie

III. 1. Le réseau hydrographique sous terrain

Plusieurs nappes existent mais les plus importantes par leur volume, leur étendue et leur intérêt local sont celles contenues dans les craies marneuses cénomaniennes et les craies plus franches du séno-turonien supérieur. Le réservoir séno-turonien supérieur renferme une nappe libre partiellement alimentée par les rivières et leurs affluents.



Source : atlas des eaux souterraines de la France, BRGM

Le cadre hydrogéologique synthétique de l'illustration permet d'énumérer ci-après les réservoirs des plus récents aux plus anciens du département du Pas de Calais :

- **Nappes des terrains quaternaires :**

Elles sont contenues dans des formations d'origines différentes : les alluvions des principaux cours d'eau permanents (Canche et Authie), les dépôts marins côtiers de la basse plaine littorale (sables "pissards" des Bas-Champs), les dunes littorales et localement les limons de plateau. Elles sont peu profondes et généralement peu épaisses (non représentées sur la carte).

- **Nappes des terrains tertiaires (sables d'Ostricourt):**

Elles correspondent aux Sables du Landénien, ou Sables d'Ostricourt. Alors que cette formation s'étend de manière continue tout le long de la bordure sud de la plaine des Flandres dans la partie septentrionale du département ainsi que dans la cuvette d'Orchies (dans le département du Nord), elle ne se rencontre partout ailleurs que de façon très discontinue, sous forme de petites buttes témoins. Elle renferme alors de petites nappes perchées.

Généralement captive, peu exploitée à ce jour, elle est considérée comme une ressource stratégique, par son importance et sa qualité (réserves protégées des pollutions par des couches imperméables).

Seule la nappe des sables est localement susceptible de contribuer à un débit permanent de quelques becques qui drainent le versant est.

Dans l'ensemble, le contexte hydrogéologique a peu ou pas d'incidences sur les écoulements de surface lors des périodes critiques, si ce n'est, pas des apports issus des réseaux hydrographiques en amont du canal.

Sur le plan pédologique, la plaine agricole de la Lys est formée par un soubassement de craie recouvert de limons.

- **Nappe de la craie :**

Il s'agit de la nappe la plus volumineuse et la plus étendue de la région. Elle est contenue dans les assises crayeuses du Séno-Turonien et du Cénomaniens qui affleurent en dehors des Flandres, du Boulonnais, et des plaines côtières. Relativement épaisse (plusieurs dizaines de mètres), elle présente une profondeur moyenne très variable, allant de quelques mètres, en vallée humide, à plusieurs dizaines de mètres au cœur des plateaux.

Captive, elle est d'ailleurs peu exploitée sur le territoire, les principales agglomérations ou communautés d'agglomération étant plutôt importatrice d'une ressource issue de captages situés plus en amont, plus productifs et plus facilement exploitables. En dehors de quelques sources dans les recouvrements récents ou tertiaires, toutes les eaux proviennent de la craie.

Un aquifère est un corps de roches perméables comportant une zone saturée (ensemble du milieu solide et de l'eau contenue) suffisamment conducteur d'eau souterraine pour permettre l'écoulement significatif d'une nappe souterraine.

Pour la craie, il est constitué par les formations argilo-marneuses du Turonien moyen et inférieur. Latéralement, les limites sont dues à des conditions diverses (failles étanches, lignes de sources, cours d'eau, littoral, etc.).

Dans sa partie supérieure, la nappe est limitée :

- soit par sa surface propre, habituellement appelée surface piézométrique, en équilibre permanent avec la pression atmosphérique : elle est alors libre et c'est le cas de la nappe de la craie sur sa majeure partie.

- soit par un terrain imperméable, appelé "toit" et dans ce cas elle devient captive. La nappe de la craie peut être captive sous les formations du Landénien (sables argileux, argiles de Louvil). Dans les vallées humides, lors des hautes eaux, la nappe de la craie peut se mettre en charge sous les dépôts limono-argileux semi-perméables de la partie supérieure des alluvions.

▪ **Nappes des terrains jurassiques :**

Elles n'existent que dans la boutonnière du Boulonnais mais leurs parties libres y sont relativement réduites en raison de la faible épaisseur des couches qui les contiennent et du relief plus marqué du paysage.

La commune n'est pas concernée par des champs de captage d'eau potable.

De plus, le territoire de Widehem comme tout le territoire de la Communauté de Communes « Mer et Terres d'Opale » appartient à la région agricole dénommée « le Pays de Montreuil ».

Sur le plan pédologique, ce plateau agricole du Pays de Montreuil est formé par un soubassement de craie recouvert de limons caillouteux. Les sols qualifiés de silico – argileux produisent des limons battants.

Ces caractères géologiques (limons) sont très sensibles à l'érosion des sols, problématique majeure de ce territoire.

III. 2. Le réseau hydrographique superficiel

Le territoire de Widehem n'est pas traversé par un cours d'eau permanent. Il se situe dans la vallée sèche de la Thure, rattachée à l'Huîtrepin qui se jette dans la Canche.

Sur Widehem, l'urbanisation s'est développée en fond de vallée (habitation à l'abri des vents forts...). Ces fonds de vallée ont également connu un développement des boisements. Ce phénomène est cependant resté mesuré sur Widehem : on recense un boisement en fond de vallée, le Fond du Bosquet.

Le parcellaire des plateaux est de grande dimension suite à des échanges de terre ou des remboursements anciens réalisés, le plus souvent, sans travaux hydrauliques spécifiques.

Les pentes sont occupées le plus souvent par des prairies bordées parfois de haies bocagères. Ces dernières jouent un rôle particulièrement important dans la régulation des eaux pluviales en créant de petite zone tampon et en favorisant l'infiltration des eaux pluviales.

Une réflexion a été menée à l'échelle de la Communauté de Communes afin de palier aux phénomènes de ruissellement et d'érosion des sols : politique de lutte contre le ruissellement, l'érosion des sols et les inondations : une politique globale d'aménagement du territoire ...

III. 3. La qualité des eaux

Tous les affluents de la Canche, enregistrent des concentrations importantes de Matières En Suspension (MES) sur des épisodes ponctuels : ceci démontre clairement que la pollution diffuse (charge en micropolluants contenus dans les matières en suspension (produits phytosanitaires et métaux) liée aux ruissellements est une préoccupation pour l'ensemble du bassin versant ainsi qu'un facteur déclassant de la qualité globale des eaux superficielles et des milieux aquatiques. Outre les MES comme facteur déclassant, l'année relativement sèche de 2003, voit apparaître de nouveaux facteurs déclassant comme les nitrates sur l'ensemble du bassin versant.



Pour l'ensemble des autres affluents où les mesures ont été faites, concernant les paramètres biologiques, les points de suivis de l'IBGN démontrent une qualité passable indicatrice de problématiques de pollution préjudiciables à la bonne santé des milieux aquatiques et de leurs habitats. Le suivi de l'indice Poisson est plus optimiste mais le manque de recul des analyses limite la portée de cette appréciation.

Dans le cadre des conclusions, les facteurs limitant de la qualité écologique seront identifiés et des actions seront proposées pour satisfaire au bon état écologique tel que prévu par la directive cadre à l'horizon 2015.

Il n'existe pas de suivi et de points de mesure des concentrations liés aux pesticides sur le bassin Artois Picardie pour les eaux superficielles.

Les polluants et facteurs de dégradation des eaux superficielles :

- les matières azotées et phosphatées, notamment l'ammoniac, sont produites par les villes et par quelques industries (engrais azotés et phosphatés, hauts-fourneaux, industries agricoles et alimentaires).
- le nitrate, forme oxydée et largement dominante de l'azote, est principalement lié à l'activité agricole. Plus de 90 % des nitrates proviennent en effet des sols arables par lessivage lors de la reprise des débits et pendant les hautes et moyennes eaux.
- l'ammoniaque sous forme d'ion ammonium, est principalement liée aux effluents.
- le phosphore a deux principales sources : l'érosion des sols et les rejets de stations d'épuration (ou les rejets non identifiés).

Les apports se font donc par ruissellement de surface sur les sols, sous forme particulière et principalement sous forme soluble pour les rejets traités de station d'épuration. Selon leur forme, ces matières ont des effets différents :

- L'azote organique, comme toutes les substances organiques, contribue à la désoxygénation de l'eau.
- L'azote ammoniacal est gênant pour la fabrication d'eau potable et génère un poison, le gaz ammoniac, dangereux pour le poisson.
- L'azote nitrique (celui des nitrates) amène une surproduction d'algues avec des inconvénients écologiques et esthétiques très graves. Sa présence, en grande quantité dans l'eau potable, est contre-indiquée, surtout pour les nourrissons.
- Les phosphates sont à comparer à l'azote nitrique : ils favorisent la prolifération d'algues et ils contribuent à la sur-production de végétaux, aux mauvaises odeurs, voire aux mortalités piscicoles.

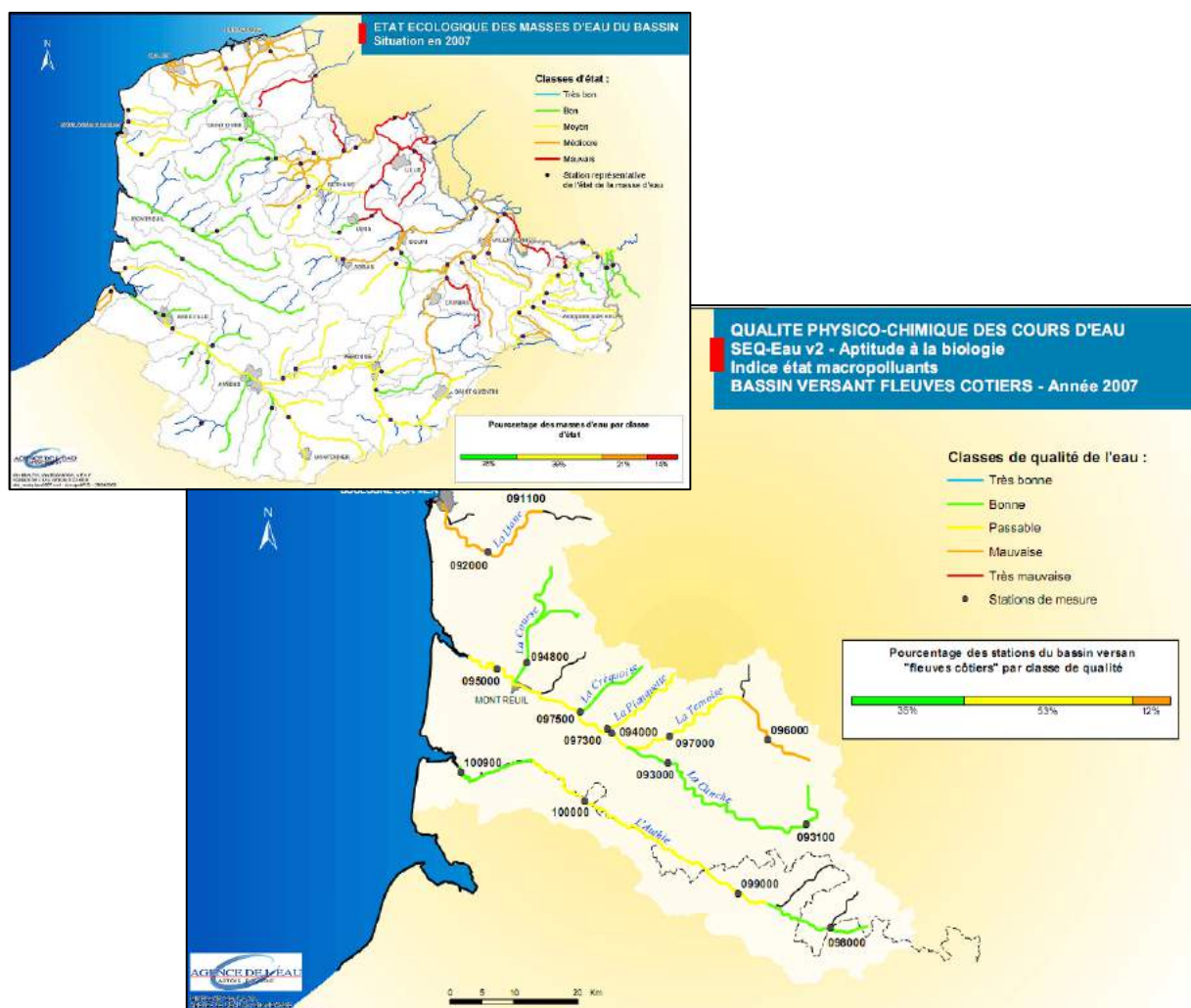
Les Matières en suspension correspondent aux particules emportées par les eaux de ruissellement et qui rejoignent ensuite les cours d'eau. Le taux de matière en suspension définit également la turbidité de l'eau.

D'autres substances chimiques peuvent être transférées dans les eaux superficielles telles que les produits phytosanitaires utilisés à la fois par la profession agricole, les collectivités, organismes publics (SNCF, DDE,...) et les particuliers.

A la qualité chimique et biologique, il fut aussi ajouter et évaluer la qualité physique des cours d'eau, c'est-à-dire l'état général des berges, de la végétation et du lit surtout le lit mineur, la présence de barrage ou celle de zones humides; ces critères sont également des indicateurs précieux de l'état écologique de l'eau et du milieu aquatique.

Selon la concentration et la répartition des polluants, on parle de : sources de pollution ponctuelles ou diffuses.

Une source de pollution ponctuelle correspond par exemple, à des rejets réalisés par un site industriel ou une collectivité directement en un point de la rivière. Une source diffuse peut se traduire par l'utilisation de produits phytosanitaires sur l'ensemble d'un bassin versant avec transfert lors de fortes pluies vers le cours d'eau. Les réponses et les solutions sont donc bien différentes pour l'une ou l'autre des pollutions.



Aperçu de la qualité physicochimique du bassin versant de la Canche:
<http://www.eau-artois-picardie.fr/Resultats-des-dernieres-analyses.html>

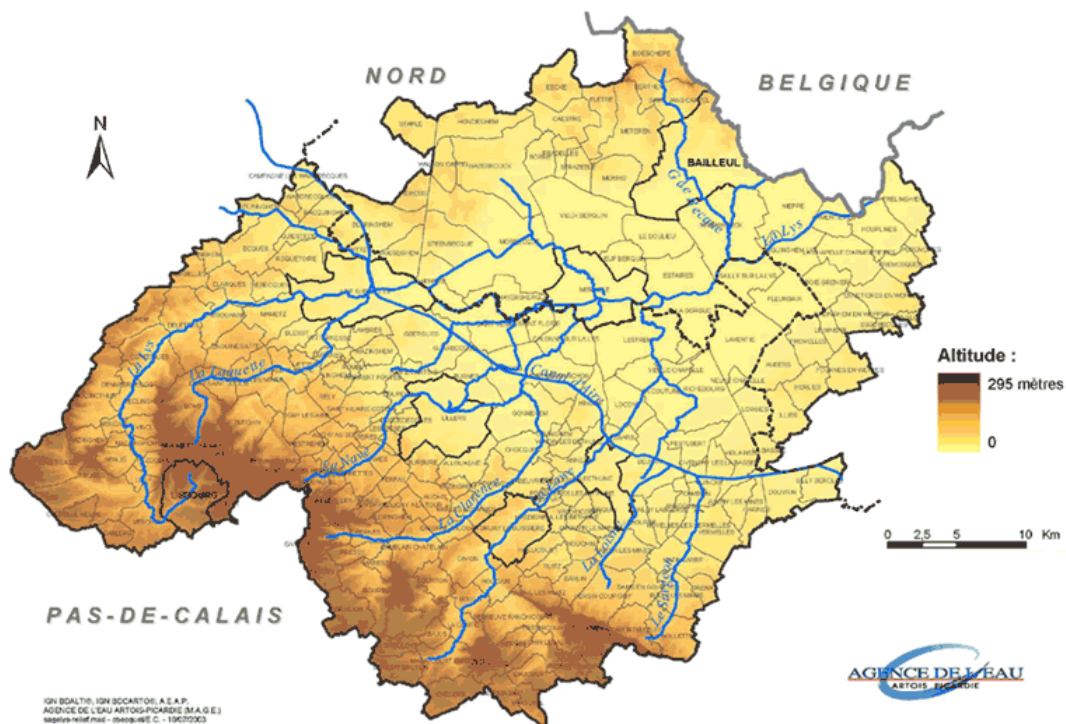
III. 4. Le SDAGE -SAGE

□ Le bassin Artois Picardie et le SDAGE-Artois Picardie

Le SDAGE a été élaboré au niveau du bassin "Artois-Picardie" par le Comité de Bassin : élaboré en 1996 et mis en révision, il a été approuvé en novembre 2009. Il fixe les orientations générales pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, notamment en termes d'objectifs de qualité et de quantité. Les documents d'urbanisme doivent en particulier être établis de manière cohérente avec le SDAGE (notamment pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'assainissement et les risques d'inondations).

Ce document fixe les objectifs majeurs que devra prendre en compte le développement communal. On peut notamment citer :

- prendre en compte et inscrire dans les documents d'urbanisme et d'aménagement les contraintes liées à l'eau dans les grands enjeux de l'aménagement du territoire
- s'assurer de la disponibilité des ressources en eau préalablement aux décisions d'aménagement du territoire
- poursuivre les efforts en matière d'économie d'eau : distribution d'eau potable, industrie, agriculture, etc.
- appliquer les textes réglementaires relatifs au traitement des eaux urbaines résiduaires compte tenu de la délimitation des zones sensibles
- poursuivre les efforts de réduction et de limitation des apports de substances toxiques et assurer la maîtrise des rejets d'eau de ruissellement contaminés et des pollutions diffuses
- prévoir des bassins d'orage de capacité suffisante et employer des techniques « alternatives » (pour éviter les ruissellements directs) en zones urbaines
- intégrer les préoccupations liées aux risques d'inondations dans les documents de planification, renoncer à l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues et les zones humides.



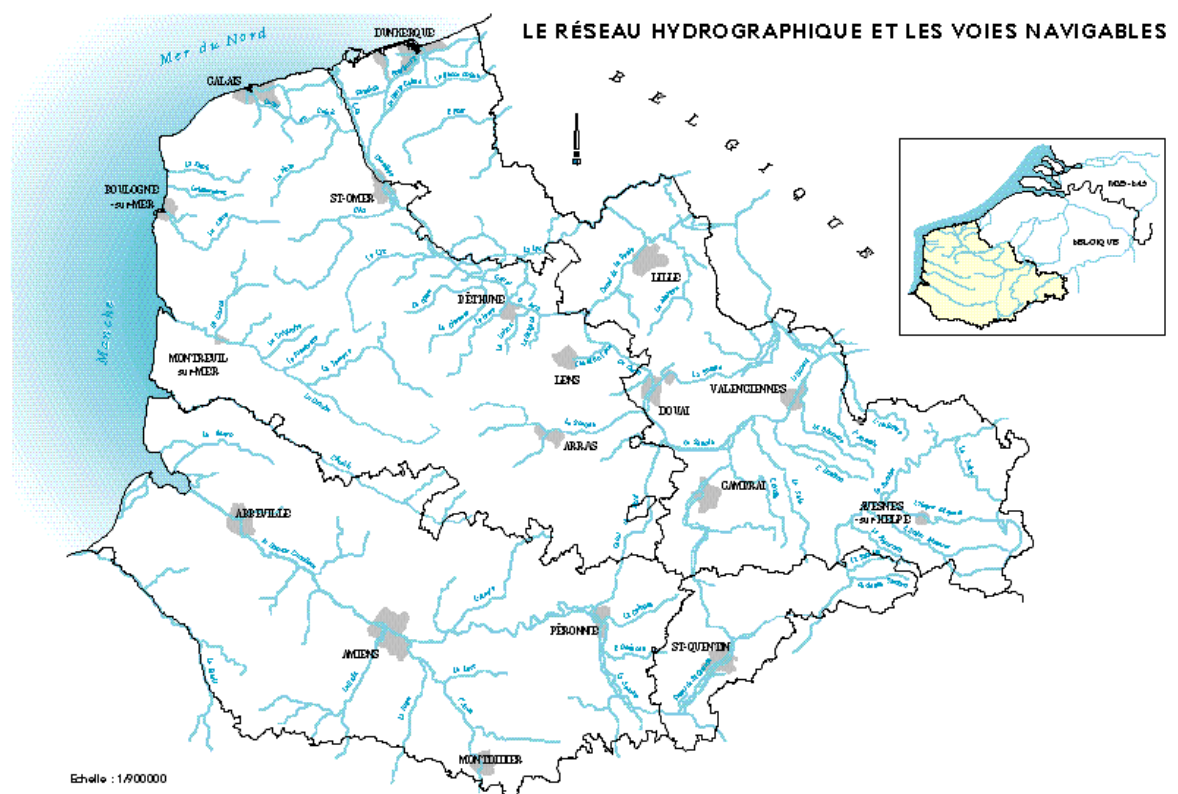
Source : Agence de l'Eau - le périmètre du SDAGE Artois Picardie

Ce bassin rassemblant environ 8000 km de cours d'eau, pour partie canalisés. (C'est la région de France la plus riche en canaux, depuis longtemps puisque le canal de Noeufossé, qui relie le bassin de la Lys à celui de l'Aa et au Bassin minier a été creusé il y a environ 1000 ans par Baudouin VI).

Grâce à son substrat souvent calcaire, ce bassin recèle d'importantes nappes souterraines (plus de 95 % de la ressource en eau des 4 millions d'habitants du Nord-Pas-de-Calais). On y trouve des puits artésiens utilisés depuis le Moyen Âge notamment pour alimenter des cressonnières.

Sa partie nord compte parmi les zones les plus densément peuplées et urbanisées d'Europe. L'agriculture intensive y est partout présente et s'est fortement développée au XX^{ème} siècle, tout particulièrement après les années 1970.

La région est plate et les cours d'eau lents, d'où un risque élevé d'inondations pour un grand nombre de communes.



Le périmètre du SDAGE Artois Picardie Source : L'état des lieux du SDAGE Artois Picardie

Selon le rapport environnemental du SDAGE, ce bassin est touché par d'importantes séquelles industrielles (600 sites pollués répertoriés par BASOL), agricoles, minières et de guerre - qui expliquent la pollution élevée de nombreux cours d'eau, sédiments et dépôt de boues de dragage.

Le SDAGE y a identifié :

- 7 enjeux environnementaux : santé, eau, biodiversité et paysages, risques naturels et technologiques, gestion de l'espace, sols et sous-sols, déchets, Air-Énergie-Effet de serre et
- 3 enjeux transversaux qui sont l'aménagement du territoire, les changements climatiques et l'écocitoyenneté pour les acteurs du bassin.

□ Le bassin versant de la Canche et le SAGE de la Canche

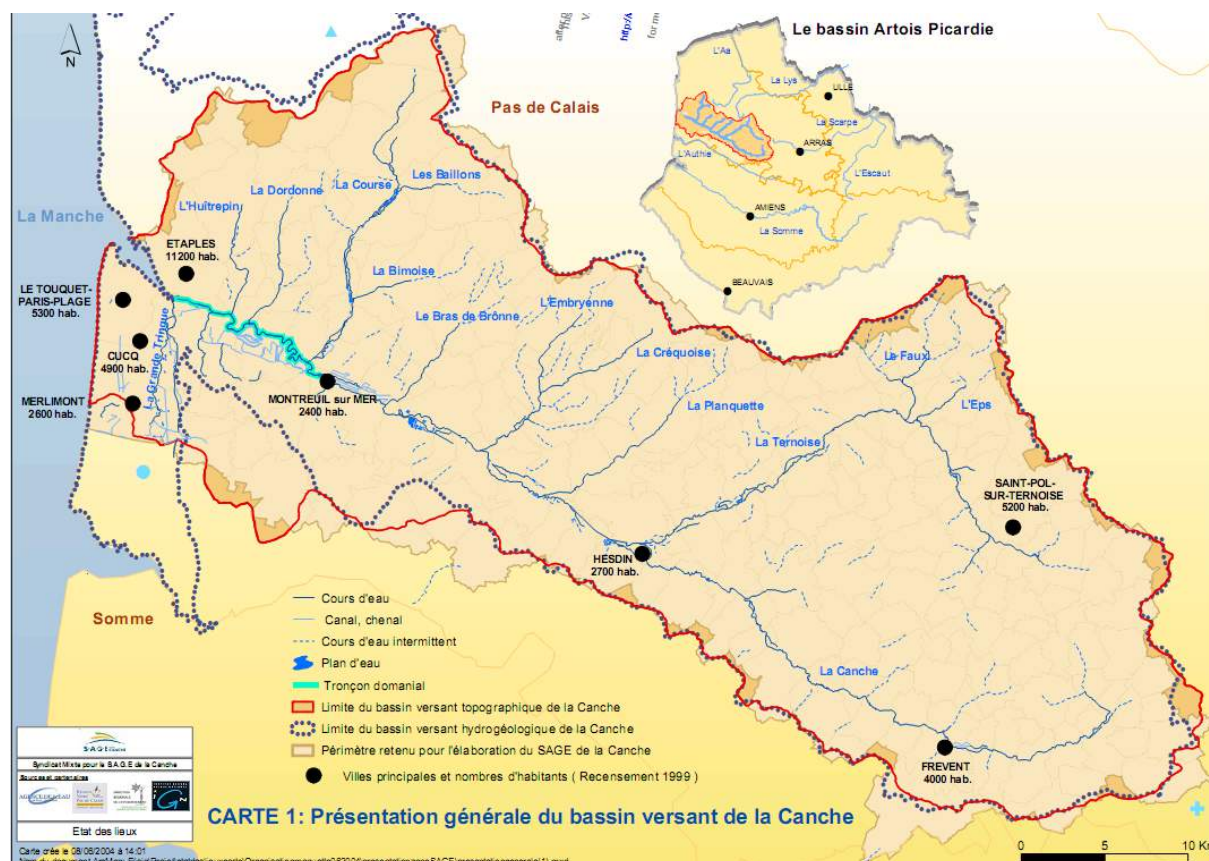
- Le bassin versant :

Le bassin versant de la Canche couvre une superficie de 1 274 km² soit environ 1/3 du Département du Pas de Calais. Le bassin versant de la Canche s'inscrit intégralement dans la zone des plateaux crayeux du sud de l'Artois.

Il est parcouru par un réseau hydrographique de 320 km environ réparti entre le fleuve de la Canche et ses 8 principaux affluents (d'amont en aval) : la Ternoise, la Planquette, la Créquoise, l'Embryenne, le Bras de Brønne, la Course, la Dordonne et l'Huitreprin en rive droite ; la grande Tringue en aval est le seul affluent en rive gauche.

Le périmètre du bassin versant concerne 203 communes regroupées en 16 intercommunalités. La population s'élève à 101 500 habitants et est répartie en petits bourgs situés notamment le long des axes des vallées de la Canche et de la Ternoise. Les communes littorales sont le lieu d'une densité urbaine plus intense.

80 % de la surface du bassin versant est concerné par l'exploitation agricole. Le pôle agro-alimentaire de St Pol sur Ternoise, l'Hesdinois, Montreuil sur Mer et le secteur littoral rassemblent la majeure partie des activités industrielles, tertiaires et des services.



Bassin versant de la Canche

La Canche et son réseau de cours d'eau abritent de nombreuses populations piscicoles. Les principaux cours d'eau du bassin versant de la Canche sont classés en première catégorie piscicole ce qui signifie qu'ils accueillent principalement des espèces d'eaux vives dont la majeure partie appartient à la famille des Salmonidés (ex. Truite fario). Le bassin versant est riche de milieux naturels et aquatiques et principalement les zones humides alluviales et littorales dont le rôle est fondamental dans la bonne gestion et la bonne santé de l'eau du bassin versant.

- Le SAGE de la Canche :

Widehem, fait partie du bassin versant de L'Huitrepin, celui-ci faisant partie du SDAGE Artois-Picardie. Le SAGE de Canche, gère l'ensemble des problématiques liées aux eaux superficielles et souterraines du bassin versant.

L'organisme porteur du SAGE est l'Institution Interdépartementale Syndicat Mixte pour le SAGE de la Canche. Il est composé de 16 Communautés de Communes et de 2 Syndicats à vocation unique. Il est chargé d'exécuter les décisions prises par la CLE.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), au-delà des frontières administratives et des oppositions d'intérêt, rassemble élus, usagers et administration sur un territoire cohérent, le bassin versant, autour d'un projet commun : satisfaire les besoins de tous sans porter d'atteintes irréversibles à l'environnement.

Un contexte réglementaire

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 affirme la nécessité d'une gestion équilibrée de l'eau et a institué les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixent, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales.

Afin d'envisager une gestion locale au plus près des préoccupations de chaque territoire, le SDAGE se décline en Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Les SAGE doivent être compatibles avec le SDAGE. Conçus dans un périmètre précis correspondant à un bassin versant, ils établissent des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection de l'eau et des milieux aquatiques. Pour ce faire, ils dressent un état des lieux, énoncent les priorités, évaluent les moyens économiques et financiers à mettre en œuvre.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), au-delà des frontières administratives et des oppositions d'intérêt, rassemble élus, usagers et administration sur un territoire cohérent, le bassin versant, autour d'un projet commun: satisfaire les besoins de tous sans porter d'atteintes irréversibles à l'environnement.

Après une première phase de consultation en 1998 et 1999, les acteurs du bassin versant de la Canche ont choisi de s'engager pour une gestion globale et concertée du bassin versant de la Canche.

Le SAGE de la Canche a été approuvé le 03 octobre 2011.

Les préoccupations de ce bassin versant s'articulent autour de 4 thèmes principaux :

- La préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines;
- La préservation des milieux aquatiques et particulièrement les zones humides;
- La protection contre les inondations;
- La préservation de l'estuaire et de la zone littorale.

- Le SAGE du Boulonnais :

Le SAGE du Boulonnais a été approuvé le 4 février 2004. Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) du SAGE du Boulonnais se décline en 8 grandes orientations stratégiques (qui sont divisées en thèmes, puis en orientations, ces dernières regroupant des séries de mesures), le plan étant le suivant :

Orientation stratégique 1 : La gestion qualitative de l'eau

Orientation stratégique 2 : Les milieux naturels

- Thème 1 : La reconquête de la qualité écologique et paysagère des cours d'eau

- Thème 2 : La reconquête des paysages de lits majeurs des cours d'eau
- Thème 3 : La gestion des marais arrière littoraux
- Thème 4 : La gestion des massifs dunaires
- Thème 5 : La valorisation des milieux aquatiques et des espaces associés (hors cours d'eau)
- Thème 6 : La gestion intégrée des espaces forestiers

B .GEOGRAPHIE ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

I. Outils de protection, préservation et inventaires reconnues en faveur du patrimoine naturel sur la commune

Dans un but de protection des espaces naturels, les pouvoirs publics ont mis en place différents outils juridiques afin de porter à connaissance, préserver et/ou protéger grâce à des plans d'action spécifiques la richesse de certains milieux (Inventaires ZNIEFF, Natura 2000, réserves naturelles, espaces naturels sensibles (ENS)...).

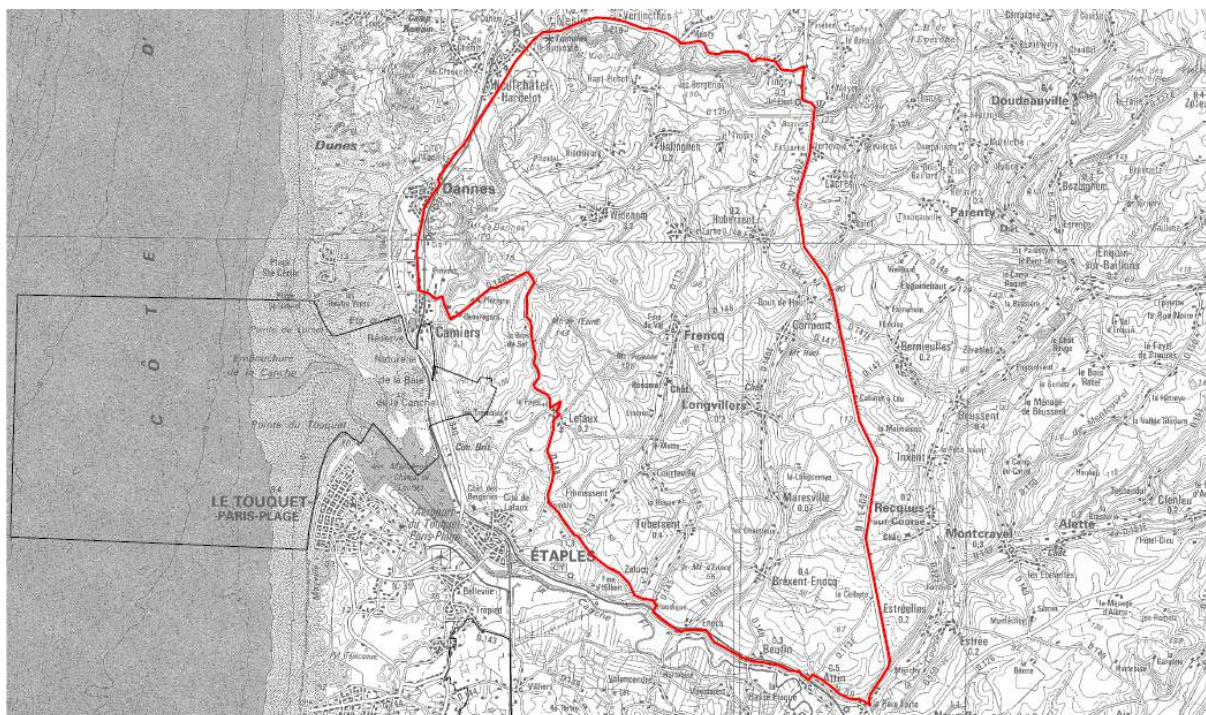
I. 1. Les périmètres d'inventaire écologique faunistique et floristique

➤ ZICO (N°59 NC 05) : Plateaux agricoles des environs de Frencq.

La commune de Widehem est reprise en totalité dans le périmètre de la Zone d'Intérêt pour la conservation des Oiseaux.

La directive européenne n° 79/409 du 6 avril 1979 dite " Directive Oiseaux " concerne la conservation des oiseaux sauvages et a pour principal objectif la définition de " Zones de Protection Spéciales " (ZPS) visant à la préservation de milieux essentiels à la survie des populations d'oiseaux.

Un inventaire des Zones d' Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) a été établi en France et publié en 1994 sur la base de critères méthodologiques précis fixés par l'Europe. La désignation en ZPS des ZICO nécessite que soit mis en place un dispositif réglementaire ou contractuel cohérent assurant une protection efficace de la zone inventoriée.



➤ **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique : ZNIEFF**

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

La détermination de zones naturelles d'intérêt écologique a été effectuée par des spécialistes des disciplines concernées, à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN).

La valeur géologique, climatique des zones et leur contenu faunistique et floristique, sont évalués selon des critères de rareté (espèce protégée, en voie de disparition...) de diversité et de richesse. Il en découle une hiérarchisation des zones naturelles suivant quatre valeurs : internationale, nationale, régionale, locale.

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Floristique et Faunistiques) de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Floristique et Faunistiques) de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Une modernisation nationale (mise à jour et harmonisation de la méthode de réalisation de cet inventaire) a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état des connaissances, d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF et de faciliter la diffusion de leur contenu.

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique (article L. 411-5 du code de l'environnement).

Dans sa conception, l'inventaire ZNIEFF est donc un outil de connaissance et non une procédure de protection des espaces naturels. Il n'a pas de portée normative, même si ces données doivent être prises en compte notamment dans les documents d'urbanisme ainsi que dans les études d'impact.

L'inventaire ZNIEFF est bien un outil d'appréciation ou d'aide à la décision en matière d'aménagement et ne saurait imposer en lui-même une contrainte juridique directe. Toutefois il existe des jurisprudences récentes qui doivent inciter à considérer les éléments de la ZNIEFF).

Coteau crayeux de Dannes et de Camiers, ZNIEFF de type 1, N° régional - 048

La commune de Widehem n'est pas directement concernée par cette ZNIEFF, toutefois cette dernière vient en limite est de la commune.

Ce site s'inscrit sur le versant pentu d'une falaise de craie fossile d'un intérêt géomorphologique majeur. Une mosaïque d'habitats calcicoles recouvre une large surface du coteau (pelouses écorchées, pelouses rases, pelouses-ourlets, prairies mésotrophiles, fourrés...).

Les pelouses calcicoles sont des habitats remarquables pour la région. En particulier, la pelouse nord-atlantique xérotherme relevant du *Thymo britannici* - *Festucetum hirtulae*, est inscrite à la directive "Habitats" de l'Union Européenne. Elle recouvre une grande partie du site. Cet habitat uniquement représenté en France dans le Boulonnais, est proche des pelouses anglaises de Dovres, qui forment avec les pelouses de Grande-Bretagne et de Scandinavie une unité phytosociologique particulière (pelouses calcicoles occidentales du Nord de l'Europe). Il s'agit du noyau majeur de la région avec le site du Cap Blanc-nez.

En effet, les pelouses sont des milieux en forte régression au niveau européen, du fait de l'abandon des pratiques pastorales, qui permettaient d'entretenir ces milieux herbacés.

Le pâturage mis en place par le Conservatoire des Sites sur une vaste surface vient renforcer l'intérêt du site mais sa coupure définitive en deux entités disjointes sur le plan géomorphologique est particulièrement regrettable au regard de la valeur historique de ce monument naturel... Cette gestion pastorale conservatoire permettra le maintien ou la restauration d'une superficie importante de ces végétations de pelouses calcicoles et limitera leur envahissement par les arbustes.

Le Sisymbre couché est sur le plan floristique l'élément phare du site. Cette espèce nordique est inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats ».

Cette espèce ne doit cependant pas masquer la grande diversité floristique présente sur le site, l'ensemble de cette ZNIEFF abritant près d'une quarantaine de taxons déterminants de ZNIEFF dont 16 sont protégés dans la région et 2 le sont en France, le Sisymbre couché (vu précédemment) et la Gentianelle amère. Cette dernière n'est connue régionalement que le long de la cuesta du Boulonnais et dans les dunes flamandes.

Retenons plus particulièrement la grande richesse en taxons de pelouses calcicoles. Notons encore la présence du Tétragonolobe siliqueux, de la Véronique de Vahl et du Choin noirâtre, trois espèces très rares dans le Nord — Pas de Calais, protégés dans la région.

Le site est entouré de parcelles de grandes cultures. Celles-ci abritent encore une flore messicole remarquable. Par exemple, le Pavot hispide colore de ses fleurs rouges la base du coteau.

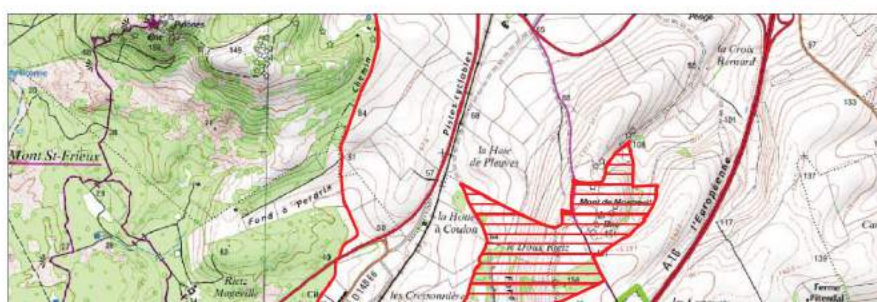


© SIG DREAL Nord-Pas-de-Calais
© IGN Scaen25 & Scaen100 n° 7738
Géoréférencé : IGN Scaen25 & Scaen100 n° 7738
Validé : CSRP mai 2010
Date de réalisation : mars 2011
Echelle : 1:25 000

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1
2ème génération

Coteau crayeux de Dannes et de Camiers
N° régional : 048
Validé CSRP

Autre ZNIEFF



Cette ZNIEFF fait l'objet de nombreux inventaires et suivis de la part du gestionnaire des sites inscrits dans cette ZNIEFF ainsi que des associations naturalistes régionales et locales.

Les Oiseaux, les Rhopalocères et les Orthoptères sont particulièrement bien suivis. 18 espèces déterminantes de Rhopalocères, 4 d'Orthoptères, 3 de Mammifères et 4 d'Oiseaux nicheurs ont été répertoriées sur le site. L'intérêt faunistique principal de cette ZNIEFF réside dans la diversité et l'originalité de sa faune liée aux coteaux.

Parmi les Rhopalocères, 3 espèces sont rares à assez rares au niveau régional (l'Azuré de l'ajonc, l'Argus bleu-nacré et le Damier de la succise) mais les observations sont à relativiser car un seul individu de chaque espèce a été trouvé (CSN, 2008).

Les populations connues de l'Hespérie de la mauve dans le Nord-Pas-de-Calais sont dispersées aux deux extrémités de la région (Haut-Avesnois et Plaine Maritime Picarde). Rare au niveau régional, elle est notée en régression au niveau national dans le nord et l'ouest de la France. Elle a été découverte sur les Coteaux de Dannes-Camiers en 2001 et revue en 2004.

L'Azuré de l'ajonc affectionne les prairies maigres, les pelouses sèches, les friches, les lisières et les landes à bruyères. Les femelles pondent leurs œufs sur diverses Légumineuses. Dans le Nord-Pas-de-Calais, cette espèce est considérée comme très rare et menacée, seuls trois sites dans le Pas-de-Calais accueillent une véritable population.

Le Sténobothre nain est considéré comme une espèce fortement menacée d'extinction dans le domaine néморal et proche de l'extinction en Nord Pas-de-Calais. L'espèce fait partie des Listes rouges de Belgique flamande et wallonne. Cet orthoptère est inféodé aux zones écorchées. Il est présent au niveau des pelouses calcaires mais aussi dans les formations rases au sein des landes nord-atlantiques de la région. Sur le site, elle est localisée sur quelques secteurs écorchés, en particulier dans le secteur sud de la ZNIEFF.

Le Criquet de la Palène a besoin d'une structure de végétation assez particulière : à la fois des zones rases pour la parade nuptiale et des zones de végétation plus haute et plus dense pour la ponte des œufs (ponte en surface du sol ou à faible profondeur) et la protection des nymphes et des

imagos. Ce criquet est considéré comme fortement menacé d'extinction dans le Nord-Pas-de-Calais et inscrit sur les Listes rouges des Flandres et de Wallonie. L'espèce est répartie sur l'ensemble du site. La Decticelle chagrinée est relativement bien répandue sur les formations dunaires du littoral, mais bien moins fréquente, dans la région, sur les coteaux calcaires. Elle affectionne les formations végétales assez hautes. L'espèce est considérée comme en régression au nord de son aire de répartition du fait de la destruction de ses biotopes électifs. Elle est considérée comme fortement menacée d'extinction en région et inscrite sur la Liste rouge de Belgique flamande. Sur le site, l'espèce n'a pas été revue depuis 2001.

L'avifaune est également remarquable sur cette ZNIEFF puisque le Faucon pèlerin y niche de façon certaine. Espèce qui reconquiert peu à peu ses territoires depuis sa protection en 1976, il niche de nouveau sur le littoral depuis 1997. Cette ZNIEFF est une des seules dans la région où l'espèce se reproduit de façon certaine.

L'extension au nord est motivée par la présence d'un secteur d'hivernage de Chiroptères comprenant trois espèces déterminantes.

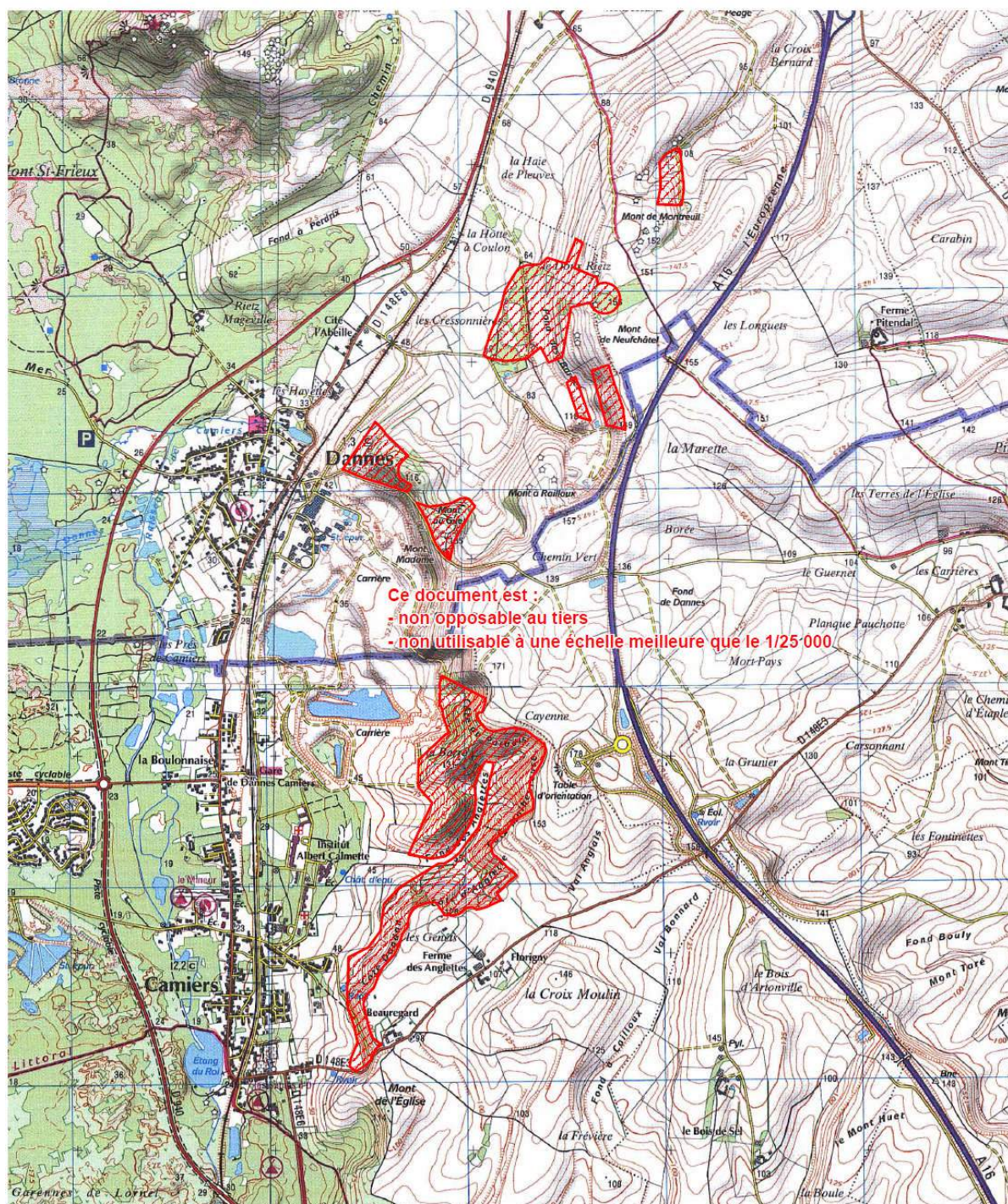
Les coteaux calcaires identifiés en ZNIEFF sont également inscrits au titre du Réseau Natura 2000.

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels accueillant des espèces animales ou végétales et des habitats naturels rares ou fragiles. Pour prévenir d'éventuels dommages portés aux sites Natura 2000, un dispositif spécifique, dit « régime d'évaluation des incidences Natura 2000 » est mis en place.

En application de l'article L414-4 du Code de l'environnement, un certain nombre d'activités (documents de planification, programmes ou projets, manifestations et interventions) doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000.

Il s'agit des activités qui figurent soit sur la liste nationale fixée à l'article R414-19 du Code de l'environnement, soit sur une liste locale complémentaire de la liste nationale.

Les arrêtés fixant la liste locale des activités devant faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000 ont été signés dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, avec une entrée en vigueur au 1er mars 2011.



I. 2. Zones humides et identifiées à dominante humide par le SDAGE et/ou le SAGE

Les zones humides sont des infrastructures environnementales essentielles pour la biodiversité et pour bien d'autres services. La géographie et le climat du bassin Artois Picardie favorisent naturellement leur présence mais les grandes politiques d'aménagement des décennies passées

ont fortement réduit les surfaces qu'elles couvrent et leur intérêt écologique. Les zones relictuelles continuent de subir d'importantes pressions alors même que la réglementation, et les financements leur sont favorables.

La prise en compte des zones humides dans la gestion équilibrée de la ressource en eau s'est vue renforcée, notamment avec la Loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux ; les inventaires et la caractérisation des zones humides répondent à ce besoin.

La commune ne compte pas de zones humides identifiées ni au SDAGE ni au SAGE.

II. Trame Verte et Bleue

II. 1 trame verte et bleue régionale

La Trame verte et bleue régionale est « un programme ambitieux qui vise à améliorer la qualité paysagère, la richesse biologique des espaces naturels régionaux et offrir un meilleur cadre de vie ».

Elle traduit une démarche de reconquête environnementale dans une région avec un lourd passé industriel. Elle intègre un grand projet, **le Plan Forêt Régional**, dont l'objectif est d'atteindre à terme un doublement de la superficie des boisements. La nature pour tous est aujourd'hui **un enjeu de développement pour les collectivités territoriales et d'amélioration du cadre de vie pour les habitants.**

La Trame verte et bleue du Nord-Pas de Calais s'inscrit dans une volonté de mise en œuvre du principe de développement durable et transcrit le souhait de renouveler l'image du territoire régional au travers du tourisme vert et de la qualité de vie (attractivité pour les entreprises et les personnes).

Sa réussite repose sur un partenariat étroit entre la Région à l'initiative de cette politique et l'ensemble des acteurs locaux, institutionnels et consulaires. En effet, cette politique est à la fois un défi :

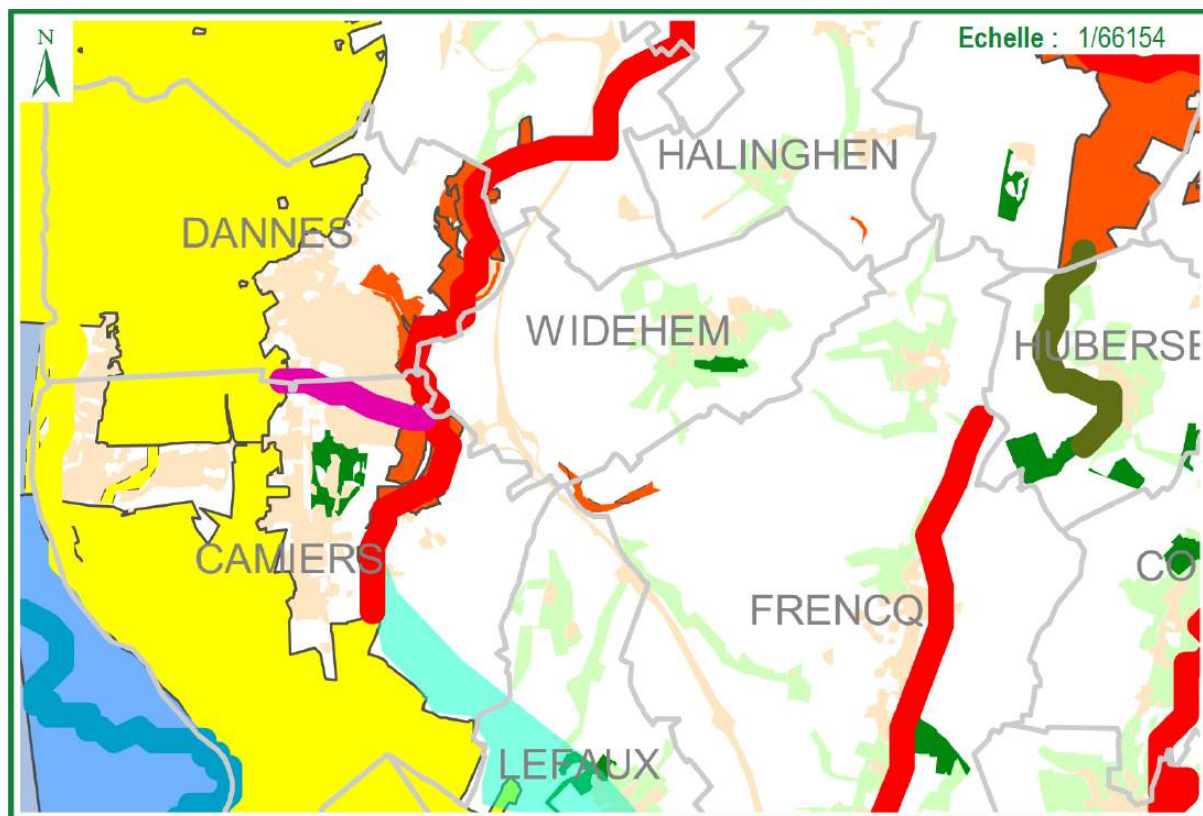
- **environnemental** : protection du patrimoine naturel, reconquête de la biodiversité, restauration des milieux naturels dégradés, renforcement et restauration des éléments de connexion entre les sites naturels (trames écologiques) ;
- **social** : mise à disposition de la population concentrée dans des zones très urbanisées d'une offre plus importante en espaces naturels, de détente et de loisirs facilement accessibles (espaces d'aménités) ;
- **économique** : maintien et développement d'une agriculture et d'un tourisme durables, gestion durable des ressources naturelles renouvelables (eau, bois, etc.), opportunités de filières courtes et de développement local.

Etablie sur la base d'un schéma régional d'orientations validé par les élus du Conseil régional en 2006 dans le cadre du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), la Trame verte et bleue régionale a été définie à partir :

- des zones d'intérêt écologique (cœurs de nature ou réservoirs de biodiversité) définies à partir des ZNIEFF, des sites Natura 2000 et des ZICO;
- de l'identification des menaces connues;
- des possibilités de création ou de renforcement de la connectivité (corridors écologiques) entre ces réservoirs de biodiversité.

Son application reposera pour les vingt années à venir sur la mise en œuvre d'opérations déclinées à l'échelle des territoires (parcs, pays, agglomérations).

Une carte à l'échelle régionale a été établie à destination des collectivités désirant la mettre en application. Elle a une vocation informative car l'échelle d'application de cette politique est locale (pays, PNR, territoires des intercommunalités, etc.).



Corridors biologiques

- fluviaux
- de zones humides
- forestiers
- de pelouses calcicoles
- de landes et pelouses acidiphiles
- de falaises
- de dunes
- miniers
- de complexes de biotopes
- d'autres milieux

Espaces à renaturer

- zones humides
- bocages
- forêts
- bandes boisées ou enherbées
- pelouses calcicoles
- autres milieux

Protection de la ressource

- périmètre de protection de captages d'eau
- zones d'inondation à maintenir

Etat des lieux des milieux naturels

- Cœurs de nature
- Cœurs de nature à confirmer
- Réseau hydrographique
- Espaces naturels relais

La commune de Widehem est bordée à l'est par l'existence d'un corridor biologique lié à la présence des coteaux calcicoles. La commune n'est traversée par aucun corridor. Toutefois, les pourtours bocagers de la trame urbaine sont identifiée en espace naturels relais et le Fond du Bosquet en cœur de nature.

II. 2. Schéma de Cohérence Régionale Ecologique

La loi Grenelle 2 dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) doit être élaboré d'ici à fin 2012. Il vise à préserver, gérer et remettre en bon état les milieux naturels nécessaires aux continuités écologiques.

Le SRCE – TVB, outil d'aménagement du territoire, est un réseau des continuités écologiques terrestres et aquatiques. Il vise à préserver les services rendus par la biodiversité et à enrayer la perte de biodiversité ; en maintenant et restaurant ces capacités d'évolution. Pour cela, le SRCE TVB vise la remise en bon état des continuités écologiques. Le terme « SRCE » est complété de « TVB » pour inscrire l'élaboration du Schéma en filiation des travaux Régionaux.

L'effet juridique majeur du SRCE est une obligation faite aux documents de planification et projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) de prendre en compte le SRCE et de préciser les mesures permettant d'éviter, de réduire et le cas échéant, de compenser les atteintes aux continuités écologiques que leur mise en œuvre est susceptible d'entraîner (article L371-3 du Code de l'environnement). Les projets d'infrastructures linéaires de l'État sont explicitement visés.

III. Paysages et physionomie des milieux

Le paysage de Widehem est vallonné, des points de vue sur les sites avoisinants et sur le village sont remarquables, notamment depuis le cirque naturel formé par la topographie.



La commune, possède les caractéristiques d'une commune encore très rurale. En effet, les routes visibles sur le territoire sont peu larges, les pâtures, les hauts plateaux ouverts sont exploités pour l'agriculture et on note de nombreux corps de fermes d'exploitations ou d'habitation.

Caractéristiques du territoire de Widehem :

- un cœur urbain ancien organisé autour de l'église, l'école et les exploitations agricoles,
- des extensions urbaines organisées le long des voies et à proximité des exploitations agricoles,
- une activité agricole prégnante : hauts plateaux ouverts,
- une topographie marquée en cœur de village avec la présence de talus importants au sein de la trame / ouvertures paysagères,
- un cœur bocager au pourtour immédiat de la trame urbaine,
- une infrastructure majeure cisailant l'ouest du territoire : l'A16,
- la présence d'une ferme de 6 éoliennes le long de l'autoroute.

Les éoliennes, une image emblématique

L'ouest de la commune présente de grandes infrastructures emblématiques pour la commune : les éoliennes, l'autoroute et l'aire de repos, les carrières de la cimenterie de Dannes dans le coteau crayeux de Dannes-Camiers.

Ces espaces remarquables par leur échelle, pourraient faire l'objet de circuits de découvertes des paysages et des ressources naturels.



Les grandes installations, éoliennes, aire d'autoroute sont des images fortes pour la commune. Les grands espaces qui entourent ces installations peuvent être mis en valeur simplement pour attirer des manifestations et le tourisme.

III. 1. Le pourtour de la trame urbaine



Aux pourtours de la trame urbaine, on retrouve de nombreuses pâtures en lien avec les exploitations agricoles situées en cœur de bourg. La commune bénéficie ainsi d'un écrin vert qui forme une frange, un tampon avec les plateaux cultivés.

Ces pâturages constituent également des espaces de respiration au sein de la trame urbaine du village.



Le cœur de bourg est accolé à un bois de 5.5 hectares au sud, en contrebas du village. Ce bois est divisé en plusieurs propriétés foncières.

III.2. Terres arables et cultures

80% de la superficie de la commune est réservé à l'agriculture : on compte huit exploitations agricoles sur la commune.

III. 3. Éléments naturels ponctuels participant au paysage

Plusieurs éléments naturels ponctuels participent au paysage et à la richesse des milieux. Les éléments naturels ponctuels peuvent avoir un rôle tout aussi important pour les échanges écologiques ou le paysage.

Des éléments isolés, hors d'un ensemble identifié existent sur le territoire de Widehem et permettent d'accompagner le bâti ou de valoriser l'identité rurale de la commune.

Ces éléments naturels isolés, sont d'un intérêt écologique et paysager :

- liés à la topographie,
- lié à l'identité du lieu,
- lié l'activité agricole passée,
- ...



Certains talus et accotements sont boisés mais globalement la campagne qui entoure Widehem compte peu de haies bocagères, les clôtures ponctuent et découpent le paysage. Des haies bocagères et des alignements d'arbres de hautes tiges aux pourtours de la trame bâtie sont autant d'éléments naturels à préserver afin de conforter le maillage naturel et faciliter les échanges faunes-flores.

De plus ces éléments sont autant d'éléments participant au paysage et gérant les aléas bioclimatiques (vents, eaux de ruissellement ...).

Visibles de la voie publique, ces éléments sont autant de support à l'identité de Widehem. Les éléments de paysage naturel présents aux pourtours de la trame urbaine accompagnent l'urbanisation et permettent à Widehem de garder son caractère rural.

L'ensemble des éléments naturels sont d'autant plus intéressants quand ils participent au paysage vécu donc traversé. La plupart des éléments repérés sur le plan de zonage en tant qu'élément de paysage sont visibles de la voie publique et participent au paysage traversé.

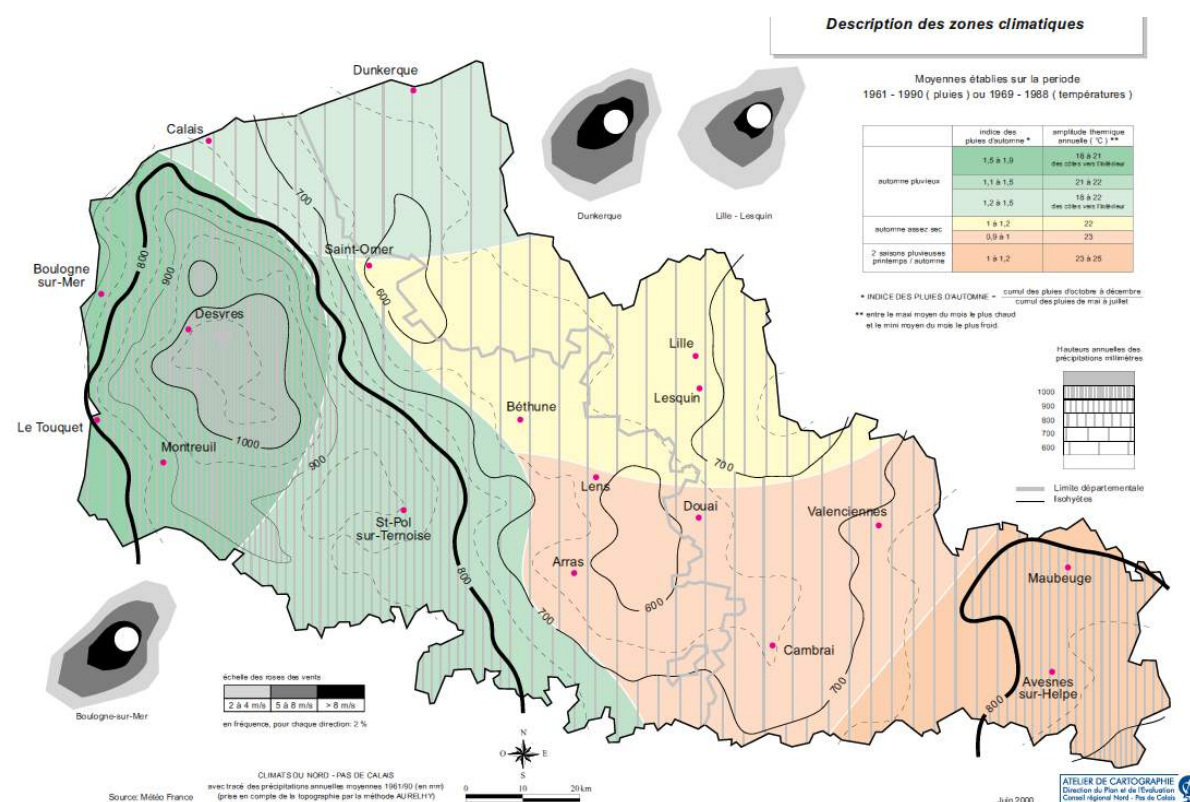


C .ANALYSE ENVIRONNEMENTALE SUR L'URBANISME

I. Environnement climatique

La commune bénéficie d'un climat tempéré, directement sous influence maritime : c'est un climat de type "océanique". Il se caractérise par des hivers doux et des températures estivales modérées. Le climat est à tendance océanique tempérée. La pluviométrie moyenne. L'ensoleillement est assez faible et les précipitations se répartissent toute l'année avec une dominante d'automne et d'hiver.

Parmi les caractéristiques du climat régional, il faut essentiellement retenir une relative régularité des précipitations sur l'année (même si leur volume cumulé est peu abondant) et une rareté des événements météorologiques exceptionnels : fortes chaleurs, froids extrêmes, tempêtes, orages violents, etc....



Source : SIGALE Conseil régional

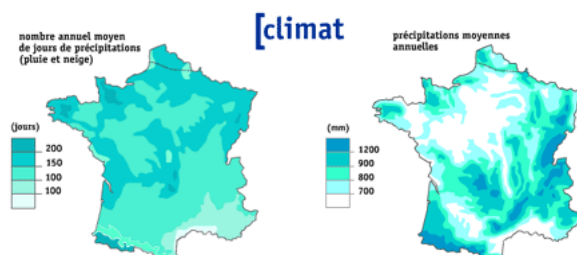
I.1. Les précipitations

L'automne et l'hiver se singularisent par l'importance et la régularité des pluies : il pleut souvent et longtemps. La période de septembre à décembre apporte ainsi en moyenne 40% du cumul annuel des précipitations. Ceci est favorable à la reconstitution des réserves en eau et à la recharge des nappes. Les mois printaniers sont caractérisés par des pluies faibles et régulières.

A noter tout de même un accroissement de la pluviosité durant l'automne. Des pluies plus fortes surviennent en été : les précipitations cumulées sont importantes pour un nombre de jours pluvieux moindre. Il s'agit essentiellement de pluies d'orage.

Des pluies faibles et régulières laisseront dans le sol une quantité d'eau facilement assimilable par les végétaux et s'infiltreront facilement dans les nappes phréatiques. Les réserves en eau ainsi piégées constitueront un stock d'eau disponible plus longtemps, avant d'être évacuées en migrant lentement vers les nappes sous-jacentes.

Le territoire connaît des variations climatiques et pluviométriques qui peuvent être très marquées notamment entre la frange littorale et les plateaux. Certains épisodes ont été particulièrement intenses (décennies 80-90-2000). Ces phénomènes pluviométriques même limités ont des conséquences sur le fonctionnement hydraulique des sous bassins et sur la qualité des cours d'eau (pollution diffuse).



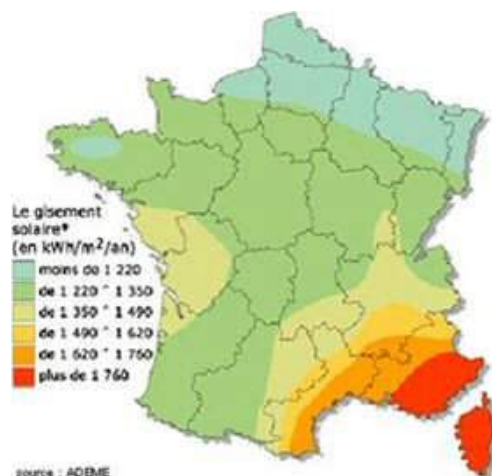
Source : Région Nord Pas de Calais - Pluviométrie nationale.

I.2. Les températures

Les températures moyennes hivernales sont relativement douces (4°C en moyenne) avec quelques jours de gelées répartis entre novembre et mars (45 jours/an) et les températures estivales sont modérées : 17 à 18°C.

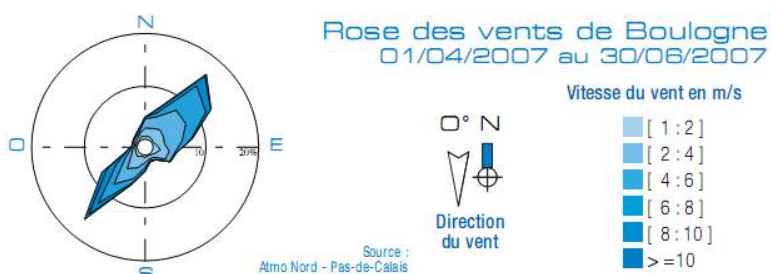
I.3. L'ensoleillement

L'ensoleillement est assez faible (moins de 1.600 heures/an).



I.4. Les vents

Les vents dominants sont de direction nord-est (donnant un temps sec) et, dans une moindre mesure, de sud-ouest (apportant la pluie). Le nombre de jours avec vents forts est relativement peu important.



Vents dominant sont des données intrinsèques au territoire à prendre en compte.
Source : Atmo

6 éoliennes sont implantées à l'ouest du territoire de Widehem. Le potentiel éolien n'est pas négligeable sur les hauteurs et l'apport solaire suffisant pour un apport aux panneaux solaires.

II. La gestion des eaux

II.1. L'alimentation en eau potable

La distribution en eau potable est gérée en régie par le Syndicat Intercommunal d'Adduction et de distribution d'eau potable de la région de Widehem.

L'eau distribuée est d'origine souterraine et provient des forages situés sur les communes de Cormont et de Lefaux. Elle pourrait dans l'avenir provenir d'un autre forage, encore actuellement au stade de projet, situé sur le territoire couvert par le Syndicat Intercommunal de la région de Widehem.

La station de pompage de Cormont est relayée par plusieurs réservoirs répartis sur le territoire couvert par le Syndicat Intercommunal de la région de Widehem, dont un réservoir situé sur la commune de Widehem, semi-enterré et d'une capacité de 2x200 m³, lieu-dit du Moulin de la Houlette, le long de l'autoroute A16 et des éoliennes implantées sur la commune.

Une étude de renforcement de la distribution d'eau potable et de la défense incendie a été menée par le SEMPACO (Société d'économie mixte du Pas-de-Calais Ouest) pour les communes relevant du syndicat intercommunal d'adduction et de distribution d'eau potable de la région de Widehem. Elle prévoyait un renforcement de la distribution d'eau potable sur la commune de Widehem, ainsi qu'une interconnexion via une conduite de 200 mm entre les réservoirs de Widehem et Frencq (lequel réservoir est à mi-chemin entre le village de Widehem et le hameau Le Turne, sur la commune de Frencq). Le projet prévoit également une interconnexion de sécurité entre le syndicat d'adduction et de distribution de la région de Widehem et le syndicat d'adduction d'eau de la région de Beutin, via la commune de Longvilliers.

II.2. L'assainissement

Le schéma directeur d'assainissement sur la commune de Widehem a été approuvé le 23 novembre 2005 par délibération du conseil municipal.

Son objectif était, d'une part, de diagnostiquer l'assainissement des eaux usées et pluviales sur la commune, ainsi que les possibilités géologiques des sols, et d'autre part d'établir un comparatif entre coûts d'investissement et de fonctionnement de l'assainissement autonome de l'assainissement collectif sur la commune.

Le Schéma Directeur d'Assainissement a déterminé les secteurs où l'assainissement collectif pourrait être programmé par la délibération du 23 novembre 2005.

Un zonage d'assainissement a suivi, et a été approuvé le 30 janvier 2009 par délibération du Conseil Municipal.

- **Assainissement des eaux usées :**

A l'heure actuelle, il n'existe pas de réseau collectif sur le territoire communal, hormis sur les secteurs suivants :

- Résidence « les éoliennes » : 6 logements assainis collectivement avec leur propre unité de traitement.
- Résidence « l'Orée du bois » : 13 logements assainis collectivement avec leur propre unité de traitement.

Le programme d'assainissement collectif est en cours et n'a pas encore donné lieu à des travaux. Le conseil municipal, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement, a retenu une solution totalement collective :

- Mise en réseau collectif séparatif de l'intégralité des 89 logements non encore raccordés,
- Raccordement des 19 logements déjà assainis collectivement et exploitation de leurs unités de traitement (celle de l'Orée du Bois traitant 5 logements de plus soit 11 logements, celle de l'Orée du Bois gérant 29 logements de plus soit 42 logements),
- Mise en œuvre de deux nouvelles unités de traitement, l'une rue de Dannes, gérant 9 logements et l'autre, pour les rues Pasteur et des Pinsons, gérant 46 logements.

Le plan de zonage d'assainissement, scénario 2, tel qu'il a été retenu par le Conseil Municipal de Widehem, a été joint au dossier des annexes sanitaires.

La mise en œuvre de l'assainissement collectif des eaux usées sera gérée par le S.I.R de Widehem, qui disposera de la compétence travaux. L'entretien du réseau et du système de traitement sera fait par le S.I.R. de Widehem ou un fermier qu'il aura désigné.

- **Assainissement des eaux pluviales :**

L'assainissement pluvial, en mode non collectif, peut être assuré de différentes façons :

- fossés naturels,
- réseaux pluviaux ouverts ou enterrés.

A Widehem, l'évacuation des eaux est assurée par un réseau de collecte des eaux pluviales bien développé, essentiellement sous forme de canalisations pluviales complétées de ruissellement en fil d'eau de voirie et de fossés en périphérie du centre bourg.

A ce jour, aucune insuffisance hydraulique qui serait directement due à ces équipements n'a été recensée dans les secteurs urbanisés.

Lors de forts orages, des ruissellements importants engendrant des coulées de boues et inondations ponctuels peuvent être localisés mais ce phénomène est dû à l'érosion des sols limoneux sur les plateaux agricoles et leurs coteaux.

Le fond de vallée en suivant le long de la RD113 est vulnérable aux inondations par coulées de boues de plus grande importance que les désordres locaux précités ; ces désordres ont fait l'objet d'études hydrauliques généralisées au bassin versant amont à Frencq (dont fait partie topologiquement Widehem) après 2002 afin de proposer un programme de lutte contre l'érosion et le ruissellement. Des travaux ont été réalisés depuis et d'autres sont en cours ou en projet, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

III. La qualité de l'air

En ce qui concerne la qualité de l'air, les principales sources de pollution sont liées à la présence d'industrie, au mode de chauffage à la circulation automobile, au traitement des déchets, aux industries et aux activités agricoles l'utilisation de la voiture.

La qualité de l'air de la région Nord Pas-de-Calais est globalement bonne la plus grande partie de l'année, mais la situation reste préoccupante pour certains polluants et sur certains secteurs : des pics de pollution sont ainsi enregistrés chaque année pour les poussières en suspension et, en particulier sur les zones littorales et rurales, pour l'ozone. La part des rejets industriels est prédominante dans la région, plus qu'au niveau national.

La présence dans l'air de produits phytosanitaires utilisés dans le secteur de l'agriculture, qui a fait l'objet d'études récentes, est également une préoccupation croissante, en Nord - Pas-de-Calais comme partout en France. L'impact de la qualité de l'air sur la santé est aujourd'hui avéré et il s'agit d'une préoccupation importante de la population. Les études sanitaires permettent d'affiner les connaissances sur les conséquences à long terme de l'exposition à la pollution de l'air. Le plan national santé - environnement, adopté en 2004, donne une place à part entière à cette thématique.

Il s'est traduit à l'échelle régionale par des actions prioritaires visant à la poursuite de la réduction des émissions industrielles, en particulier concernant les rejets toxiques. Par ailleurs, les outils de planification que sont les plans de protection de l'atmosphère (PPA) ou les plans de déplacements urbains (PDU) contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air, en particulier dans les zones urbaines denses, mais il reste difficile d'apprécier leurs résultats effectifs de réduction des émissions liées aux transports.

III.1. Le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA)

Le PRQA est un document d'orientation définissant à l'échelle régionale les objectifs de qualité de l'air. Il peut également, lorsque nécessaire, préciser des objectifs spécifiques à certaines zones. Il ne présente pas de valeur contraignante, mais constitue néanmoins un document de référence, notamment pour l'élaboration des plans de protection de l'atmosphère (PPA) et des plans de déplacements urbains (PDU).

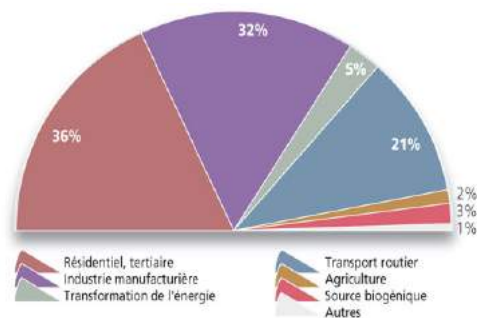
Les modalités d'élaboration du PRQA sont fixées par le décret n°98-362 du 6 mai 1998 relatif aux plans régionaux pour la qualité de l'air. Il est élaboré par le préfet de région en concertation avec les organismes de surveillance agréés et après consultation du public et des collectivités locales.

L'élaboration du PRQA de la région Nord - Pas-de-Calais, débuté en 1997, a été approuvé par le préfet de région le 5 avril 2001. Après cinq ans de mise en œuvre, le PRQA doit faire l'objet d'une évaluation et d'une révision. Cette démarche a été engagée fin 2006 et le PRQA révisé devrait aboutir, sous la responsabilité du conseil régional.

Les sources de pollution :

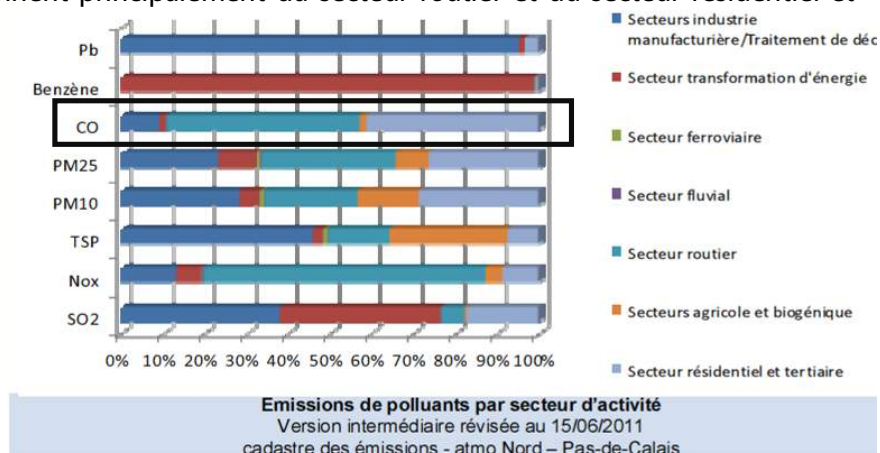
36 % de la pollution est directement liée au résidentiel et au tertiaire.

Cause de la pollution de l'air source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>



Les polluants par secteur de « production »:

Les émissions de CO proviennent principalement du secteur routier et du secteur résidentiel et tertiaire.



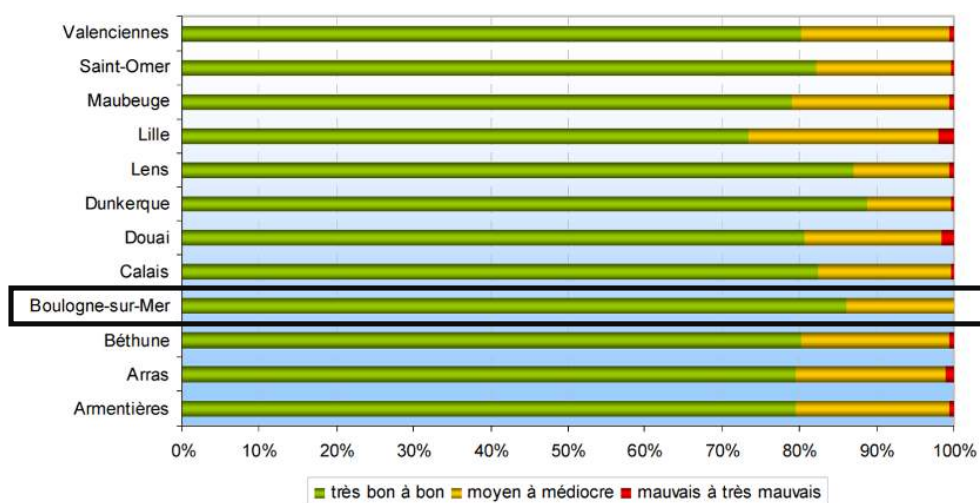
Conformément à l'article 17 de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) du 30 décembre 1996 (repris L.1231-1 3^{ème} du code de l'urbanisme), « **les PLU déterminent les conditions permettant la préservation de la qualité de l'air la prévention des pollutions et des nuisances de toute nature.** »

De plus, les objectifs nationaux visent à réduire par quatre le dioxyde de carbone du secteur de la construction d'ici à 2050, qui se traduit par l'obligation d'une réduction par six des émissions ramenées au mètre carré ainsi que d'atteindre à l'horizon 2010 la satisfaction de 10 % des besoins en énergie à partir de sources renouvelables.

A ce titre, divers paramètres ont été pris en compte dans la démarche de développement de Widehem afin de réduire d'une part les émissions de gaz à effet de serre, favoriser les énergies renouvelables, et assurer une gestion durable de la ressource.

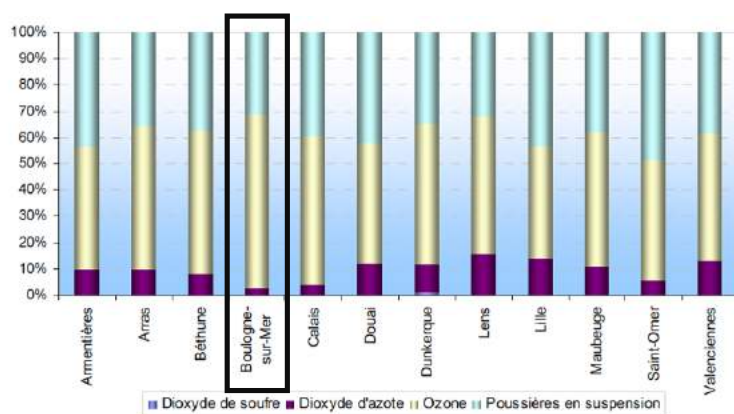
III.2. Sur Widehem et le Boulonnais en 2010 :

Globalement, la qualité de l'air sur cette zone a été bonne.



Répartition des indices ATMO par agglomération en 2010

Source : <http://www.atmo-npdc.fr>



Responsabilité de chaque polluant dans l'indice ATMO en 2010

La commune de Widehem fait partie d'une zone considérée comme étant moyennement polluée. Les principales sources locales de pollutions sont attribuées au chauffage urbain et à la circulation automobile.

IV. Changement climatique et Gaz à Effet de Serre (GES)

IV. 1. Changement climatique et gaz à effets de serre

Changement climatique

Le climat de notre planète a varié significativement au cours de son histoire, sur des périodes de temps étendues.

Toutefois les mesures effectuées partout dans le monde confirment, qu'au cours des dernières décennies, s'est amorcé un changement climatique dont la particularité principale est sa rapidité.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a fait état dans son rapport d'évolutions significatives de certains paramètres climatiques, dont les principales sont:

- une hausse des températures: la tendance au réchauffement entre 1906 et 2005 atteint 0,74°C, et onze des années séparant 1995 et 2006 figurent parmi les douze années les plus chaudes depuis 1850,
- une montée du niveau de la mer: il s'est en moyenne élevé de 0,18 m entre 1870 et 2000 soit 6 mm/an en moyenne,
- une diminution de l'étendue des zones couvertes de neige et de glace,
- une modification du régime des précipitations.

Ces bouleversements climatiques, d'une rapidité jamais égalée, font peser sur les êtres vivants, dont les êtres humains, des risques remettant profondément en cause leurs conditions de vie.

Parmi les enjeux liés à l'environnement, la question des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de leurs conséquences sur le climat occupe une place de plus en plus importante dans les discussions scientifiques et politiques depuis une quinzaine d'années.

Les gaz à effets de serre

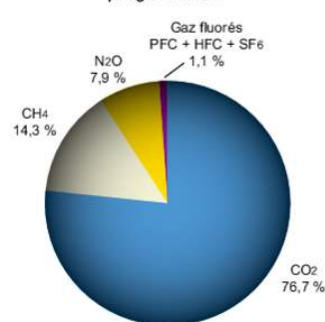
Rappel : les rayons solaires fournissent de l'énergie à la Terre, qui se réchauffe et réémet la même quantité d'énergie sous forme de rayonnements infrarouges (IR). Sans gaz à effet de serre (GES), la température terrestre serait de - 19°C.

En présence de GES, une partie des IR est réfléchi vers le sol. La température de la Terre s'accroît jusqu'à ce que l'énergie réémise égale l'énergie reçue. Avec les GES, la température terrestre au sol atteint + 14°C.



Source : d'après GIEC, 1^{er} groupe de travail, 2007.

Répartition mondiale des émissions de GES par gaz en 2004¹



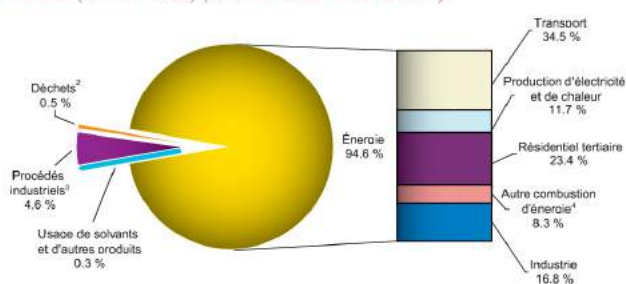
Source : GIEC, 3^e groupe de travail, 2007.

Le CO2 est le gaz qui a contribué le plus au réchauffement climatique depuis 1750.

Les émissions de CO2 sont essentiellement dues au transport et au résidentiel tertiaire. Le secteur résidentiel regroupe les activités domestiques polluantes. Parmi elles, le chauffage du logement est la plus importante.

Les polluants concernés sont principalement le monoxyde d'azote (CO), les poussières, et le dioxyde de carbone (CO2).

Répartition par source des émissions de CO2 en France en 2009 (DOM inclus) (373 Mt CO2 hors UTCF)



Source : Agence européenne pour l'environnement d'après Citpa, juin 2011.

Le secteur tertiaire peut être rapproché du secteur résidentiel, car pas ou peu de procédés industriels sont utilisés, et les activités émettrices sont la combustion (chauffage, eau chaude...) et l'utilisation de solvants (peintures, etc.).

Les sociétés peuvent réagir au changement climatique d'une part en s'adaptant à ses effets (adaptation) et d'autre part en diminuant les émissions de GES (atténuation).

L'enjeu est donc d'accompagner les territoires dans leur transition vers un état plus « adapté » aux conditions futures. Cette politique d'adaptation doit évidemment s'accompagner d'une action résolue de réduction des émissions de GES, sans quoi les phénomènes de changement climatique seront tels qu'ils réduiront considérablement les possibilités d'adaptation.

IV. 2. Les énergies renouvelables et le schéma régional des énergies renouvelables.

Articulation des documents de planification entre eux.

Le PLU doit prendre en compte le Schéma Régional Climat Air Énergie et le volet éolien ainsi que les Plans climat énergie territoriaux.

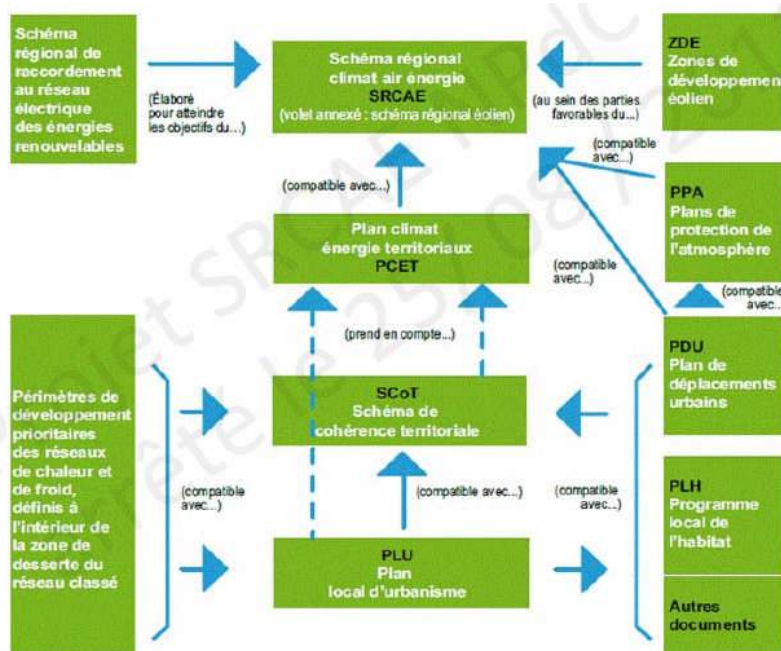


Figure 2 : Articulation du SRCAE avec les autres documents de planification (CERT-BR.MM – septembre 2010)

Le Schéma Régional Eolien du Nord Pas-de-Calais

Le volet éolien du schéma régional des énergies renouvelables doit permettre de répondre aux attentes de la loi « Grenelle I » du 3 août 2009 qui a placé au 1^{er} rang des priorités la lutte contre le changement climatique notamment en portant à au moins 23 % la part des énergies renouvelables dans la consommation nationale d'énergie à l'horizon 2020.

Le développement de l'éolien, qui contribue à la réduction des émissions de CO2 mais aussi à l'indépendance énergétique, doit impérativement passer par cette étape de planification que constitue ce volet éolien.

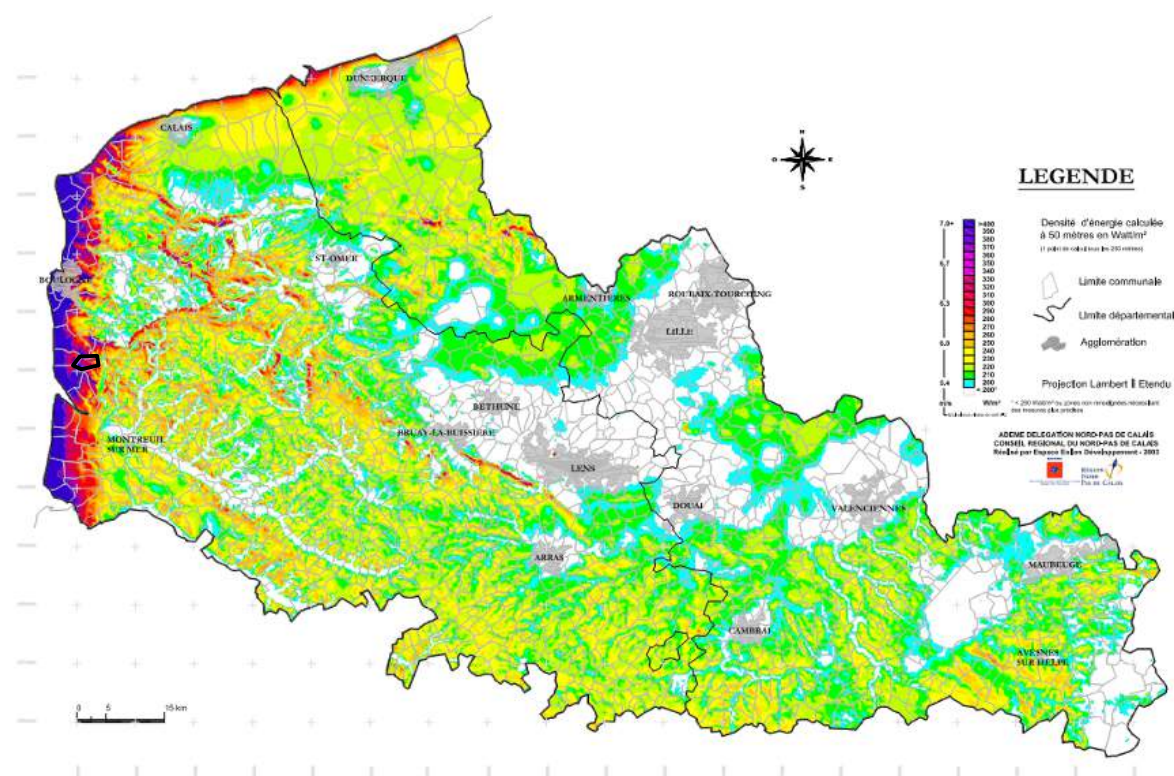
L'énergie éolienne est aussi inscrite dans la loi Grenelle 2. Ainsi, ce texte prévoit un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie. Celui-ci intégrera le schéma régional de l'éolien. Il confirme que le schéma régional éolien définit les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne. Ce schéma aura une portée prescriptive, puisque les nouvelles zones de développement de l'éolien devront être situées obligatoirement au sein des parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne définies par le schéma.

Les éoliennes dont la hauteur des mâts dépasse 50 mètres seront soumises au régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement, la délivrance de l'autorisation d'exploiter étant subordonnée à l'éloignement des installations d'une distance de 500 mètres par rapport aux constructions à usage d'habitation, aux immeubles habités et aux zones destinées à l'habitation. Il faudra au moins 5 éoliennes pour construire un nouveau parc sur un territoire.

Le volet éolien est la première pierre du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu par la loi Grenelle 2 dont l'élaboration sera copilotée par l'Etat et la Région. L'ensemble des travaux permettra d'alimenter la réflexion pour l'élaboration du volet « énergies renouvelables » du futur schéma régional « climat air énergie ».

La cartographie ci-dessous reprend les densités d'énergie potentielles à 50 mètres. Propice au développement éolien, **on compte six éoliennes sur le territoire de Widehem, de part et d'autre de l'autoroute A16.**

Densité d'énergie à 50 mètres



Le schéma Régional Climat Air Energie et adaptation au changement climatique

La hausse perçue des risques liés au changement climatique et aux pollutions atmosphériques ainsi que la raréfaction des ressources énergétiques peu chères font émerger, pour le développement durable de nos sociétés, des enjeux à la fois environnementaux et socio-économiques.

C'est pour faire face à ces différents enjeux qu'ont été lancés par les lois Grenelle I et II, les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE).

Ceux-ci visent à définir les orientations et objectifs à suivre dans chaque région en matière de maîtrise de la demande énergétique, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux effets probables du changement climatique.

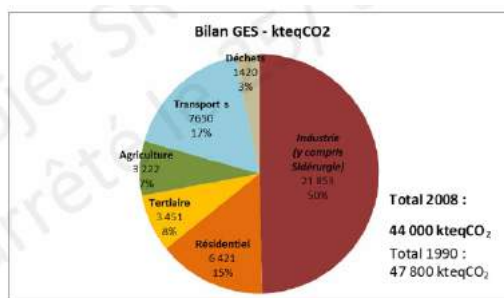


Figure 24 : Emissions de gaz à effet de serre par secteur en Nord-Pas-de-Calais (NORCLIMAT, Energies Demain – 2007, Edition 2010)

Leur mise en place constitue ainsi un élément essentiel de la territorialisation du Grenelle de l'Environnement. Il s'agit donc pour la région Nord Pas de Calais de savoir agir sur les facteurs principaux d'émission de GES et d'identifier dès à présent les grandes vulnérabilités du territoire et de mettre en place les premières pierres de stratégies adaptatives.

Ainsi six grandes vulnérabilités ont été identifiées et font l'objet d'orientations

- ADAPT1:

Intégrer dans l'exercice de révision du SDAGE et des SAGE l'impact des effets du changement climatique sur l'évolution de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques

- ADAPT2:

Elaborer et mettre en œuvre des stratégies d'aménagement et de gestion foncière adaptées à l'importance du risque de submersion marine et s'appuyant sur des analyses coûts/avantages

- ADAPT3 :

Anticiper les effets du changement climatique et faire évoluer en conséquence les modes de gestion des eaux continentales dans les Wateringues

- ADAPT4:

Prévenir les phénomènes d'îlots de chaleur urbains dans les projets d'aménagement, notamment en favorisant l'accès de la nature en ville et en s'appuyant sur la mise en œuvre du plan canicule

- ADAPT5:

Renforcer l'information et la sensibilisation sur le phénomène de retrait - gonflement des argiles prenant en compte l'augmentation de l'aléa lié au changement climatique

- ADAPT6:

Intégrer les effets du changement climatique dans les dispositifs de gestion des espaces agricoles et forestiers et les dispositifs de préservation de la biodiversité, notamment des zones humides.

Par ailleurs, l'adaptation au changement climatique étant un sujet nouveau au sein des politiques publiques, il semble nécessaire avant tout de développer les connaissances sur les différents thèmes abordés:

- ADAPT1: Améliorer la connaissance sur les effets probables du changement climatique en région Nord-Pas-de-Calais, notamment sur les débits des cours d'eau, le risque d'inondation continentale, l'érosion côtière, les productions agricoles et forestières et la santé humaine

La commune de Widehem dans l'élaboration de son projet de développement a pris en compte l'ensemble de ces dispositions et a élaboré un projet au plus proche des notions de développement durable dans l'optique de réduire ses émissions et de s'adapter stratégiquement aux évolutions plausibles du climat.

V. La gestion des déchets

V.1. Contexte général.

La gestion des déchets est un processus qui intègre à la fois la production des déchets et leur traitement. La production correspond aux choix des produits à la source, à leur utilisation, à leur valorisation. Le traitement correspond au tri des déchets, à leur collecte, au transport, et au traitement et/ou le stockage des déchets.

Un français produit en moyenne 450 kg de déchets par an. Sur l'ensemble des ménages français, on arrive ainsi à 26 millions de tonnes de déchets produits chaque année. Et la production de déchets croît en France d'environ 1% par an.

Un plan d'actions gouvernemental pour améliorer la gestion des déchets

Ce plan d'actions vise à mettre en œuvre les engagements du Grenelle Environnement, qui fixent comme objectifs prioritaires la réduction à la source de la production de déchets et le développement du recyclage et de la valorisation. C'est ainsi que le plan prévoit :

- une réduction de 7% de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant sur les cinq prochaines années,
- une amélioration du taux de recyclage matière et organique à 35% en 2012 et 45% en 2015 pour les déchets ménagers et 75% dès 2012 pour les déchets des entreprises et les emballages,
- une diminution des quantités partant à l'incinération et au stockage, de manière à réduire les nuisances sanitaires et environnementales induites.

Les cinq axes du plan qui permettront de répondre à ces objectifs sont organisés de la manière suivante :

- un premier volet consacré à la prévention des déchets comporte des mesures de sensibilisation et d'information à destination des citoyens et des collectivités locales, ainsi que la mise en place progressive d'une tarification incitative,
- un second volet consacré au recyclage prévoit d'étendre les filières de responsabilité élargie du producteur et de négocier au niveau communautaire la qualification des matières recyclées comme produits,
- un troisième axe concerne la valorisation des déchets organiques, qui représentent 50% des déchets ménagers,
- un quatrième axe encadre la quantité des déchets incinérés, adapte la taxation applicable et propose des mesures pour améliorer l'information sur les sites de stockage et d'incinération,
- le cinquième axe est consacré aux moyens de recycler les déchets du BTP, dont plus d'un tiers n'est pas valorisé.

Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-plan-d-actions-gouvernemental.html>

V.2. Quelques chiffres

La collecte et le traitement des déchets ménagers sont de la compétence de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

Le ramassage des ordures ménagères en porte à porte est réalisé chaque mardi. Les déchets sont acheminés vers le centre d'enfouissement de Dannes. La collecte sélective est réalisée chaque vendredi. Les déchets sont acheminés vers le centre de tri de Beaurainville.

Après consommation, collecte et cheminement des déchets, ces derniers renaissent et permettent de réelles économies. Voici quelques exemples d'économie de matières premières et de recyclage que nous pouvons réaliser annuellement sur le territoire de la CCMT0 (résultats en fonction des tonnages recueillis) :

- Verre:
 - Quantité récupérée : équivalent à 2 442 km de bouteilles mises bout à bout
 - Economie de : 1 773 tonnes de sable, 1 450 m³ d'eau
 - Exemples de produits fabriqués : équivalent de 7 653 000 nouvelles bouteilles de 75cl
- Carton:
 - Quantité récupérée : équivalent à 7 543 000 boîtes de céréales
 - Economie de : 1 417 tonnes de bois et 9 162 m³ d'eau
 - Exemples de produits fabriqués : équivalent de 2 443 950 boîtes à chaussures

La déchetterie : la déchetterie intercommunale est implantée à Camiers.

D. ANALYSE DES RISQUES

Un risque est la conséquence d'un événement d'une certaine ampleur ayant une certaine probabilité de se produire (aléa). Il peut être d'origine naturelle ou humaine. Les effets peuvent mettre en péril un grand nombre de personnes, occasionner des dégâts importants et dépasser les capacités de réaction des instances directement concernées.

I. Analyse des risques naturels

I. 1. Les risques d'inondation

Les risques d'inondations par crue

La faible altitude, l'imperméabilité relative du sol, sa faible capacité d'infiltration, et l'absence de pente des cours d'eau, conduisent à des inondations plus ou moins graves en période de fortes précipitations ou de pluie fine ininterrompue.

La commune de Widehem est concernée par plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle. Ce sont des arrêtés de catastrophes naturelles dues à des inondations par inondations, coulées de boue et mouvements de terrain.

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	02/09/1998	03/09/1998	29/12/1998	13/01/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

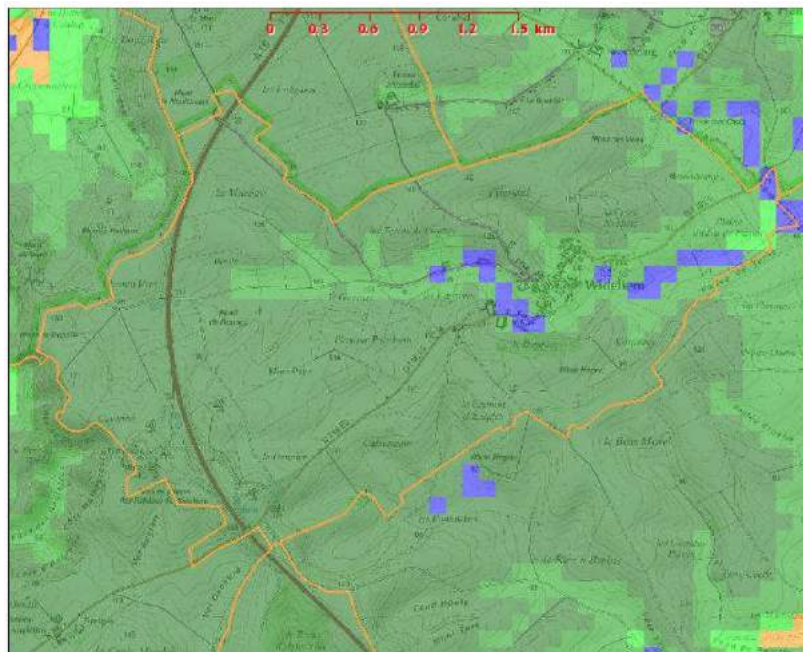
Source : Primnet

Les risques d'inondations par remontées de nappe

Un regard sur la cartographie des aléas liés aux résurgences de nappe montre que la majeure partie de la commune de Widehem est soumise à des aléas très faibles. Toutefois, dans le fond de vallon, on recense quelques secteurs sur lesquels la nappe est sub affleurante.

Légende des remontées de nappes

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé



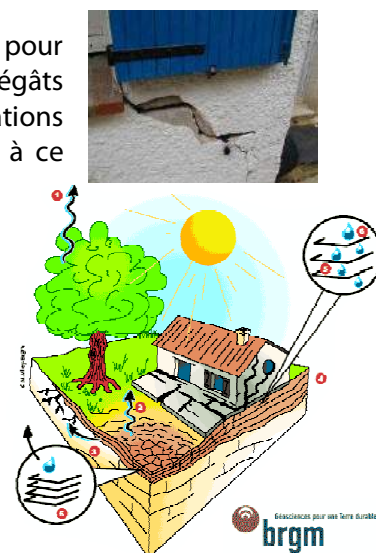
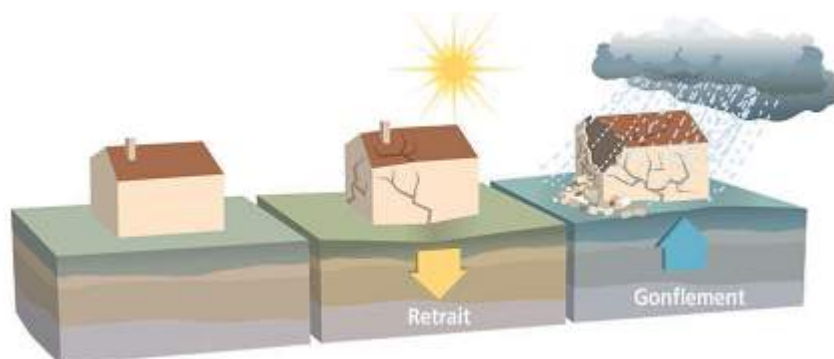
Source : Remontées de nappe sur Widehem / BRGM

Les Zones Inondées Constatées

Aucune zone inondée constatée n'a été identifiée sur le territoire communal.

1. 2. Les Risques de retrait gonflement liés aux sols argileux

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles, bien que non dangereux pour l'homme, engendre chaque année sur le territoire français des dégâts considérables aux bâtiments. En raison notamment de leurs fondations superficielles, les maisons individuelles sont particulièrement vulnérables à ce phénomène.



Le matériau argileux présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau plastique et malléable.

Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétractation (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

Partant de ce constat, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a souhaité mettre en place une démarche d'information du grand public.

L'évaluation des risques liés aux retrait gonflement des argiles est réalisée en juin 2007 pour les 37 départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle.

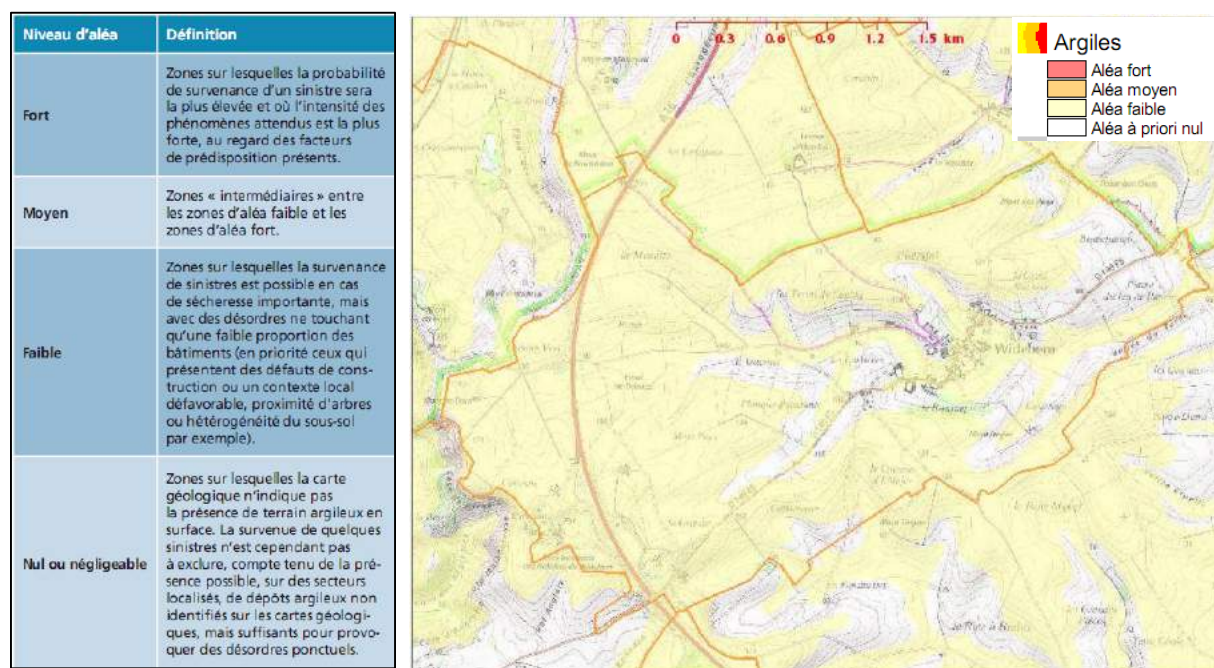
Ces cartes, établies à l'échelle 1/50 000^{ème}, ont pour but de délimiter les zones a priori sujettes au phénomène, et les hiérarchisent selon quatre degrés d'aléa (a priori nul, faible, moyen et fort).

Dans les communes dotées d'un PPR prenant en compte les phénomènes de retrait-gonflement des argiles, le règlement du PPR définit les règles constructives à mettre en œuvre (mesures obligatoires et/ou recommandations) dans chacune des zones de risque identifiées.

Dans les communes non dotées d'un PPR, il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou aux constructeurs de respecter un certain nombre de mesure afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site. Ainsi la prise en compte dans la réflexion pour le développement de la commune permet d'évaluer les potentiels impacts et les investissements significatifs à engendrer selon les lieux.

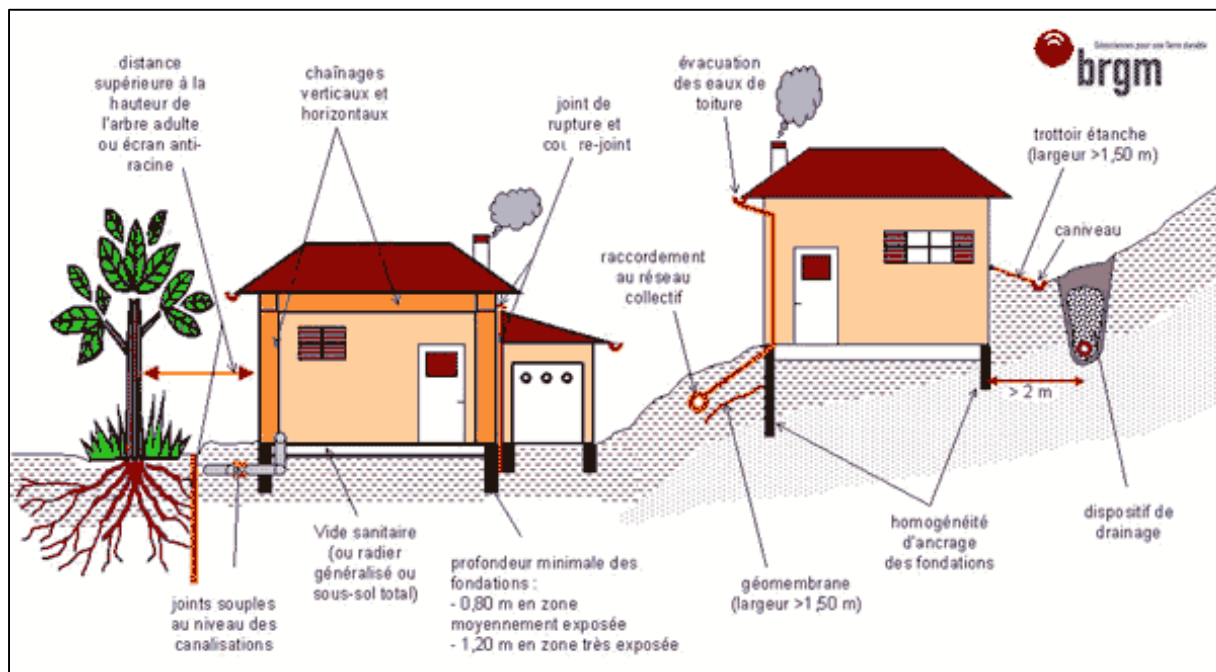
Dans tous les cas, le respect des « règles de l'art » élémentaires en matière de construction constitue un « minimum » indispensable pour assurer une certaine résistance du bâti par rapport au phénomène, tout en garantissant une meilleure durabilité de la construction.

En référence à la cartographie-ci-dessus, on observe que le territoire de Widehem est soumis à un aléa qualifié de faible par le BRGM.



Source : BRGM

Il est alors conseillé d'adapter les techniques de construction afin de prendre en compte ce phénomène.



Visualisation d'un résumé des préconisations du BRGM.
Source : le retrait-gonflements des argiles – comment prévenir les désordres dans l'habitat individuels.

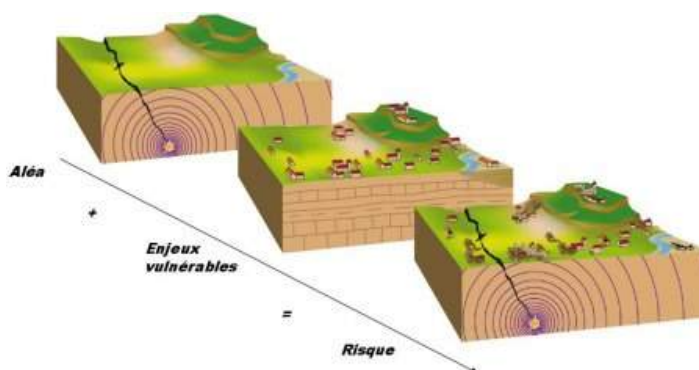
I. 3. Les Risques liés aux mouvements de terrains et aux carrières

Aucun arrêté de catastrophe naturelle n'est directement lié à des mouvements de terrains sur la commune (à l'exception de l'arrêté de catastrophe naturelle de 1999 mais qui concerne un phénomène national et non spécifiquement local).

Aucune cavité souterraine n'est recensée sur Widehem par le BRGM.

I. 4. Les Risques sismiques

Le risque sismique est la combinaison entre l'aléa sismique en un point donné et la vulnérabilité des enjeux qui s'y trouvent exposés (personnes, bâtiments, infrastructures...). L'importance des dommages subis dépend ainsi très fortement de la vulnérabilité des enjeux à cet aléa.



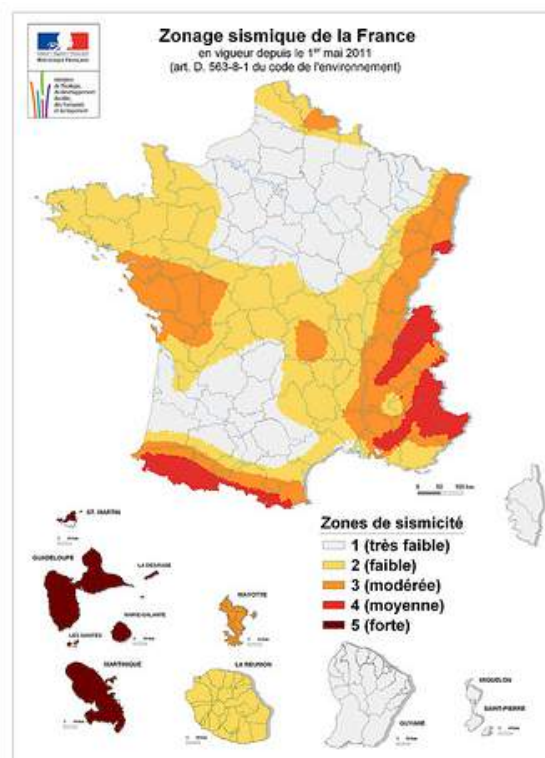
S'il est impossible d'agir pour limiter l'ampleur ou l'occurrence des séismes, il est par contre possible d'augmenter la résistance des enjeux exposés : c'est l'objectif de la réglementation parasismique.

Le risque sismique est présent partout à la surface du globe, son intensité variant d'une région à une autre.

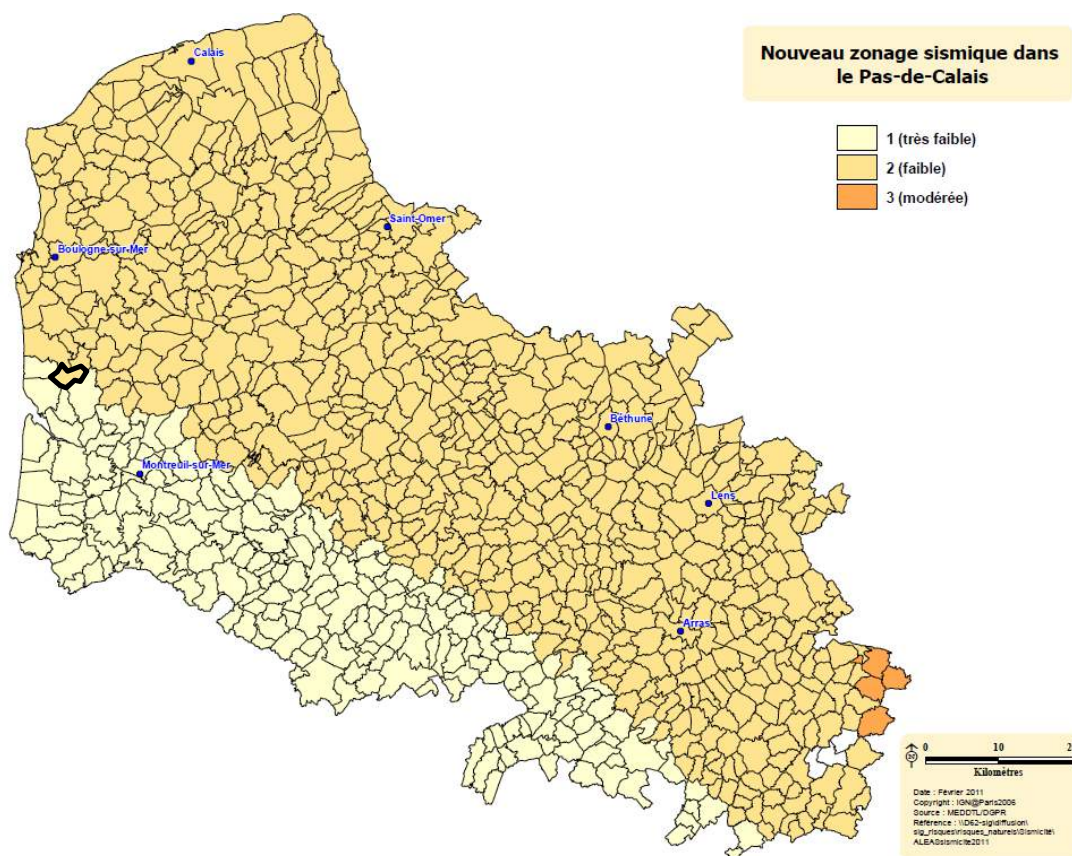
La France métropolitaine est considérée comme ayant une sismicité moyenne. Les Alpes, la Provence, les Pyrénées, l'Alsace sont considérées comme les régions où l'aléa sismique est le plus fort. Les autres régions où la sismicité n'est pas négligeable sont le Grand Ouest, le Massif central, la région Nord et les Vosges.

Le zonage sismique de la France est identifié tel que :

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.



Une partie du département du Pas de Calais est reconnue en zone de sismicité faible (niveau 2). La commune de Widehem en fait partie.



Selon la catégorie du bâtiment, la construction de ce dernier devra respecter les normes de construction reprise dans l'Euro code 8.

II. Analyse des risques technologiques

II. 1. Les sites et sols pollués

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- de recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- de conserver la mémoire de ces sites,
- de fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Les résultats de l'inventaire historique régional (IHR) sont engrangés dans la base de données BASIAS. Cette base est aujourd'hui gérée par le BRGM.

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

De par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

Aucun site n'est répertorié dans la base de données BASIAS sur le territoire de Widehem.

II. 2. Les risques industriels

On ne recense pas d'installations industrielles classées pour l'environnement sur la commune de Widehem.

II.3. Les risques liés aux munitions de guerre

La commune est concernée par le risque lié aux munitions anciennes de guerre (obus, mines et autres engins de guerre).

II.4. Les risques liés aux transports de matières dangereuses

La commune est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses.

La commune est traversée par une canalisation de gaz dont le gestionnaire est GRT Gaz : il s'agit du circuit Questrecques-Nesles-Etaples.

Cette canalisation se situe à proximité de l'autoroute, en dehors de la partie urbanisée de la commune.

2^{EME} PARTIE : ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

Cette partie vise à présenter les principales caractéristiques de la population de la commune ainsi que celles de son habitat. Cette analyse permet de comprendre les dynamiques de population depuis ces dix dernières années. [Bases INSEE¹]

¹ Recensement de **Population** selon l'INSEE :

Les chiffres de population présentés correspondent à l'ensemble des personnes dont la résidence habituelle se situe sur le territoire considéré. La population de ce territoire comprend :

- la population des résidences principales (ou population des ménages) ;
- la population des personnes vivant en communautés ;
- la population des habitations mobiles, les sans-abris et les marinières rattachés au territoire.

Depuis 2004, elle correspond, pour un territoire défini par un zonage administratif, à la population municipale de ce territoire, aux questions d'arrondissements près. Le concept de population municipale est défini par le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population.

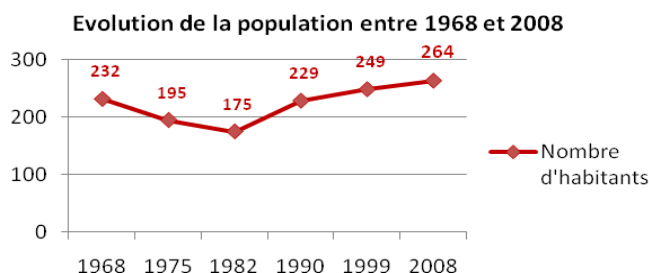
Remarque(s) : Depuis 2004, avec le recensement rénové, le concept de population est légèrement modifié. Les élèves et étudiants majeurs en internat et les militaires vivant en caserne tout en ayant une résidence personnelle sont désormais comptés dans la population des communautés de la commune de leur établissement. Auparavant, ils étaient rattachés à leur résidence familiale donc comptés dans la population des ménages de la commune de leur résidence familiale. Ces changements peuvent avoir deux types de conséquences :

- . ils peuvent, au plan local, notamment dans les communes où existent de tels établissements, expliquer une partie de l'évolution de la population. Au niveau national, ils n'ont aucune incidence sur le chiffre de la population statistique ;*
- . ils entraînent un transfert de la population des ménages vers la population des communautés mais l'impact est, sauf exceptions, du second ordre car les effectifs concernés sont faibles.*

I. La population de Widehem

I. 1. Evolution démographique

La commune de Widehem possède **264 habitants** en 2008 avec une densité moyenne est de **36.7 habitants au km²**. En termes d'évolutions, entre 1968 et 2008, la commune connut une variation de population en « V » avec une moyenne de +0.28% par an.



Ainsi, premièrement entre 1968 et 1982, la commune connut une décroissance démographique de -2,01% par an, ce qui engendra une baisse de population passant de 232 habitants en 1968 à 175 habitants en 1982.

Deuxièmement, entre 1982 et 2008, la commune connaît un regain de population, avec une hausse annuelle moyenne de +1.83%. Précisons que cette tendance à la hausse va en s'essouffant au cours des 3 périodes successives. En effet, alors que la croissance annuelle moyenne sur la période 1982-1999 était exponentielle à plus de 3.86%, on observe en revanche un taux de **croissance démographique de 0.7% par an** entre 1999 et 2008

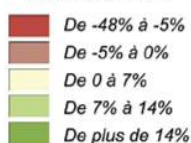
Ainsi depuis 1999 en nombre, la commune a gagné 15 habitants en 9 ans ; elle connaît alors un accroissement démographique un peu moins fort que sur la décennie précédente, ce qui semble présager des évolutions négatives sur l'avenir.

Comparaison territoriale :

On constate que Widehem connaît une croissance positive de sa population entre 1999 et 2007, tout comme les communes limitrophes qui montrent globalement une croissance importante de leur population (cf. ci-dessous : communes en beige et vert). A noter que les communes du littoral connaissent davantage des variations positives alors que la majorité des communes à l'intérieur des terres sont dans une tendance négative (communes en rouge).

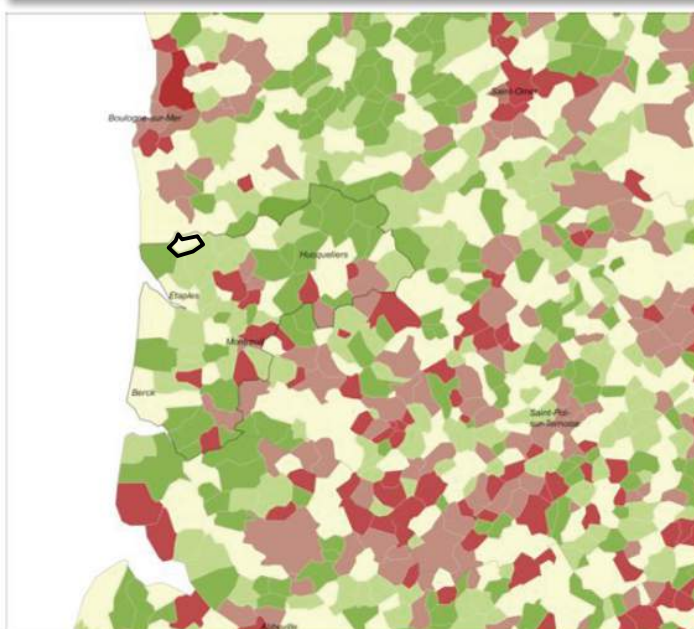
Evolution 1999 - 2007 de la population par commune (2007)

Données : RRP2007 (INSEE)

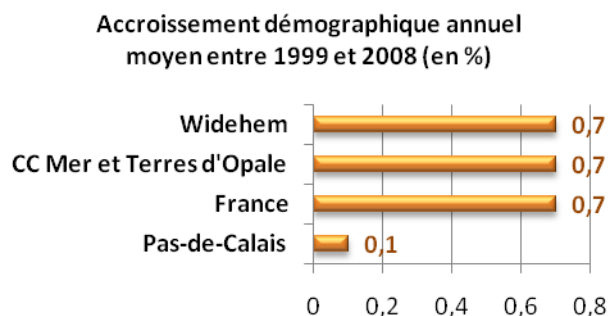


Fond de carte : GeoFLA (IGN)
Réalisation : PROSCOT (2011)

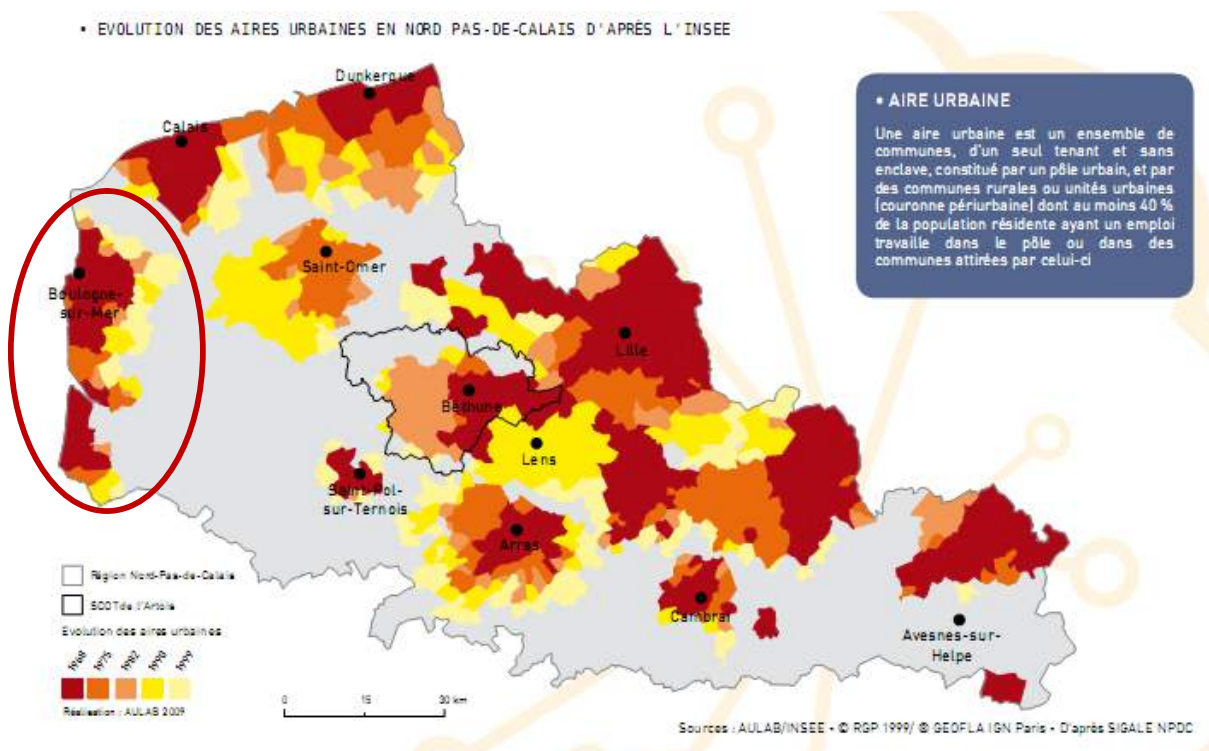
Taux d'évolution 1999 - 2007 de la population
(Source : INSEE, RRP2007)



Avec 0.7% de croissance, Widehem est une commune plutôt dynamique en termes d'accroissement démographique sur la décennie 1999-2008. Elle connaît un taux de croissance bien supérieur à la moyenne départementale (+ 0.1%), et égal à celui des moyennes de l'EPCI Mer et Terres d'Opale et de la France.



Historiquement, Widehem est une commune rurale proche du littoral. Avec l'évolution des aires urbaines de Boulogne-sur-Mer ou Etaples/Le Touquet, Widehem est devenue peu à peu une zone périurbaine. (cf. ci-dessous)



On peut expliquer les dynamiques de variation annuelle moyenne de population de Widehem, grâce au solde naturel et au solde migratoire.

D'une part, à long-terme, on observe globalement entre 1968 et 2008, une variation annuelle moyenne du solde naturel² de +0.3%. En termes d'évolution sur cette période, le taux de natalité est relativement stable à un niveau élevé aux alentours de 16,5‰ en moyenne entre 1968 et 1999.

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,5	-1,5	+3,4	+0,9	+0,7
- due au solde naturel en %	-0,1	+0,2	+0,8	+1,1	-0,4
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,4	-1,8	+2,6	-0,2	+1,1
Taux de natalité en ‰	15,3	15,3	19,0	16,3	5,2
Taux de mortalité en ‰	16,0	13,0	10,8	5,1	9,6

Sources : Insee, RP1968 à 1990 recensements - RP1999 et RP2008 exploitations principales - État civil.

² Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Cette évolution est suivie d'une chute très importante sur la décennie 1999-2008 où le taux de natalité tombe à 5.2‰, ce qui annonce le vieillissement de la commune.

En termes de mortalité la commune connut une baisse très forte entre 1968 et 1999 où la mortalité tomba à 5.1‰, puis il remonte pour une moyenne de 9.6‰ entre 1999 et 2008. Ainsi, Widehem accuse une variation annuelle moyenne négative due au solde naturel entre 1999 et 2008 avec - 0.4‰, due essentiellement à un taux de natalité très faible.

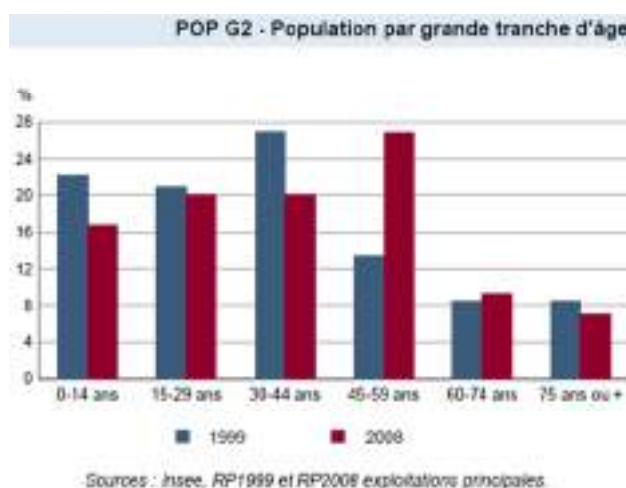
D'autre part, Widehem perd de la population due au solde apparent des entrées et sorties entre 1968 et 2008 avec une moyenne de -0.1% par an, ce qui témoigne d'une attractivité résidentielle faible de la commune de Widehem sur cette période. En revanche, après des évolutions négatives sur les périodes 1968-1982 et 1990-1999, le solde migratoire³ devient positif sur la dernière décennie avec une croissance annuelle moyenne de +1.1% entre 1999 et 2008. Depuis 10 ans, les évolutions montrent donc l'attractivité de la commune de Widehem.

En ce qui concerne l'évolution démographique de Widehem, on explique donc :

- La diminution de population entre 1968 et 1982 (-2%/ an en moyenne) : un solde naturel nul en moyenne qui ne compense pas un solde migratoire très négatif.
- La croissance démographique exponentielle de 1982 à 1990 : un solde migratoire positif avec des sorties beaucoup plus nombreuses que les entrées, ainsi qu'un solde naturel positif également.
- La croissance démographique positive en ralentissement de 1990 à 2008 : On constate sur cette période des évolutions ambivalentes : de 1990 à 1999 c'est le solde naturel qui permet la variation positive ; en revanche **de 1999 à 2008 c'est le solde migratoire qui fait la croissance.**

I. 2. Répartition de la population par tranche d'âge

La population de Widehem en 2008 est une population homogène. On constate que toutes les tranches d'âge ont connu une réduction numérique entre 1999 et 2008, hormis les tranches d'âge des 45-59 ans et des 60-74 ans.



Ainsi, on peut dire que la structure de la population n'est pas encore « âgée » à proprement parler, mais elle est très vieillissante. En effet, on voit l'importance de la tranche d'âge des 45-59 ans, part la plus visible sur la commune avec 26.8% (soient 70 individus), alors qu'en 1999, elle ne représentait que 13.3% (33 individus).

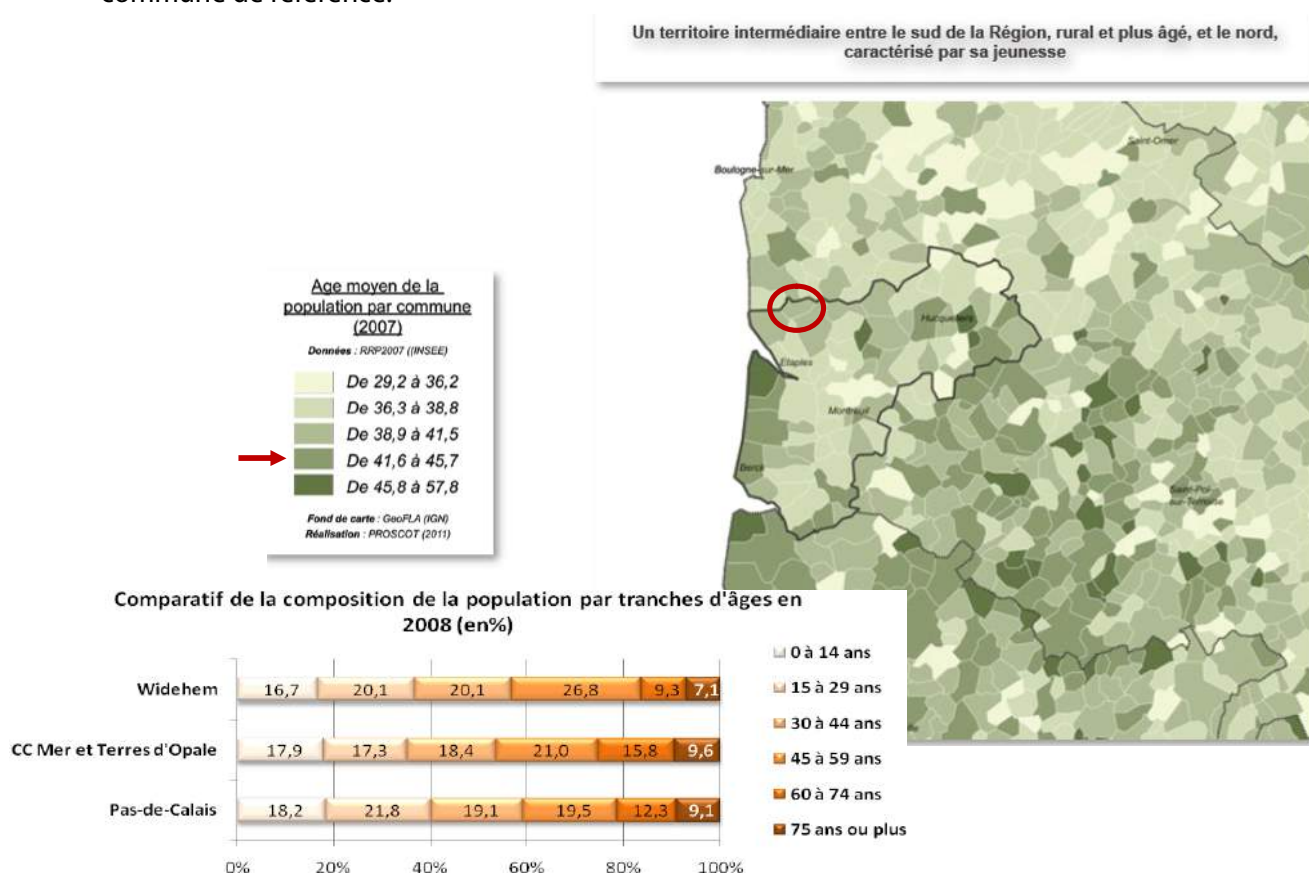
³ Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties.

Par ailleurs les tranches d'âges des 15-29 ans, 30-44 ans, ainsi que dans une plus faible mesure les 0-14 ans représentent chacun environ 20% de la population, soient environ 50 individus chacune. Ces données peuvent correspondre globalement à une représentation majoritaire des familles avec enfants. En outre, les personnes âgées sont encore très peu numériquement avec 44 individus de plus de 60 ans.

L'indice de jeunesse de Widehem est de 1.57 ce qui montre que les jeunes sont majoritaires par rapport au nombre de personnes âgées de la commune. Plus précisément, les jeunes de moins de 20 ans sont 1.57 fois plus nombreux que les plus de 60ans. Widehem est donc une commune jeune.

Comparaison territoriale :

La cartographie ci-dessous nous montre que sur Widehem, l'âge moyen de la population est compris entre 38.9 et 41.5 ans. A l'échelle du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), le sud du Pays du Montreuillois est davantage rural et plus âgé, alors que le nord est caractérisé par sa jeunesse. Les communes limitrophes à Widehem montrent ainsi les mêmes moyennes que notre commune de référence.



Au niveau de l'indice de jeunesse de Widehem (1.57), la commune est dans une dynamique positive par rapport à la moyenne départementale (1.33). En outre, elle est largement supérieure à la moyenne de l'EPCI qui dénombre plus de personnes âgées que de jeunes.

Comparaison territoriale : Indice de jeunesse en 2008

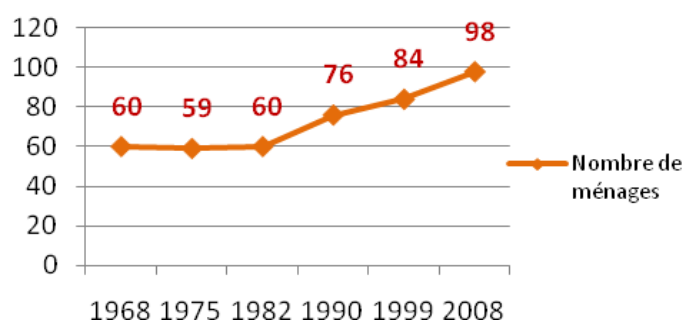


I. 3. Evolution des ménages

Un ménage désigne l'ensemble des personnes qui occupent un même logement comme résidence principale quels que soient les liens qui les unissent.

L'évolution de la structure de la population par ménage permet notamment de déterminer le taux d'occupation des résidences.

Evolution du nombre de ménages entre 1968 et 2008

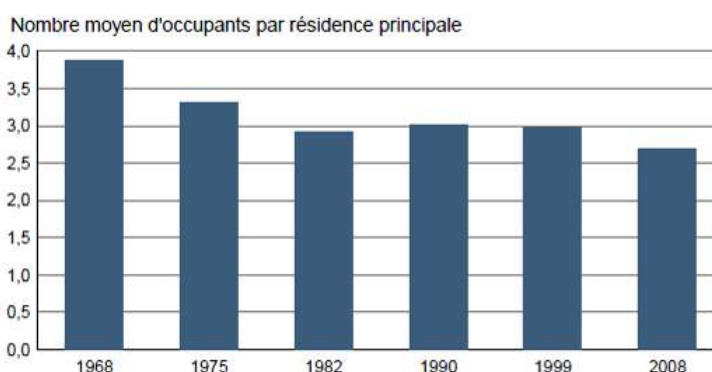


Sur Widehem, l'évolution des ménages ne suit pas exactement la même tendance que l'évolution démographique :

- Entre 1968 et 1982, corrélée à une diminution de population, on observe une stagnation du nombre de ménages, ce qui signifie une forte décohabitation. Ce phénomène est dû au processus de vieillissement de la population (décohabitation pour la création d'un nouveau foyer, mortalité, ...) mais aussi à l'augmentation des divorces. Par conséquent, les ménages deviennent plus petits.
- A contrario, sur la période 1982-1990, où l'on a noté une croissance démographique exponentielle, on assiste également à l'augmentation du nombre de ménages, dû à l'arrivée de nouvelles familles sur le territoire (solde migratoire positif). Le nombre de personnes par ménage augmente alors, conséquence positive de l'arrivée de familles avec enfants.
- Entre 1990 et 2008, le nombre de ménages sur la commune continue à augmenter, corrélé à une croissance de la population en ralentissement mais soutenue par une natalité positive sur la période 90-99, puis par une attractivité résidentielle positive entre 1999 et 2008.

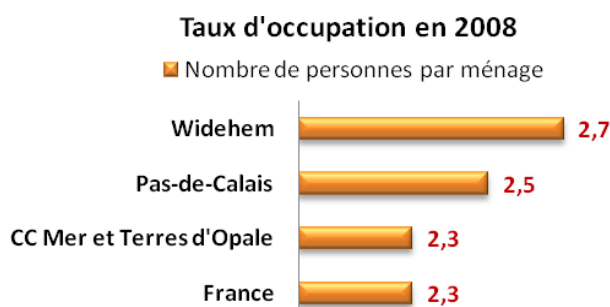
Ainsi on constate que le taux d'occupation des résidences principales reste stabilisé à 3 personnes par ménage jusque 1999 (grâce à la natalité) ; a contrario en 2008, le nombre d'habitants par ménage s'essouffle ce qui signifie que la commune a attiré davantage de petits ménages durant la dernière décennie. Le taux d'occupation atteint alors **2.7 habitants par ménage en 2008**.

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements -
RP1999 et RP2008 exploitations principales.

Comparaison territoriale :



La diminution du taux d'occupation est une tendance lourde constatée sur l'ensemble du territoire et qui est amenée à se poursuivre dans les années à venir. En termes d'urbanisation, elle implique une augmentation du nombre de logements nécessaires au maintien de la population en place.

Néanmoins, on peut noter l'exception de Widehem qui détient un taux d'occupation moyen qui s'élève à 2.7 personnes par ménages alors que les moyennes départementales, françaises et celle de la Communauté de Communes sont à un taux égal à 2.5% ou inférieur.

Le modèle du couple reste majoritaire sur la commune avec près de 50.7 % des personnes de plus de 15 ans en 2008, avec 53.6% de couples mariés, 36.2% de célibataires (concubins inclus) et peu de divorcés (3.6%). Toutefois, on note une part non négligeable des ménages de 1 personne avec 16 % des personnes de plus de 15 ans, alors qu'ils étaient 10.1 % en 1999. On note donc une augmentation de ces ménages de 1 personne qui explique également en partie le taux d'occupation en baisse, des divorces qui augmentent malgré tout et un vieillissement qui s'amorce.

I. 4. Evolution de la population active

En 2008, on compte 159 habitants de 15 à 64 ans avec 74.7% d'actifs (soient 142 personnes) et 25.3% d'inactifs (soient 48 personnes). Parmi les actifs, on compte 132 actifs ayant un emploi et 10 chômeurs, soit un taux de chômage⁴ à 6.9%.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2008	1999
Ensemble	190	159
Actifs en %	74,7	67,3
dont :		
actifs ayant un emploi en %	69,6	59,1
chômeurs en %	5,2	8,2
Inactifs en %	25,3	32,7
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	10,3	15,7
retraités ou préretraités en %	7,2	3,8
autres inactifs en %	7,7	13,2

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2008 exploitations principales.

Pôle d'emplois

L'analyse de l'indicateur de concentration d'emploi révèle la présence d'un tissu d'activité modeste sur le territoire. Pour 100 actifs ayant un emploi résidant sur Widehem, la ville recense 33.3 emplois. Cet indicateur est bien inférieur à la moyenne de la Communauté de Communes (98.2) et celle départementale (91.4). Widehem est donc déficitaire de 66.7% d'emplois par rapport au nombre d'actifs total de sa commune.

⁴ **Taux de chômage** : Le taux de chômage d'une classe d'individus est le rapport entre le nombre de chômeurs de cette classe et le nombre d'actifs de la classe (actifs ayant un emploi et chômeurs). *Remarque(s) : La définition du chômage au sens du recensement diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT. Il est conseillé de raisonner en structure ou en positionnement relatif, aussi bien à une date donnée qu'en évolution.*

L'emploi sur le territoire communal

Alors que la zone de Widehem fournit 44 emplois en 2008, elle n'en offre que 26 à ses propres habitants.

Widehem possède peu d'emplois sur son territoire, mais la commune a néanmoins connu une hausse de 10% de son offre d'emploi depuis 1999. Il s'agit avant tout d'une augmentation du nombre d'emplois salariés passant de 19 postes à 30 postes sur le territoire, alors que dans le même temps l'emploi non-salarié (indépendants, employeurs) baissait passant de 21 à 14 emplois entre 1999 et 2008.

EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel				
	2008	%	1999	%
Ensemble	44	100,0	40	100,0
Salariés	30	68,9	19	47,5
dont femmes	12	27,0	7	17,5
dont temps partiel	16	37,0	5	12,5
Non salariés	14	31,1	21	52,5
dont femmes	3	6,7	7	17,5
dont temps partiel	0	0,0	2	5,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2008 exploitations principales lieu de travail.

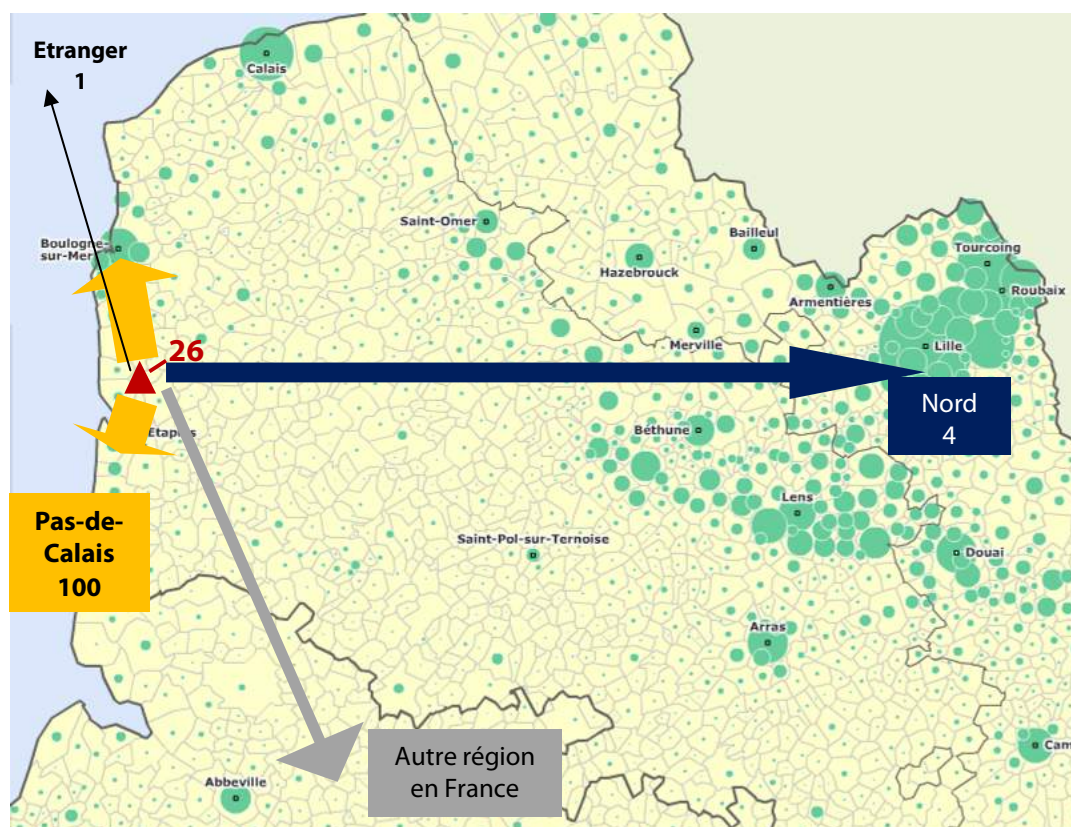
Les emplois fournis par Widehem sont des emplois salariés à 68.9%. Parmi ces emplois salariés, on note la tendance à la précarité car 37% des emplois sont à temps partiels. Par ailleurs les emplois salariés sont occupés majoritairement par des hommes (41,9%) par rapport aux femmes (27%).

Les postes occupés par des hommes non-salariés (indépendants et employeurs) sont également plus nombreux avec 24.4% des emplois tandis que les femmes représentent 6.7% des emplois.

Déplacement domicile/travail

80.7% des habitants de Widehem travaillent hors des limites communales, et la majorité dans le Pas-de-Calais, prioritairement sur les zones du Touquet/Etaples, Boulogne-sur-Mer ou Montreuil.

Où vont travailler les habitants de Widehem ?



Caractéristiques des actifs ayant un emploi

Ainsi, seuls 19.3% des habitants habitent et travaillent à Widehem (26 individus), commune où l'on habite mais où l'on ne travaille pas, car 80.7% de ses actifs ayant un emploi se déplacent dans une autre commune pour aller travailler (voir schéma ci-dessus).

Par ailleurs, la voiture particulière demeure le mode de transport largement utilisé pour les trajets domicile/travail. Le taux d'équipement automobile (88% des ménages) traduit le recours quasi systématique à l'automobile pour l'ensemble des déplacements quotidiens.

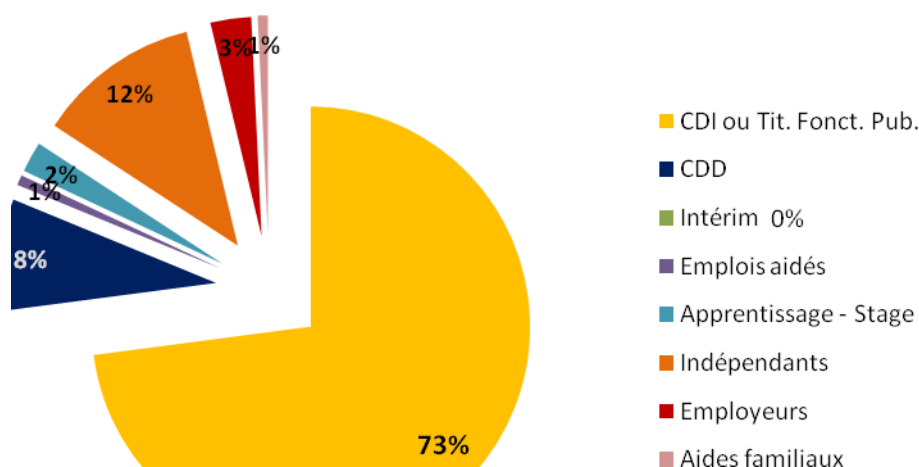
La population active de la commune ayant un emploi est à 84.4% salariée.

La pratique du temps partiel (CDD et intérim) qui pourrait être de nature à précariser une partie importante de la population et un facteur d'instabilité des ménages sur le territoire, s'élève à hauteur de 11% de la population active ayant un emploi.

On remarque également une part importante de travailleurs non salariés (indépendants, employeurs et aides familiaux) qui représentent en moyenne 16% des actifs ayant un emploi.

De plus, on note la grande disparité entre hommes et femmes face à la précarité : seuls 3.4% des hommes ayant un emploi sont à temps partiels alors que les femmes sont 47.3%, ou encore on observe un taux de chômage plus élevé pour les femmes (9%) que pour les hommes (5.1%)

Statut des emplois des 15 ans ou plus en 2008 (en %)



I. 5. Niveau de vie

Le revenu net déclaré moyen de l'ensemble des foyers fiscaux est de 19 627 € sur Widehem; il est supérieur à la moyenne départementale (18 927 €) mais bien inférieur à la moyenne de la Communauté de Communes de Mer et Terres d'Opale (23 353 €) qui comprend des entités urbaines beaucoup plus aisées telles que Le Touquet.

REV T1 - Impôts sur le revenu des foyers fiscaux

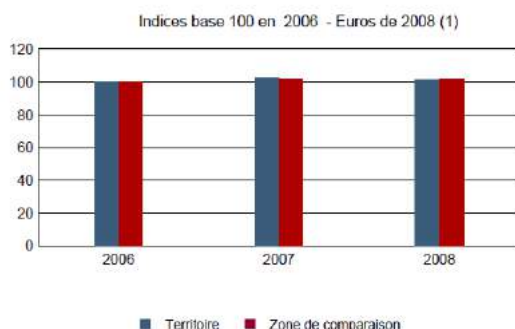
	2008	Evolution 2006-2008 (1) en %
Ensemble des foyers fiscaux	138	5,3
Revenu net déclaré (K Euros)	2 709	6,9
Revenu net déclaré moyen (Euros)	19 627	1,5
Impôt moyen (Euros)	389	3,1
Foyers fiscaux imposables	61	-1,6
Proportion	44,2 (%)	-3,1 points
Revenu net déclaré (K Euros)	1 885	2,8
Revenu net déclaré moyen (Euros)	30 904	4,5
Foyers fiscaux non imposables	77	11,6
Proportion	55,8 (%)	3,1 points
Revenu net déclaré (en K Euros)	823	17,7
Revenu net déclaré moyen (Euros)	10 693	5,4

(1) : les valeurs des années antérieures à 2008 sont exprimées en euros constants de 2008.
Source : DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques.

Ce revenu net déclaré moyen a légèrement diminué entre 2007 et 2008, comme le montre le diagramme ci-dessous. En outre, il est quasiment similaire à la zone de comparaison départementale.

De plus, 44.2% des ménages sont imposables, ce qui est proche de la moyenne départementale (43.8%) mais inférieur à celle de la Communauté de Communes (49.6%).

REV G1 - Evolution du revenu net déclaré moyen - Ensemble des foyers fiscaux

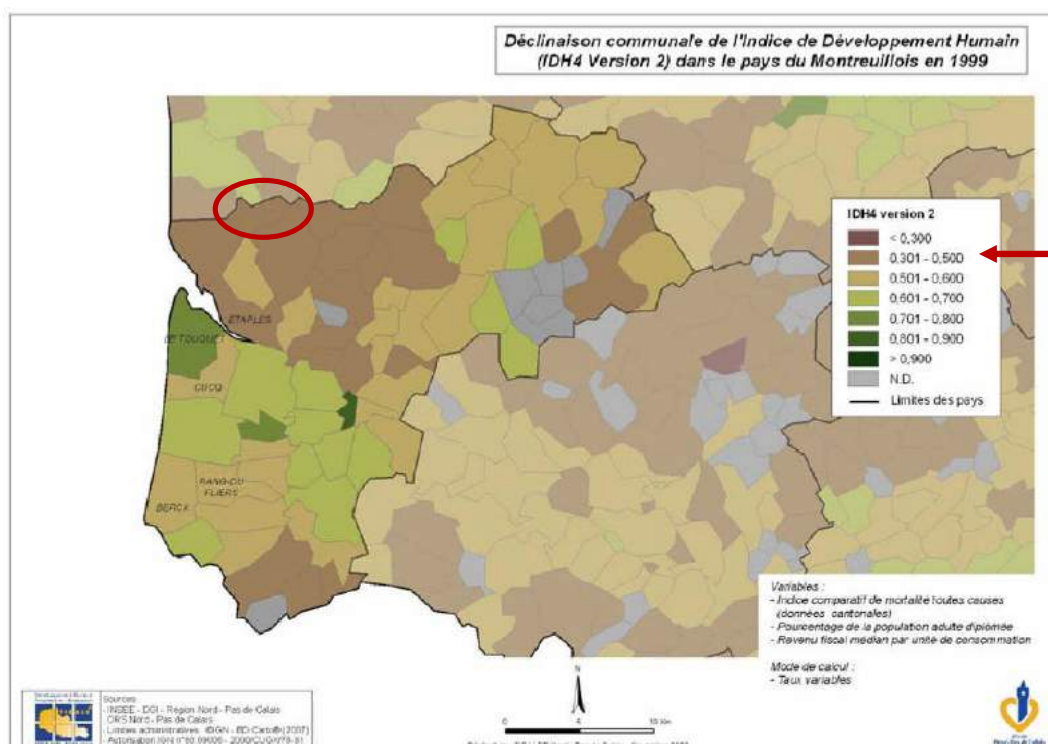


(1) : les valeurs des années antérieures à 2008 sont exprimées en euros constants de 2008.

Source : DGFiP, impôt sur le revenu des personnes physiques.

La structure sociale de la population de Widehem est hétérogène ; en effet alors que le revenu net déclaré moyen est de 19 627 € en 2008, le revenu médian est inférieur et se situe aux alentours de 16 394 € en 2009, ce qui signifie que la moitié des ménages gagne plus de 16 394 € par an, l'autre moitié gagne moins de 16 394 €.

Au regard de l'Indice de Développement Humain ou IDH (IDH4 version 2, cf. cartographie ci-dessous), Widehem se situe parmi les communes ayant un niveau de vie plutôt faible sur le territoire du Pays du Montreuillois en 1999. Son Indice de Développement Humain est compris entre 0.3 et 0.5. Celui-ci met en exergue le revenu moyen, le taux de mortalité et la part de la population active qui est diplômée. Il souligne ainsi sur Widehem un revenu net moyen plus faible par rapport à la moyenne régionale (19 627 € contre 20 037 € sur le Nord-Pas-de-Calais), un taux de mortalité (9.6‰) plus élevé que la moyenne régionale (9‰). En revanche, seul 1.5% de la population de Widehem ne possède aucun diplôme alors que la moyenne régionale est de 21%, une différence notable. Ainsi, les résultats en terme d'IDH4 s'expliquent notamment grâce au revenu moyen et au taux de mortalité de Widehem.



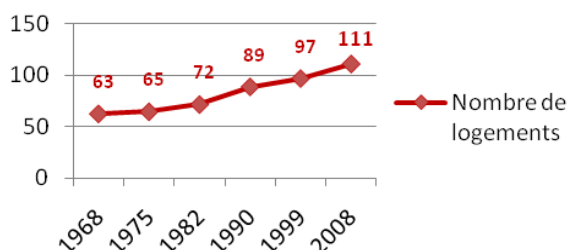
II. Logements

II. 1. Evolution du parc de logements

Widehem possède 111 logements en 2008, dont 98 résidences principales.

En termes d'évolution, Widehem connut une croissance continue du nombre de logement entre 1968 et 2008, avec une croissance annuelle moyenne de 1.52%.

Evolution du nombre de logements entre 1968 et 2008



Plus récemment sur la dernière décennie de 1999-2008, la commune atteste d'un **taux de croissance annuel moyen de ses logements de 1.60%** par an et 14 nouveaux logements créés en 9 ans.

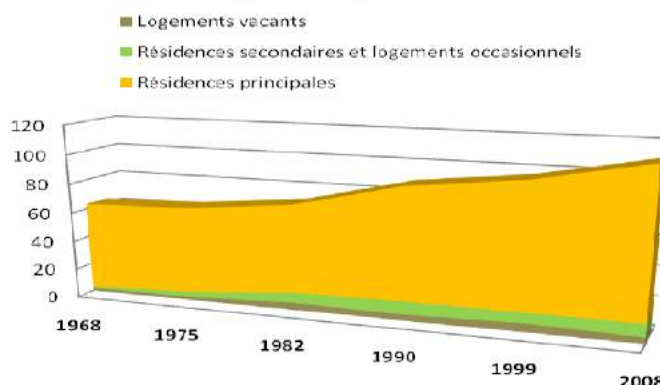
Comparaison territoriale :

La croissance du nombre de logements constatée sur Widehem est supérieure à la moyenne de l'EPCI (+1.52% par an) et à la moyenne départementale (+1% par an).

Selon les différentes catégories de logement⁵ (cf. diagramme ci-dessous), le parc est essentiellement constitué de résidences principales à 88.8% (soient 98 logements), et détient un taux de vacance de 3.5% avec 4 logements vacants, qui démontre d'un faible potentiel de réhabilitation sur la vacance.

NB : Un marché classique est à environ 6% de vacance au-delà on estime un potentiel en réhabilitation, en dessous on estime que le marché de l'immobilier est tendu.

Evolution des catégories de logements entre 1968 et 2008



⁵ **Catégories de logement :**

Les logements sont répartis en quatre catégories :

- les résidences principales : logements occupés de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes, qui constituent un ménage. Il y a ainsi égalité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages ;
- les logements occasionnels : logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille) ;
- les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances, y compris les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques ;
- les logements vacants : logements inoccupés se trouvant dans l'un des cas suivants :
 - . proposé à la vente, à la location,
 - . déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,
 - . en attente de règlement de succession,
 - . conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,
 - . gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple : un logement très vétuste, ...).

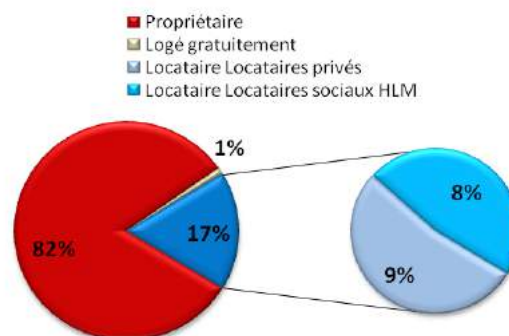
La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir ; c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

De plus, étant donné notamment la proximité du littoral, la commune connaît une part importante de résidences secondaires et logements occasionnels qui représentent 7.8%, avec 9 logements. En termes d'évolution, on remarque que la part ayant fortement augmentée depuis 1968 est celle des résidences principales. La part des résidences secondaires a elle aussi augmenté mais reste stable depuis 1982 (avec une légère diminution depuis 1999).

II. 2. Statut d'occupation du parc

Les résidences principales sont en majorité propriétaires. La part des propriétaires du parc de résidences principales est ainsi de 82%, avec 17% de locatif (soient 17 logements locatifs dont 8 logements sociaux HLM). La part des différents statuts d'occupation depuis 1999 est restée stable hormis celle des propriétaires qui a augmentée.

Aperçu des statuts d'occupation des logements en 2008



En termes de comparaison territoriale on constate une part plus élevée en locatif sur la moyenne de la CC Mer et Terres d'Opale (35.1% de locataires, dont 16.8% de locatif HLM) et sur la moyenne départementale (39.2%, dont 17% de locatif HLM). Cependant la faible part que représente le locatif sur Widehem est une part relativement forte par rapport à d'autres communes rurales. De plus, chose rare, la commune possède quasiment autant de locatif social que de locatif privé.

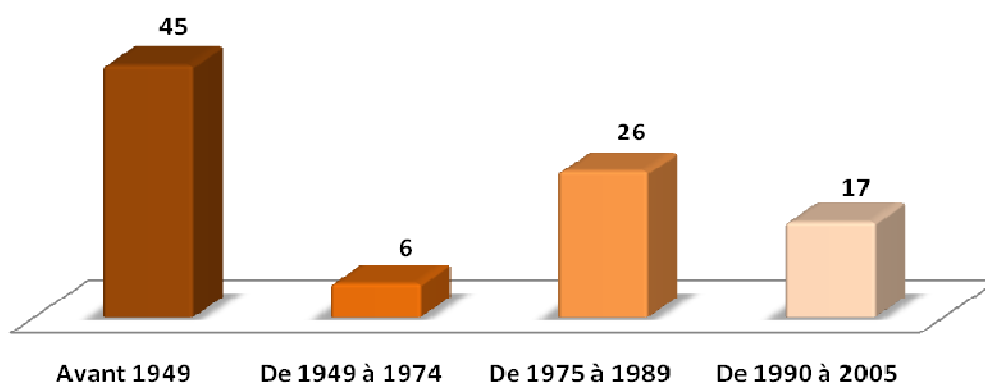
II. 3. Typologie des résidences principales

Âge du Parc

La majorité du parc a été construite avant 1949, avec plus de 45% des logements concernés. Plus récemment, ce fut entre 1975 et 1989 que la commune a construit le plus de logements. Sur la dernière période, entre 1990 et 2005 on dénombre 17 logements construits.

En termes de comparaison, Widehem ne suit pas les mêmes évolutions que la moyenne départementale, car elle a concentré sa croissance de logements sur deux périodes essentiellement avant 1949 et entre 1975 et 1989. A contrario la moyenne départementale par exemple, compte des parts relativement homogènes pour chaque période (autour de 20 à 30% de logements construits sur chaque période).

Répartition des résidences principales selon la date de construction (en 2008)

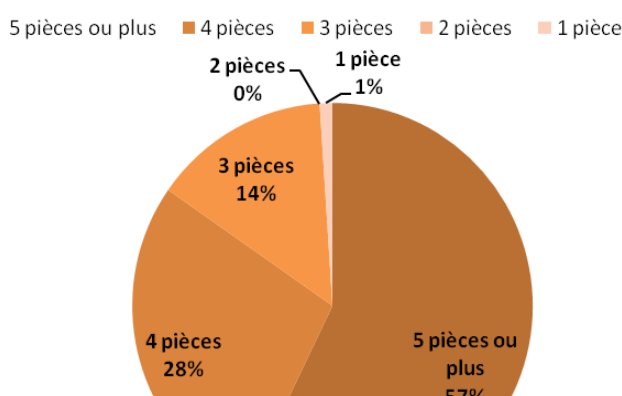


Taille

Les résidences principales de Widehem sont davantage des grands logements. En effet, 57% des logements possèdent 5 pièces ou plus, alors que la moyenne départementale est de 49.5%. A contrario les petits logements (de 1 à 3 pièces) représentent 15% des résidences principales.

Entre 1999 et 2008, on peut noter la diminution de la part des petits logements au profit de celle des 5 pièces et plus. On peut donc dire que la tendance à l'agrandissement des logements s'exacerbe entre 1999 et 2008.

Répartition des résidences principales selon le nombre de pièces moyen en 2008 (en %)

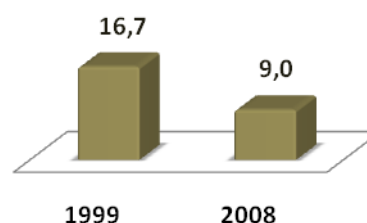


Confort

On note que le niveau de confort⁶ moyen des résidences principales s'est fortement amélioré en passant de 16.7% de résidences principales sans confort en 1999 à 9% en 2008. La tendance est donc à la réhabilitation au cours de cette période.

Néanmoins, la moyenne reste élevée comparée à la moyenne départementale (3.9% d'inconfort).

Aperçu de la part des logements sans confort en 2008 (en %)



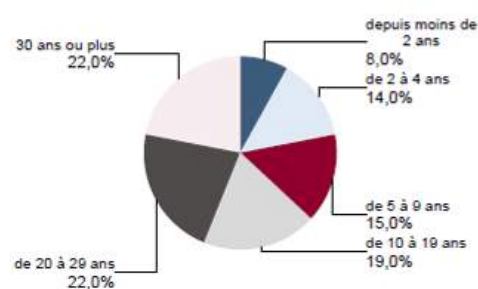
Ainsi, sur Widehem on observe un parc de résidences principales plutôt ancien qui explique le taux d'inconfort élevé. En outre, les logements sont globalement assez grands, particulièrement les nouvelles constructions.

II. 4. Occupation du parc et mobilité résidentielle

La mobilité résidentielle des ménages est le fait de changer de résidence. Elle permet d'analyser le dynamisme de la commune. La mobilité résidentielle est directement liée au statut d'occupation du parc de logements. La présence d'un parc locatif amène une certaine mobilité à l'échelle de la ville.

La moyenne départementale étant à 44.8%, la mobilité résidentielle sur le territoire de Widehem est modeste avec 37% des résidents qui ont emménagé il y a moins de 10 ans en 2008 (dont 8% depuis moins de deux ans).

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2008



Source : Insee, RP2008 exploitation principale.

⁶ **Confort** : Une résidence principale est considérée confortable selon l'INSEE, si le logement possède au moins une salle de bain avec baignoire ou douche.

L'immobilité résidentielle couplée aux données sur l'âge moyen de la population peut être expliquée par la présence d'une population sédentarisée et propriétaire qui a fondé une famille sur le territoire.

Par conséquent sur Widehem, on note les évolutions sociodémographiques suivantes :

- Une population en croissance constante : **0.7%** de croissance démographique annuelle moyenne entre 1999 et 2008. Un niveau de vie faible lié à un revenu moyen et un taux de mortalité plus faible que la moyenne régionale.
- Un taux d'occupation moyen des logements élevé de **2.7** personnes par ménage.
- L'attractivité résidentielle forte durant la dernière décennie (99-08) s'explique par la proximité des zones urbaines mais aussi du littoral. La commune est un territoire rural et périurbain où l'on réside avant tout. L'emploi est drainé par les zones urbaines du Touquet/Etaples, Montreuil, ou celle de Boulogne-sur-Mer.
- Cette attractivité résidentielle a engendré de nouveaux besoins en logements (**1.60%** de croissance annuelle moyenne des logements), d'abord en réhabilitation et également en étalement urbain avec beaucoup de nouvelles constructions de très grandes en taille.

3^{EME} PARTIE :

ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNELLE

Cette partie vise à présenter les analyses des données et informations de base de la commune de Widehem. Leur synthèse est destinée à révéler les atouts ou les éventuels dysfonctionnements de la vie communale et à faire émerger les grands besoins communaux et à définir les grands enjeux des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

I. La morphologie urbaine

Le village de Widehem s'est développé dans un creux du plateau et ne présente pas d'étalement urbain. Il est concentré autour de l'église et des exploitations agricoles, il n'y a pas de construction isolée et donc pas de mitage du territoire.

Toutefois, des extensions ont été réalisées de façon nucléaire (en noyau) en périphérie du centre : c'est notamment le cas rue de Camiers pour le lotissement des éoliennes.

Cependant ces extensions forment les nouvelles entrées du village, celle située au sud : ouest n'est pas intégrée de façon harmonieuse dans le paysage bâti de la commune.

Le centre est relativement dense avec des constructions mitoyennes et des exploitations agricoles. Le tissu périphérique est plus lâche avec de l'habitat pavillonnaire et des constructions plus imposantes en rupture avec le style architectural traditionnel de Widehem.

On retrouve quelques aérations entre le cœur de bourg et les extensions. Ces coupures d'urbanisation correspondent aux pâtures entourant les exploitations agricoles en activités.

II. Le patrimoine bâti

Du point de vue architectural, en fonction de leurs usages on distingue sur Widehem :

- Les maisons d'habitation,
- Les exploitations agricoles,
- Les bâtiments publics et
- Les édifices religieux.

La forme, la taille, la volumétrie, les matériaux et le style des édifices traduisent leur fonction. L'habitat est caractérisé par l'absence d'immeuble collectif et la prédominance de la maison individuelle. Il existe plusieurs typologies de maisons représentées à Widehem :

- La maison traditionnelle du boulonnais présente dans le centre du village,
- La maison bourgeoise à deux étages présente dans le centre,
- La maison de lotissement présente dans l'opération logis 62 des années 1980,
- La maison pavillonnaire présente dans les extensions du bourg.

II. 1. Un centre ancien vivant et plein de charme

Les logements anciens sont réaménagés et permettent le maintien à domicile des habitants dans le centre du village. De plus, c'est en centre et notamment sur le quartier de Pitendal que l'on retrouve quelques constructions traditionnelles de grande qualité. L'attrait architectural de la commune contribue à son attractivité touristique.

II.2. De nouveaux quartiers peu intégrés au tissu bâti ancien



Les nouvelles habitations sont des logements pavillonnaires alors que le centre ancien, composé de maisons mitoyennes est plus dense.

Ces nouvelles habitations ne sont pas intégrées dans le tissu urbain. La trame de construction est lâche et peu harmonieuse : hétérogénéité dans l'implantation du bâti, dans les axes de faitage, pas d'alignement par rapport aux voies, hauteur des terrains par rapport aux voies,

maisons perchées sur les talus ou encaissées. Il n'y a pas d'unité dans les matériaux, volumes et coloris.

II.3. Le patrimoine bâti identifiable

On recense sur le territoire de Widehem :

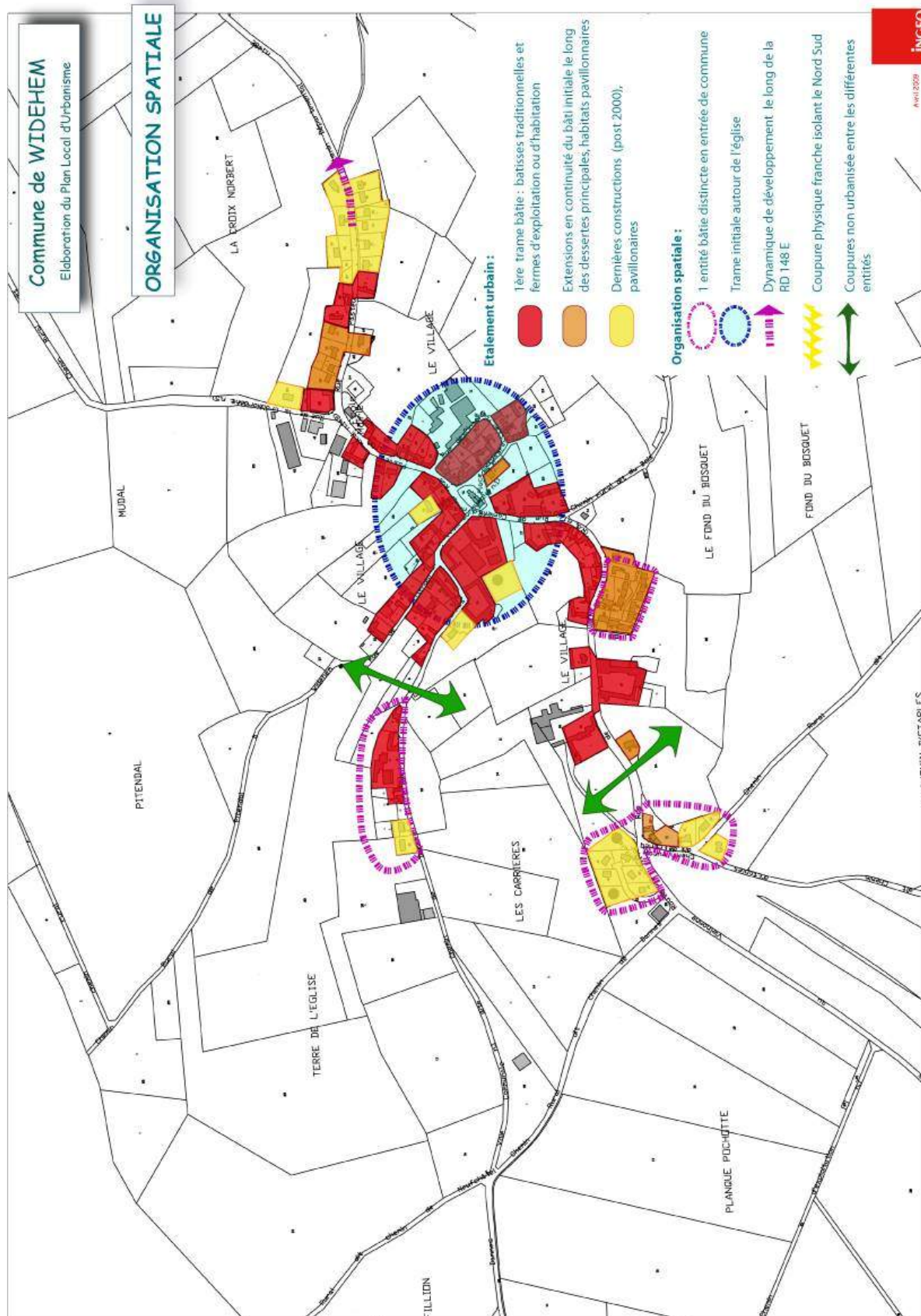
- de nombreuses maisons traditionnelle du Boulonnais, notamment dans le quartier du Pitendal présentent une valeur patrimoniale importante. Les constructions respectent les niveaux et s'organisent en fonction de la topographie des milieux : fractionnement des bâtiments. Recouverte d'un enduit à la chaux blanche, les constructions sont basses et allongées, les soubassements peints à l'aide d'un badigeon noir et le haut des pignons recouverts d'un clin bois de couleur naturelle.



- la présence d'un calvaire en sortie de commune en direction de Dannes.



La commune ne possède d'édifice protégé au titre de l'Inventaire des Monuments Historiques.



III. Infrastructures et déplacements

Tout en étant marquée par le passage à l'ouest de l'autoroute A16, la commune reste à l'écart des voies de transit du territoire. La route départementale 113 qui relie Etaples à Neufchâtel Hardelot passe en dehors du territoire, à l'est. La desserte de la commune est assurée depuis cette dernière à l'extrémité nord est de la commune.

La route départementale 148 qui dessert le centre bourg permet de relier directement le village de Camiers.

III. 1. Les infrastructures routières

▪ Les infrastructures intercommunales

Widehem est traversée à l'ouest de son territoire, en son point haut par l'autoroute A 16. Des franchissements sous de cette dernière évite d'isoler la commune des villages tels que Camiers et Dannes. Les entrées de commune sont alors identifiées au passage sous l'autoroute.

▪ L'armature principale de desserte de la commune

La commune est traversée par une voie principale : la route départementale 148e5 qui relie Widehem à Camiers



De faible gabarit, cette voie se décline sous deux entités:

- une partie au centre du village d'identité urbaine (trottoirs en enrobé) et
- une partie plus rurale, en direction de Dannes sans accotements.

▪ Des voies de desserte secondaire, qui structurent le développement de la commune,



L'ensemble de la commune est desservie par un réseau de voies secondaires, d'identité rurale (de faible gabarit et bas côté enherbé).

▪ Les voies de desserte résidentielles : les impasses

On identifie deux voies en impasse sur les opérations d'ensemble réalisées sur la commune : cela génère un relatif enclavement des secteurs résidentiels et ne facilite pas le maillage au sein de la commune.



III. 2. Les infrastructures ferroviaires

La commune n'est pas traversée par des voies ferrées. Toutefois, un projet existe de création d'une ligne ferroviaire parallèle à l'autoroute.

III. 3. Les transports en commun

En l'absence de lignes régulières de transports en commun vers les centres de vie, les liaisons domiciles-travail se font uniquement par des moyens privés : le recours à la voiture est systématique. Seul le ramassage scolaire est assuré pour les enfants.

III. 4. Les déplacements doux

Afin de favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée cyclotouristique et de grande randonnée, le Conseil Général gère des itinéraires dont il convient de maintenir la continuité.

▪ Les itinéraires de promenade et de randonnée

Le territoire de Mer et Terres d'Opale est fort de paysages variés et conservés dans un état remarquable.

Ce pourquoi l'un des premiers chantiers de l'intercommunalité est de développer un réseau de sentiers pour témoigner de cette richesse et d'en faire profiter ses habitants et ses visiteurs. Le sentier est l'outil qui permet au randonneur de découvrir le patrimoine naturel et bâti dans le respect du code de bonne conduite.

Onze sentiers sont aujourd'hui balisés et praticables. Widehem est traversé par le chemin du Mont de l'Epine



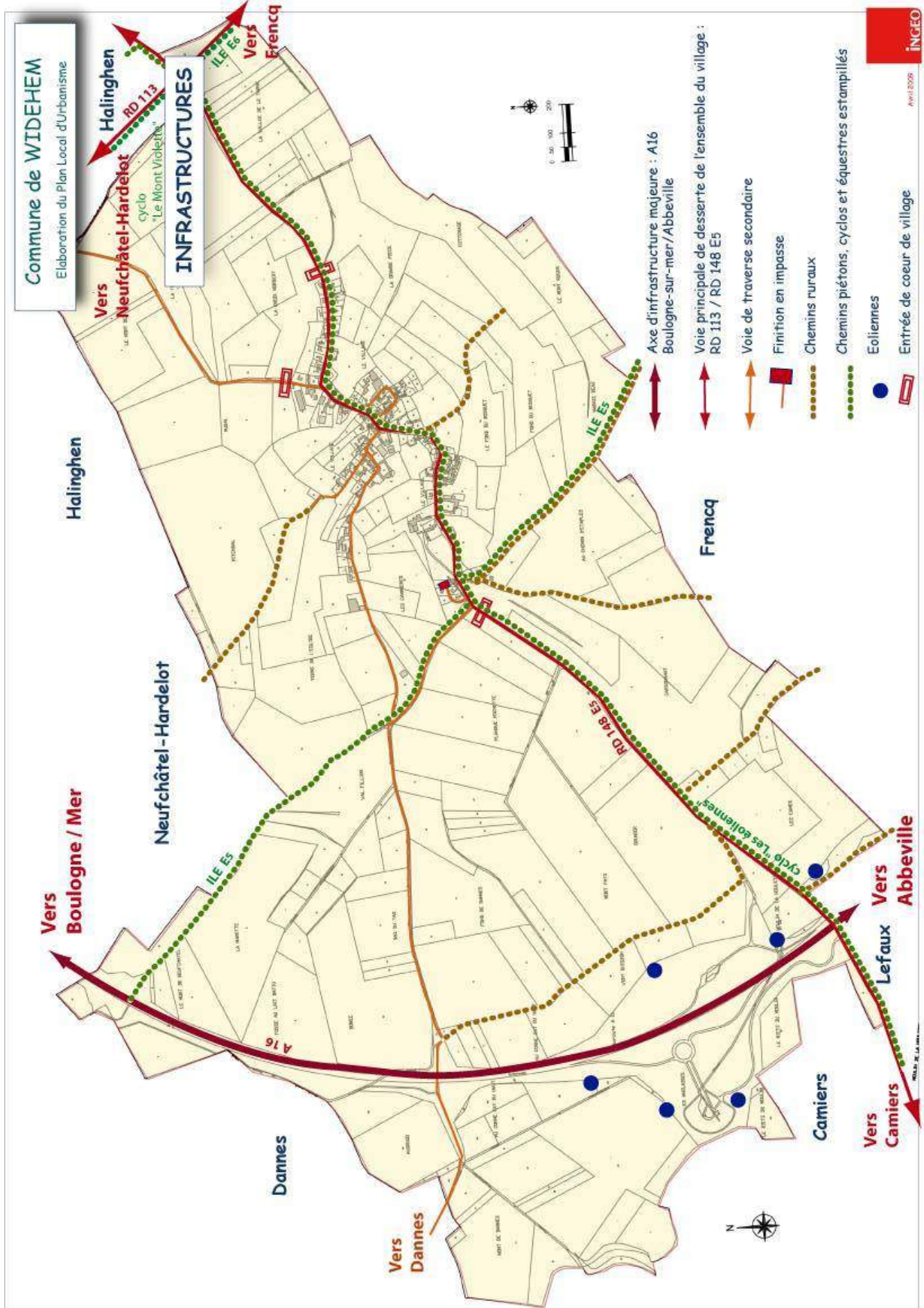
Source : Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale

▪ Les circuits cyclotouristiques

La commune de Widehem est traversée par deux itinéraires :

- « les éoliennes », d'une distance de 28km et d'une durée de 2h15 dont le départ se situe sur la place de la mairie de Camiers,
- « leMont Violette », d'une distance de 29km et d'une durée de 2h50 dont le départ se situe sur la grande place de Samer.





IV. Equipements et services publics

Les bâtiments publics et religieux sont peu nombreux sur Widehem : ils forment cependant des points d'animation et de rencontre dans la commune.



On identifie un ensemble accueillant l'école et la mairie, le long de la rue principale et une salle des fêtes, récemment rénovée, en face de l'église.



L'école se situe sur la rue principale de desserte de la commune : son accès génère quelques encombrements de circulation aux moments des entrées et sorties scolaires.

La commune est regroupée en RPI avec les communes de Frencq et Halinghen : Widehem accueille une classe de maternelle d'environ 30 enfants.

La mairie, située dans la cour d'école est peu perceptible.

On recense également quelques édifices religieux :



- l'église au centre du village qui constitue le noyau physique du village : cette dernière étant implantée au centre de la place,
- le cimetière sur le haut de Widehem, au nord de la partie actuellement urbanisée
- et le calvaire, à l'entrée ouest sur la route de Dannes.

V. Activités et économie

On ne recense pas de commerces ou services de proximité sur le territoire de Widehem. La proximité de Boulogne-sur-Mer et des zones commerciales permet aux habitants d'accéder rapidement aux services et commerces de première nécessité.



On recense plusieurs activités économiques sur le territoire :

- un atelier d'usinage de pointe à l'entrée sud/ouest de la commune
- un atelier de vitrail d'art
- le siège d'une entreprise de transport et d'un plombier
- une coiffeuse à domicile.

L'agriculture est fortement présente sur la commune : on recense huit exploitations agricoles dont sept classées ICPEa. Certaines sont intégrées dans le tissu urbain du centre village. D'autres sont excentrées et forment des écarts à la périphérie immédiate du cœur de bourg. Aucune n'est complètement isolée.



Les bâtiments intégrés au centre village sont pour la plupart de style traditionnel : ils font partie intégrante du patrimoine architectural de la commune.

Les bâtiments situés aux abords du centre ou excentrés sont plus modernes et ne présentent pas tous un caractère architectural d'intérêt.



Si le nombre d'exploitations agricoles a fortement diminué entre 1988 et aujourd'hui, la surface agricole utilisée moyenne a quand à elle plus que doublée.

AGR T1M - Exploitations agricoles

	Nombre d'exploitations		SAU (1) moyenne (ha)	
	2000	1988	2000	1988
Toutes exploitations (2)	9	19	106	47
dont exploitations professionnelles	c	12	c	68

(1) : Superficie agricole utilisée

(2) : y compris les exploitations sans SAU

Source : AGRESTE, recensements agricoles, 1988 et 2000



La commune compte 80% de paysage agricole, cette activité est à préserver et à développer en prenant en compte notamment de nouvelles façons de travailler le paysage (palette de couleur).

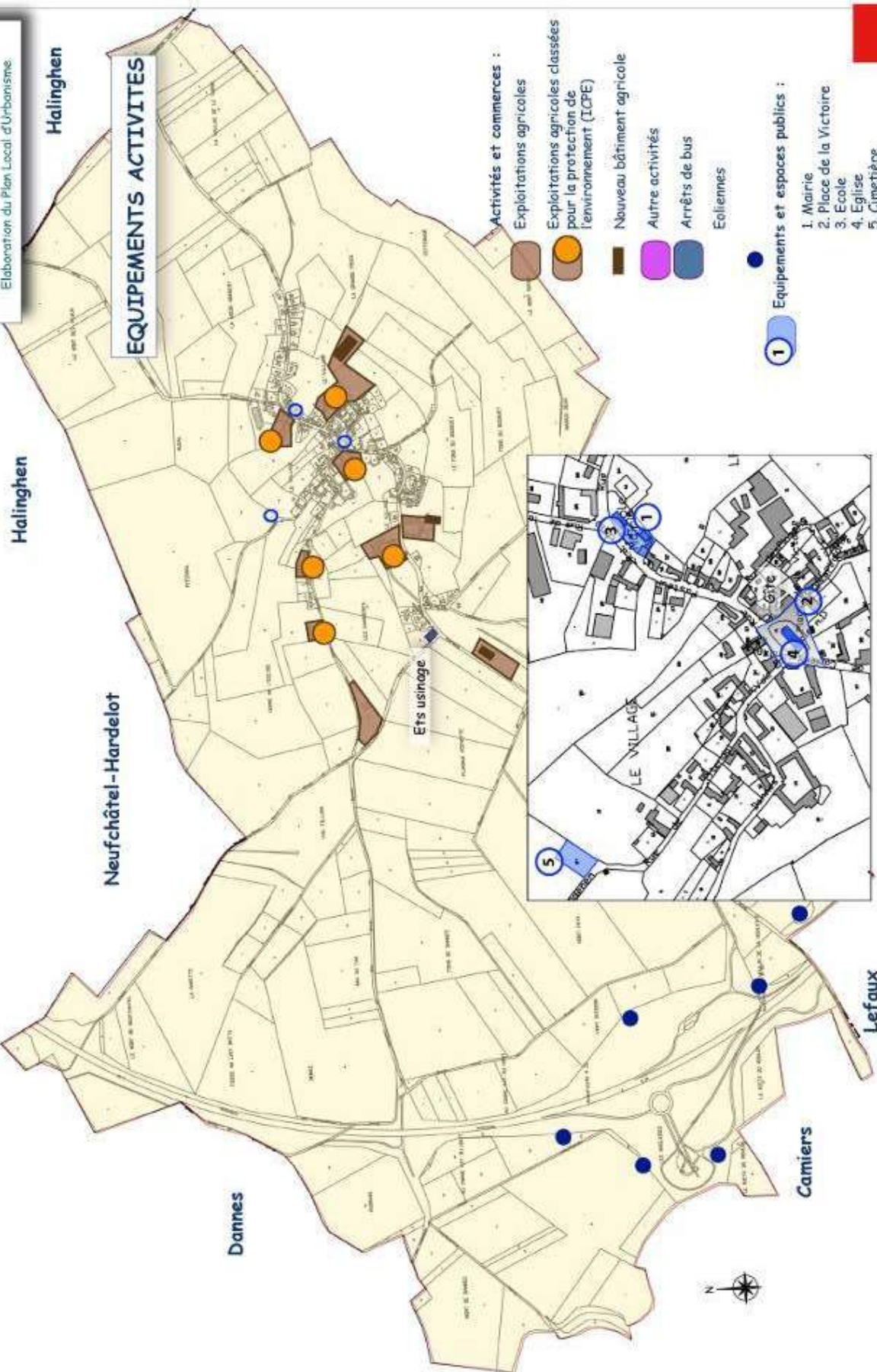
Malgré les changements intervenus dans les formes d'exploitations (mécanisation et modification du parcellaire), l'activité reste traditionnelle sur le territoire.



Les exploitations sont mixtes : exploitations de grandes cultures et atelier laitiers. On retrouve une identité bocagère au pourtour immédiat des exploitations agricoles : pâtures pour animaux.



C'est également sur ces espaces que l'on retrouve quelques haies bocagères et talus boisés.



VI. Les réseaux

VI. 1. Le réseau d'eau potable (cf. annexe sanitaire)

La distribution en eau potable est gérée en régie par le Syndicat Intercommunal d'Adduction et de distribution d'eau potable de la région de Widehem.

L'eau distribuée est d'origine souterraine et provient des forages situés sur les communes de Cormont et de Lefaux. Le captage de Lefaux est protégé par un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique. Pour l'alimentation des huit communes du Syndicat, la solution actuelle consiste à alimenter la zone regroupant Lefaux, Widehem, Frencq et Halinghem avec l'eau produite à Lefaux, et la zone regroupant Lacres, Hubersent, Cormont et Bernieulles avec l'eau pompée à Cormont ; une interconnexion des deux réseaux existant au niveau du réservoir de Widehem, que le forage de Cormont est susceptible d'approvisionner.

Ces deux forages étant limités en matière de production et relativement vulnérables aux polluants d'origine chimique (la procédure de protection du captage de Cormont a notamment été abandonnée suite à l'avis de l'hydrogéologue), l'alimentation en eau potable pourrait dans l'avenir provenir du forage près du hameau de Le Turne, à Frencq, encore actuellement au stade de forage d'essai, mais néanmoins déjà protégé par un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité publique signé le 9 août 2010. Ce captage dit de « le Turne » sera composé de deux forages F1 (actuellement, forage d'essai) et F2 (encore en projet en 2012), son autorisation de pompage sera de 150 m³ par heure, 3000 m³ par jour et 750 000 m³ par an, contre 28,8 m³ par heure, 600 m³ par jour et 200 000 m³ par an à Lefaux.

Le rapport d'activités 2009 du Syndicat Intercommunal de la Région de Widehem fait état d'une production en eau potable de l'ordre de 183 373 m³ en 2009, d'un volume d'eau vendu de 154 455 m³, soit 84,23 % de la production, 5826 m³ d'eau était vendus à la commune de Camiers. Cela nous ramène à une consommation d'eau potable de 148 629 m³ en 2009 pour les huit communes du syndicat, soit 1972 personnes et 60 branchements agricoles (branchement dans des pâturages, pour l'abreuvement du bétail).

Le captage de Frencq sera opérationnel à l'horizon 2015 et la procédure d'abandon des captages de Lefaux et Cormont sera progressive : L'article 8 alinéa 8-4 de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique du captage de Frencq précise, parmi les mesures d'accompagnement, le comblement des forages de Lefaux et de Cormont, qui ne pourra être entrepris que lorsque le captage de Frencq aura apporté toutes les garanties qualitatives au terme de 3 ans de fonctionnement normal ; une procédure réglementaire d'abandon devra alors être menée.

Compte tenu des évolutions prévues en matière démographiques (cf. quatrième partie : le projet communal), on peut donc avancer que la ressource en eau est largement garantie et ne grève en rien le projet communal de Widehem.

Côté distribution de l'eau potable, et afin de pallier le recentrage de la production d'eau potable à terme sur le seul captage de Frencq, une étude de renforcement de la distribution d'eau potable et de la défense incendie a été menée par le SEMPACO (Société d'économie mixte du Pas-de-Calais Ouest) pour les communes relevant du syndicat intercommunal d'adduction et de distribution d'eau potable de la région de Widehem. Elle prévoyait un renforcement de la distribution d'eau potable sur la commune de Widehem, ainsi qu'une interconnexion via une conduite de 200 mm entre les réservoirs de Widehem et Frencq (lequel réservoir est à mi-chemin entre le village de Widehem et le hameau Le Turne, et sera alimenté par le captage de Frencq). Le projet prévoit également une interconnexion de sécurité entre le syndicat d'adduction et de distribution de la

région de Widehem et le syndicat d'adduction d'eau de la région de Beutin, via la commune de Longvilliers.

VI. 2. Le réseau d'assainissement (cf. annexe sanitaire)

Le schéma directeur d'assainissement sur la commune de Widehem a été approuvé le 23 novembre 2005 par délibération du conseil municipal.

Son objectif était, d'une part, de diagnostiquer l'assainissement des eaux usées et pluviales sur la commune, ainsi que les possibilités géologiques des sols, et d'autre part d'établir un comparatif entre coûts d'investissement et de fonctionnement de l'assainissement autonome de l'assainissement collectif sur la commune.

Le Schéma Directeur d'Assainissement a déterminé les secteurs où l'assainissement collectif pourrait être programmé par la délibération du 23 novembre 2005.

Un zonage d'assainissement a suivi, et a été approuvé le 30 janvier 2009 par délibération du Conseil Municipal.

• Assainissement des eaux usées :

A l'heure actuelle, il n'existe pas de réseau collectif sur le territoire communal, hormis sur les secteurs suivants :

- Résidence « les éoliennes » : 6 logements assainis collectivement avec leur propre unité de traitement.
- Résidence « l'Orée du bois » : 13 logements assainis collectivement avec leur propre unité de traitement.

Le programme d'assainissement collectif est en cours et n'a pas encore donné lieu à des travaux. Le conseil municipal, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement, a retenu une solution totalement collective :

- Mise en réseau collectif séparatif de l'intégralité des 89 logements non encore raccordés,
- Raccordement des 19 logements déjà assainis collectivement et exploitation de leurs unités de traitement (celle de l'Orée du Bois traitant 5 logements de plus soit 11 logements, celle de l'Orée du Bois gérant 29 logements de plus soit 42 logements),
- Mise en œuvre de deux nouvelles unités de traitement, l'une rue de Dannes, gérant 9 logements et l'autre, pour les rues Pasteur et des Pinsons, gérant 46 logements.

Le plan de zonage d'assainissement, scénario 2, tel qu'il a été retenu par le Conseil Municipal de Widehem, a été joint au dossier des annexes sanitaires.

La mise en œuvre de l'assainissement collectif des eaux usées sera gérée par le S.I.R de Widehem, qui disposera de la compétence travaux. L'entretien du réseau et du système de traitement sera fait par le S.I.R. de Widehem ou un fermier qu'il aura désigné.

• Assainissement des eaux pluviales :

L'assainissement pluvial, en mode non collectif, peut être assuré de différentes façons :

- fossés naturels,
- réseaux pluviaux ouverts ou enterrés.

A Widehem, l'évacuation des eaux est assurée par un réseau de collecte des eaux pluviales bien développé, essentiellement sous forme de canalisations pluviales complétées de ruissellement en fil d'eau de voirie et de fossés en périphérie du centre bourg.

A ce jour, aucune insuffisance hydraulique qui serait directement due à ces équipements n'a été recensée dans les secteurs urbanisés.

Lors de forts orages, des ruissellements importants engendrant des coulées de boues et inondations ponctuels peuvent être localisés mais ce phénomène est dû à l'érosion des sols limoneux sur les plateaux agricoles et leurs coteaux.

Le fond de vallée en suivant le long de la RD113 est vulnérable aux inondations par coulées de boues de plus grande importance que les désordres locaux précités ; ces désordres ont fait l'objet d'études hydrauliques généralisées au bassin versant amont à Frencq (dont fait partie topologiquement Widehem) après 2002 afin de proposer un programme de lutte contre l'érosion et le ruissellement. Des travaux ont été réalisés depuis et d'autres sont en cours ou en projet, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

VI. 3. Le réseau de défense incendie (cf. annexe sanitaire)

La défense contre le risque incendie sur la commune est actuellement assurée à partir de 7 poteaux incendie en défense principale, de calibre 100 mm pour un débit nominal de 60 m³ par heure.

Afin de s'assurer de la conformité du réseau de défense incendie avec la réglementation applicable, des tests des bornes incendie sont effectuées régulièrement. Les résultats en février 2011 faisaient état d'une bonne défense incendie sur le territoire de la commune ; à noter qu'à l'époque, le poteau 887-0007, rue Pasteur, était en cours d'installation et que dans la même rue, le poteau 887-0006 était indisponible, probablement en raison des travaux sur le poteau 887-007.

La couverture contre le risque incendie est correctement assurée sur le territoire de Widehem : tous les autres hydrants sont conformes, en parfait état de marche, et sans remarques sur l'état ou la production de chaque hydrant.

Une étude de renforcement de la distribution d'eau potable et de la défense incendie a été menée par le SEMPACO (Société d'économie mixte du Pas-de-Calais Ouest) pour les communes relevant de du syndicat intercommunal d'adduction et de distribution d'eau potable de la région de Widehem. Elle prévoit sur Widehem la mise en service de nouveaux poteaux incendie (cf le plan du réseau d'eau potable projeté, fournit en annexe du présent dossier), un renforcement du réseau d'eau potable et une liaison inter-réservoirs afin de garantir aux hydrants un bon débit et une pression dynamique adéquate.

Les travaux de renforcement de la défense incendie sont étalés dans le temps, en réponse au développement urbain de la commune.

VII. Les SUP et OD

VII.1. Les Servitudes d'Utilités Publiques

Le territoire de la commune est grevé de servitudes d'utilité publique. Conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme comporte en annexes les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, sous la forme de fiches explicatives et d'un plan.

Le projet de Widehem et les pièces réglementaires qui en découlent ont été conditionnés par :

- **La servitude de protection de la ressource en eau du captage de Frencq (AS.1)**

Le captage de Le Turne à Frencq a été protégé par un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité publique signé le 9 août 2010 ; Le périmètre éloigné de ce captage grève très légèrement le territoire de la commune de Widehem, sur les parcelles 39 et 44 de la section ZC, à l'est, en limite de commune avec Frencq.

Le plan parcellaire des périmètres de protection immédiats, rapprochés et éloignés du captage de Le Turne a donc été joint au sein de ce présent dossier au plan des Servitudes d'Utilité Publique (produit par la Direction Départementale de l'Équipement en août 2007), pour les compléter.

Cette servitude oblige les propriétaires à garantir une occupation des sols apte à préserver qualitativement la ressource en eau du captage de le Turne.

- **La servitude d'alignement (EL7)**

La commune est concernée par une servitude d'alignement le long de la route départementale 148e5 entre le point PR49+120 et le PR 50+310.

- **La servitude de protection des canalisations de transport de gaz (I.3)**

La commune est traversée par une canalisation du réseau de transport de gaz. Il s'agit de la canalisation de gaz Questrecques, Nesles, Etaples (diamètre 200).

Cette servitude oblige les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.

- **La servitude de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques (PT.1)**

Le territoire de Widehem est concerné par le périmètre de protection du centre de réception contre les perturbations électro-magnétiques du centre de Camiers-Dannes (périmètre de 250 mètres).

Dans les zones de protection de garde, cette servitude interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ces appareils un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.

Dans les zones de garde, elle interdit de mettre en service du matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre.

- **La servitude de protection des faisceaux hertziens contre les obstacles (PT.2)**

La servitude instaure :

- Une interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles, de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement de centre.
- Une limitation, dans la zone primaire et secondaire et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles.

Une interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception.

VII. 2. Les obligations ou informations diverses

Des informations ou obligations diverses relatives à l'aménagement et à l'urbanisme sur Widehem sont également intégrées au projet.

- **Autorisation de défrichement (AD)**

Tous les espaces boisés inclus dans un massif d'au moins 2 hectares sont soumis à autorisation de défrichement (article L.311-1 du Code Forestier).

- **Les Arrêtés de Protection de Biotope (APB)**

La commune de Widehem est concernée par l'arrêté de protection de biotope sur le secteur ouest de la commune lié au coteau de Dannes-Camiers.

- **Les axes terrestres bruyants (ATB)**

L'autoroute A16, classée en axe de transport bruyant, est considérée comme génératrice de nuisances acoustiques sur les terrains avoisinants.

Les secteurs bruyants sont variables selon les tronçons de voies. Les annexes du Plan Local d'Urbanisme indiquent, à titre d'information, le périmètre des secteurs situés au voisinage de cette infrastructure pour lesquelles des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées.

- **La loi Barnier (Lba)**

L'autoroute A16 est concernée par le régime instauré par la loi Barnier : "En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation" (article L 111-1-4 du code de l'urbanisme issu de la loi Barnier).

- **Les risques naturels**

La commune est répertoriée pour des risques inondations et coulées de boues. Un Plan de Prévention des Risques a été rescrit le 30/10/2001.

Deux arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune :

- inondations et coulées de boues, arrêté du 29/12/1998
- inondations, coulées de boues et mouvements de terrain, arrêté du 29/12/1999

Le BRGM a procédé à une cartographie du risque "remontées de nappe phréatique".

- **Les risques agricoles, industriels et technologiques**

Neuf exploitations agricoles sont recensées au PAC mais la commune n'en compte plus que huit à ce jour dont sept classées ICPEa, suite au diagnostic agricole réalisé par la Chambre d'Agriculture. Widehem est également concernée par la SA Holcim, exploitation d'une carrière de craie, classée ICPEi.

- **Les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique)**

Le coteau crayeux de Dannes et Camiers est recensé en ZNIEFF de type 1. Milieux particulièrement fragiles, ces secteurs appellent une attention particulière quant à leur prise en compte.

- **Les ZICO (Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux)**

Les plateaux agricoles des environs de Frencq sont repris en ZICO : ces secteurs appellent une attention particulière quant à leur prise en compte.

▪ Les itinéraires cyclotouristiques (Cyclo)

Afin de favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée cyclotouristique et de grande randonnée, le Conseil Général gère des itinéraires dont il convient de maintenir la continuité.

La commune de Widehem est traversée par deux itinéraires cyclotouristiques :

- cyclo014 "Les éoliennes", secteur "Canche-Authie", d'une distance de 28km et d'une durée de 2h15 au départ de la place de la mairie de Camiers,
- cyclo058 "Le Mont Violette", secteur "Boulonnais", d'une distance de 29km et d'une durée de 2h50 au départ de la grand place de Samer.

▪ Les éoliennes

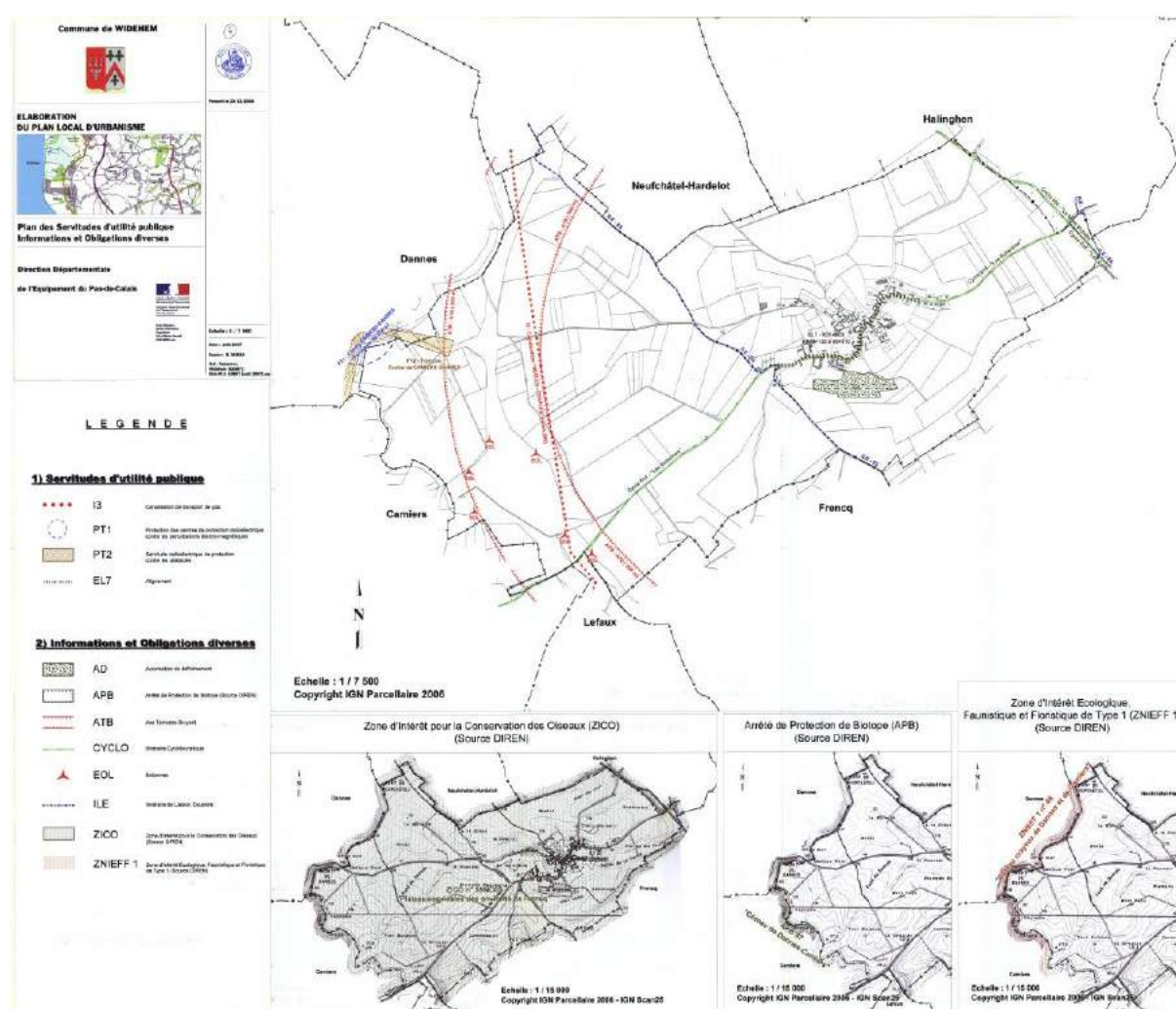
Widehem compte un parc éolien de 6 éoliennes implantées le long de l'autoroute.

▪ Les itinéraires équestres de liaison

La commune de Widehem est traversée par deux itinéraires équestres de liaison : E5 et E6.

▪ Le Transport de Matières Dangereuses (TMD)

La commune de Widehem est concernée par le transport des matières dangereuses : celui-ci est lié au passage de l'A16 notamment.



4^{EME} PARTIE : LE PROJET COMMUNAL

Cette partie vise à exposer les motifs qui ont abouti au Projet d'Aménagement et de Développement Durable : il s'agit d'expliquer les raisons pour laquelle, en fonction des enjeux issus du diagnostic et des contraintes juridiques applicables sur le territoire communal ou intercommunal, la collectivité a fixé le parti d'aménagement véhiculé par le projet d'Aménagement et de Développement Durable.

D'autre part, cette partie permettra d'expliquer les caractéristiques de chacune des zones du plan de zonage et les raisons qui ont conduit à les délimiter.

De plus, les incidences du projet sur l'environnement seront évaluées et sera alors exposée la manière dont l'ensemble du projet prend en compte le souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement dans laquelle se situe Widehem.

I. Synthèse des atouts et des contraintes

Les éléments du diagnostic présentés ont permis par croisement des thématiques étudiées, de dresser un portrait de la commune, dans ses atouts en terme d'aménagement urbain (cadre de vie) et dans ses contraintes de développement.

- Le territoire de Widehem s'étend sur 719 hectares. Il est composé d'un plateau naturel au centre duquel se trouve une cuvette dans laquelle se développe le cœur de bourg.
- Les espaces naturels sont prépondérants. La densité urbaine est très faible (environ 43hab/Km²) mais l'espace bâti est concentré sur une centaine d'hectares, la densité en centre village est de l'ordre de 300 hab/km².
- L'analyse du terrain révèle une relative maîtrise de l'étalement urbain : le village est concentré, il n'y a pas d'habitat isolé : le territoire n'est pas mité. Les excroissances du village se sont faites de façon nucléaire. Cependant ses excroissances forment les nouvelles entrées du village et ne sont pas toujours intégrées de façon harmonieuse dans le paysage naturel et bâti de Widehem.
- Une population en légère hausse et relativement homogène.
- Une activité économique composée essentiellement par l'agriculture : huit exploitations sont recensées sur le territoire.
- Les éoliennes, en bordure d'autoroute véhiculent une image forte de la commune.
- Le parc logement est essentiellement composé de maisons individuelles. En centre bourg, le bâti est ancien mais rénové et en périphérie, le bâti récente est composé de pavillons.
- La commune est relativement éloigné des autres agglomérations : les transports sont nombreux et le recours à la voiture particulière systématique.

II. Choix retenus pour l'élaboration du PADD

Le diagnostic urbain et l'analyse des données socio-économiques de l'habitat ont permis :

- de dresser un bilan de l'évolution de la population de Widehem ainsi que celle des caractéristiques de son habitat,
- et de projeter les besoins de la commune en termes de développement urbain.

Le diagnostic environnemental et paysager a fait état d'un certain nombre d'enjeux à relever pour les années à venir, ces derniers sont repris et traduit dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable comme autant d'objectifs à atteindre.

Le bilan des potentialités du territoire ainsi que les attentes exprimées par les acteurs locaux (élus, population...) ont nourri les multiples réflexions menées autour de la notion de projet et ont abouti, à la détermination de deux enjeux du développement communal pour ces prochaines années :

- **Assurer un développement raisonné de la commune**
- **Améliorer le cadre de vie de la commune et assurer la préservation de l'environnement.**

La commune connaît une croissance mesurée de sa population de l'ordre de 0.3% par an. Toutefois, elle constate un vieillissement de la population qui se traduit par un desserrement des ménages. Aussi, la municipalité souhaite assurer le maintien de la population sur son territoire : c'est pourquoi elle souhaite programmer un développement mesuré à échéance 2020.

A échéance du PLU, il s'agit donc de permettre le maintien de la population. Cela représente l'accueil de près de 35 nouveaux habitants d'ici 12 ans.

Les possibilités de développement du village sont limitées et la préservation du caractère de Widehem passe par un développement adapté, compatible avec les équipements et les possibilités d'accueil. La préservation du cadre de vie et l'identité même de la commune ne doit pas souffrir du développement.

Compte tenu du peu de dents creuses libres de construction : le développement passera par l'ouverture de nouvelles zones à urbaniser.

Le rythme de construction

La commune de Widehem a connu un développement modéré de son parc de logements, en moyenne 1 à 2 nouvelles constructions par an depuis 1999.

L'objectif de la commune est de projeter à échéance du PLU, un rythme de développement sensiblement inférieure à celui constaté ces dernières années afin d'affirmer le centre bourg du village, assurer le renouvellement de la population tout en assurant le maintien de l'identité rurale et agricole de la commune.

II. 1. Données à considérer en matière de logement

Le besoin en terme de développement s'estime avec le nombre de constructions nécessaires au maintien de la population (avec prise en compte du phénomène de desserrement des ménages), au renouvellement du parc d'habitat ancien ajouté au nombre de logements nécessaires pour l'accueil souhaité d'une nouvelle population.

Le calcul des besoins se base sur le dernier recensement complet fourni par l'INSEE, celui de 2008, et pour période de 12 ans. Le développement de la commune s'exprime alors à échéance 2020.

▪ Estimation des besoins afin de garantir le maintien de la population

Le desserrement des ménages (diminution du nombre de personnes par logement) a un impact important sur le lien entre le nombre de logements et le nombre d'habitants. La diminution du taux d'occupation des logements risque de se poursuivre en raison du vieillissement progressif de la population.

A l'horizon 2020, le taux d'occupation moyen des logements peut être estimé à 2,33 habitants /logement (moyenne nationale). En fonction de ces projections, le maintien de la population actuelle nécessite l'augmentation du nombre de logements. Les évolutions constatées sur le territoire de Widehem sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau : Evolution du nombre de ménages

	Nombre de ménages	Population des ménages	Taux d'occupation
En 1990	76	229	3,01
En 1999	84	249	2,96
En 2008	98	264	2,69

Source: INSEE, Evolution démographique de la population entre 1990 et 2008

Selon le dernier recensement de 2008, le taux d'occupation des logements est de 2.69 personnes par logement.

Le taux d'occupation suit l'évolution constatée entre 1999 et 2008 (de 2.96 à 2.69). Le taux d'occupation serait d'environ 2.33 habitants/logement en 2020. On tend à se rapprocher du taux national (2.18).

Pour maintenir une population établie à 264 habitants, il faudra donc disposer de logements supplémentaires pour combler le déficit d'habitants engendré par le vieillissement des habitants et le desserrement des ménages : ainsi ce sont 113 résidences principales qui seront nécessaires soit **15 logements supplémentaires**. (113 – résidences principales de 2008)

Ainsi, à l'échéance du Plan Local d'Urbanisme, ce sont environ 15 nouveaux logements qui seront à trouver pour répondre aux objectifs que s'est fixée la commune.

II. 2. Données à considérer en matière de foncier

De l'ensemble des besoins identifiés pour la période 2008-2020, il convient de déduire les opérations réalisées entre 2008 et aujourd'hui ainsi que le potentiel mobilisable au sein de la trame urbaine actuelle.

Au besoin résultant, correspondra alors une enveloppe foncière qui sera nécessaire à la concrétisation du projet communal.

▪ Les opérations réalisées entre 2008 et 2012

La commune ne dispose à ce jour d'aucun document d'urbanisme : son développement est réglementé par le Règlement National d'Urbanisme.

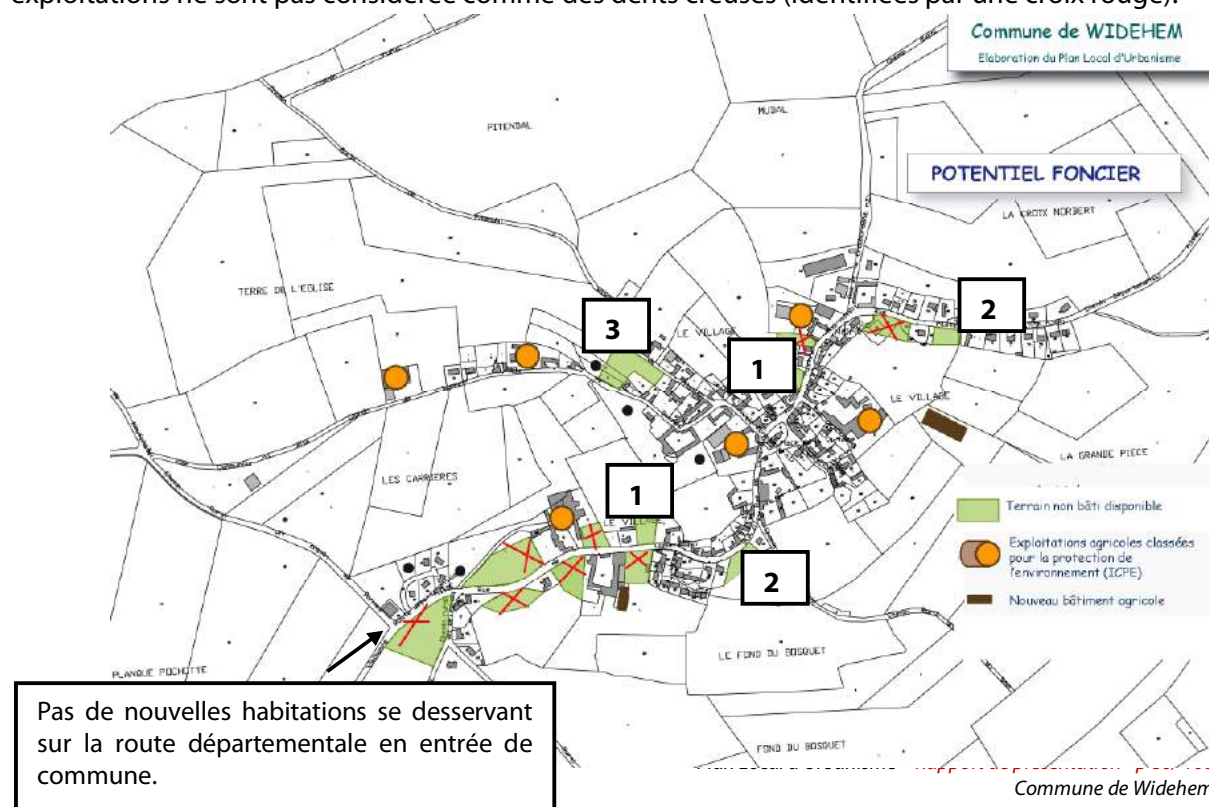
A partir des données Sitadel: une seule construction a été réalisée entre 2008 et 2012.

Ainsi, ce sont environ 14 nouveaux logements qui seront à prévoir pour répondre aux objectifs de Widehem.

▪ L'évaluation du potentiel foncier en dents creuses

Le nombre de dents creuses insérées dans les espaces actuellement urbanisés de la commune est faible. **Les possibilités de construire dans les dents creuses sont évaluées à 9 constructions, sans tenir compte de la rétention foncière.** (en partant du principe qu'une parcelle permettrait une construction de typologie pavillonnaire).

La municipalité a affiché la volonté de préserver le caractère agricole et la dynamique engendrée par l'activité agricole : c'est pourquoi, de nombreuses pâtures situées aux pourtours immédiats des exploitations ne sont pas considérées comme des dents creuses (identifiées par une croix rouge).



La rétention foncière

Tous les terrains constructibles ne seront pas bâtis dans les 10 ans à venir, et ce pour diverses raisons (succession, vocation agricole du terrain...). Il convient alors de prendre en compte le phénomène de rétention foncière dans les perspectives de développement.

Sur Widehem, la rétention foncière sur les dents creuses est importante et aura une influence sur le développement de la commune. Au regard de l'attractivité de la commune, il est fort à penser que les terrains aujourd'hui disponibles subissent une certaine rétention foncière de la part de leur propriétaire et resteront libres de constructions ces prochaines années. La rétention foncière est estimée à 50%. Ainsi, nous retiendrons, qu'à échéance 2020, 5 constructions seront possibles sur les dents creuses identifiées.

L'arrivée d'une nouvelle population passera par la réalisation d'opération d'ensemble sur lequel une rétention foncière est plus difficile à justifier.

▪ Le potentiel de renouvellement urbain et en zone urbaine

En cohérence avec les lois Solidarité et Renouvellement Urbain et Urbanisme et Habitat, le Plan d'Aménagement et de Développement Durable s'attache à promouvoir le renouvellement urbain et un développement concentrique autour des lieux de vie.

▪ Synthèse : les besoins à échéance 2008-2020

Le besoin foncier estimé à échéance du PLU correspond au foncier nécessaire pour la construction d'environ 9 logements :

cela correspond au besoin calculé sur la période 2008-2020 (15) duquel on a ôté les logements construits entre 2008 et 2012 (1), et ceux potentiels en dents creuses (4 logements). Ainsi le PLU devra dégager le foncier nécessaire à la réalisation de 10 nouvelles constructions

En prenant une moyenne comprise entre 600m² et 800m² par lot et considérant que pour réaliser l'ensemble des voiries, réseaux et espaces publics et verts, la superficie nécessaire sera majorée de 30%. Ce sont entre 7800 m² et 10 400 m² qui seront nécessaires pour la réalisation des 10 nouveaux logements.

Ainsi c'est environ 1 hectare qui sera nécessaire pour répondre aux besoins identifiés pour le développement urbain et l'accueil d'une nouvelle population.

II. 3. Données à considérer en matière d'équipements et de service

Au niveau des équipements publics, la commune a pour objectif de pérenniser l'ensemble des équipements existants et notamment ceux dédiés à l'accueil des enfants (école).



La salle des fêtes a bénéficié d'une rénovation courant de l'année dernière.

La municipalité a acquis une ancienne habitation rue des Pinsons dans l'objectif d'y réaliser un équipement public. Ce dernier assurera la liaison avec le nouveau quartier d'habitat. Sa desserte sera assurée par la nouvelle voie créée dans le prolongement de la rue des Pinsons. Cette voie se bouclera sur le Chemin du Bois.

III. La compatibilité et la prise en compte des documents supra-communaux

III.1. La communauté de commune Mer et Terres d'Opale

Créée en 1999, la Communauté de Communes « Mer et Terres d'Opale » associe 15 communes et 31000 habitants au sein d'un espace de solidarité en vue d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace. Elle permet de faire ensemble ce que les communes ne peuvent plus faire seules, en mutualisant les ressources et les moyens.

C'est donc dans cet esprit que la Communauté de Communes «Mer et Terres d'Opale» exerce les compétences que les communes membres ont souhaité lui confier :

- l'aménagement de l'espace
- les actions de développement économique
- la protection et la mise en valeur de l'environnement
- la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire
- l'acquisition et l'entretien des matériels liés à la surveillance des activités de loisirs nautiques et maritimes
- la gestion du ramassage des animaux errants
- la réalisation de prestations de services

La Communauté de Communes regroupe les communes suivantes : Brexent-Enocq, Camiers, Cormont, Cucq, Etaples, Frencq, Le Touquet-Paris Plage, Lefaux, Longvilliers, Maresville, Merlimont, Saint-Aubin, Saint Josse, Tubersent et Widehem.

La communauté de communes Mer et terre d'Opale sont compétent en matière de lutte contre le ruissellement, l'érosion des sols et les inondations.

Au vu de la loi du 25 Juillet 2000 et de son application à travers le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage, la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale est tenue de mettre à disposition trois aires de 35 emplacements pour les moyens et longs séjours. Ce même Schéma oblige la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale à disposer d'une aire de grand rassemblement d'une capacité de 150 attelages.

Au vu des critères énoncés dans cette loi du 25 juillet 2000, les trois communes concernées sont Cucq, Etaples sur Mer et Le Touquet, avec respectivement trois sites arrêtés par le Conseil Communautaire, sur proposition de ces communes.

Un maître d'œuvre spécialisé dans ce type d'équipement travaille en collaboration avec ces communes sur l'aménagement de chacune de ces aires

III.2. Le Schéma de Cohérence Territoriale

La commune est dans le périmètre du SCOT du Pays maritime et rural du Montreuillois.

Le périmètre du SCOT regroupe quatre Communautés de Communes qui forment le Pays du Montreuillois :

- la Communauté de Communes du canton d'Hucqueliers,
- la Communauté de Communes du Montreuillois,
- la Communauté de Communes Opale sud,
- la Communauté de Communes Mer et Terre d'Opale.

Le développement durable est au cœur des projets portés par le schéma de cohérence territoriale (Scot) de Pays maritime et rural du Montreuillois. Ce SCOT permettra de définir une vision partagée du territoire en vue de son développement et une meilleure structuration politique de ce territoire.

Situé au sud d'une ligne Calais-Arras-Cambrai-Maubeuge, et donc à l'écart des grandes agglomérations du Nord-Pas-de-Calais, le Pays du Montreuillois présente à la fois des caractéristiques d'un territoire rural, par sa densité de population, son maillage de petites communes, et des caractéristiques d'un territoire à dominante urbaine sur le littoral.

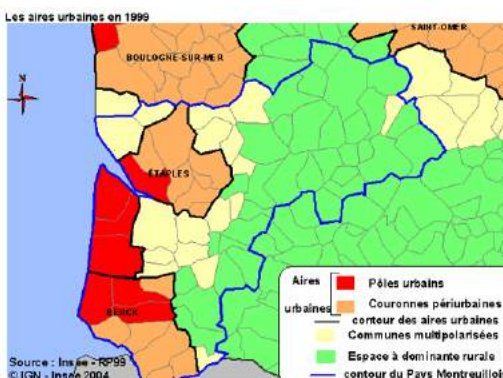
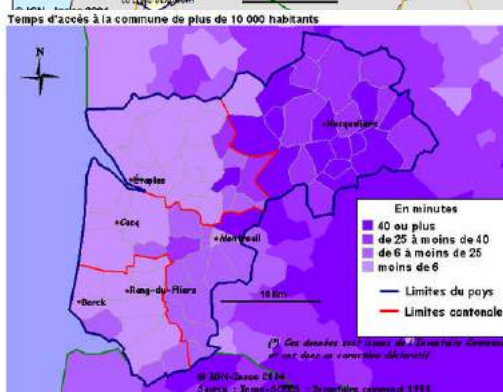
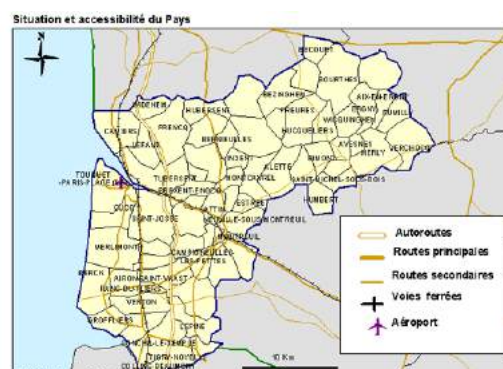
En 1999, le Pays du Montreuillois regroupe 70 communes et compte un peu plus de 70 000 habitants. C'est la réunion de quatre communautés.

L'atout essentiel du réseau de communications routières est l'autoroute A16, parallèle à la RN1, qui favorise les rapprochements avec les pôles urbains les plus proches (Boulogne-sur-Mer, Calais, Abbeville, etc.) et qui assure désormais une liaison rapide avec Paris. La RN39 traverse d'ouest en est le Pays et relie Le Touquet-Paris-Plage à Arras via Montreuil-sur-Mer. Les temps d'accès aux villes côtières depuis le nord-est du Pays atteignent parfois plus de quarante minutes (cf. carte 2).

Son littoral est principalement organisé autour de deux aires urbaines mitoyennes de taille relativement modeste, Berck et Étaples (cf. carte 3). L'espace rural est structuré autour de la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer, qui constitue un pôle de services et un petit pôle d'emploi. Plus à l'est, le territoire est essentiellement rural et s'organise autour du pôle de services d'Hucqueliers.

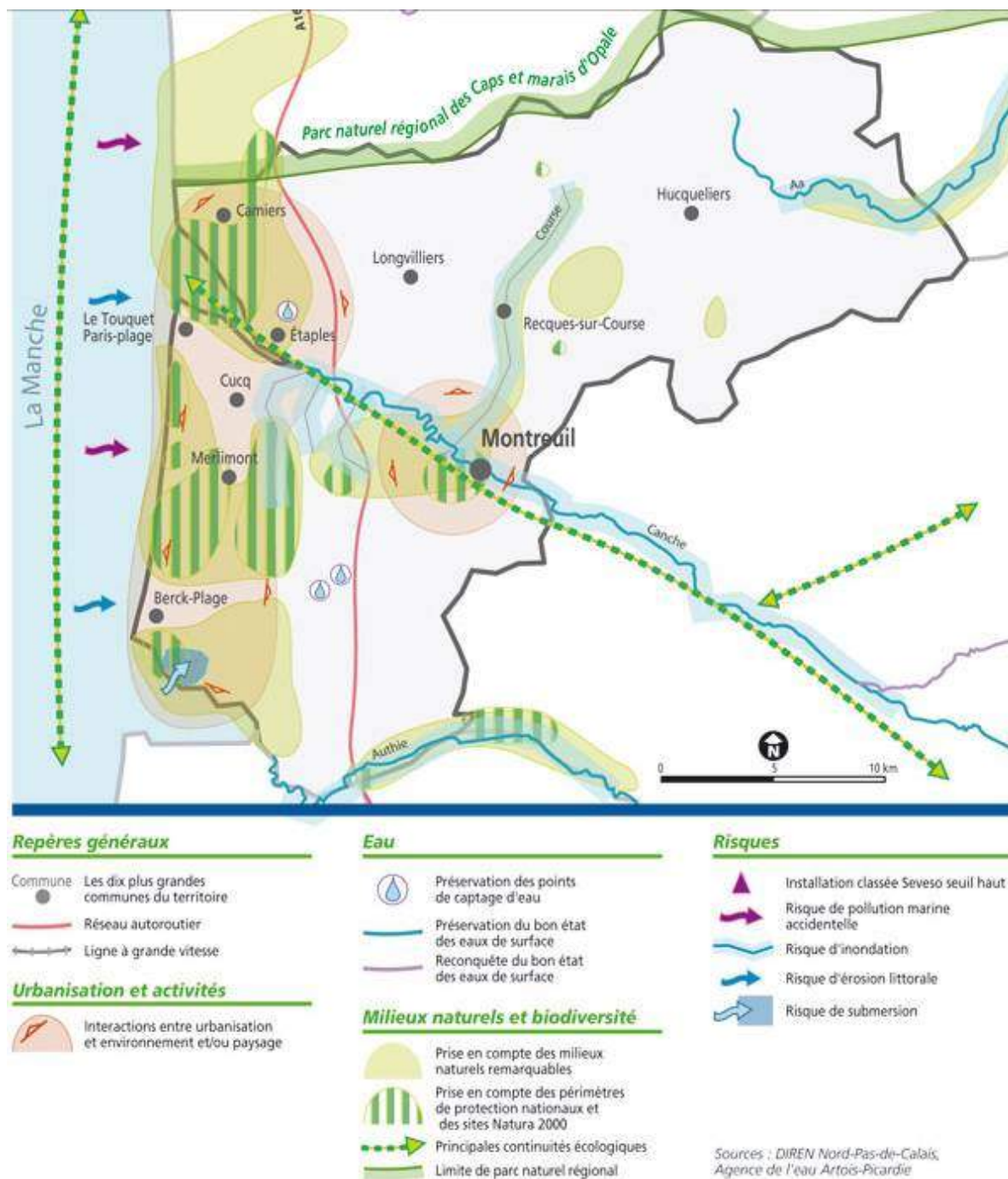
Le syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Maritime et du Montreuillois, structure créée le 9 avril 2009 aura pour mission la réalisation de ce SCOT.

Le but sera de conduire une réflexion globale sur l'économie, l'habitat et les déplacements sur les quatre intercommunalités en intégrant la démarche de développement durable sur l'ensemble du territoire.



Environnement, emplois, logements, déplacements, loisirs..., les problématiques traitées par le SCOT concernent les principaux aspects de la vie quotidienne des habitants de ce territoire contrasté.

Une attention particulière sera portée à la préservation des espaces naturels, dues à la proximité du littoral et à la transition entre espace urbain et ruraux, en raison de la diversité des communes visibles sur le territoire.



Aperçu des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle du pays du Montreuillois.

III. 3. Le Schéma d'accueil des gens du voyage

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit la mise en œuvre dans chaque département, d'un dispositif d'accueil des gens du voyage, formalisé par un schéma départemental.

Ce schéma définit les obligations des communes en matière de réalisation ou réhabilitation d'aires d'accueil, au vu d'une évaluation préalable des besoins.

Le schéma départemental fixe les obligations auxquelles doivent se conformer les communes et les intercommunalités.

La Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale est tenue de mettre à disposition trois aires de 35 emplacements pour les moyens et longs séjours. Ce même Schéma oblige la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale à disposer d'une aire de grand rassemblement d'une capacité de 150 attelages.

Au vu des critères énoncés dans cette loi du 25 juillet 2000, les trois communes concernées sont Cucq, Etaples sur Mer et Le Touquet, avec respectivement trois sites arrêtés par le Conseil Communautaire, sur proposition de ces communes. Un maître d'œuvre spécialisé dans ce type d'équipement travaille en collaboration avec ces communes sur l'aménagement de chacune de ces aires.

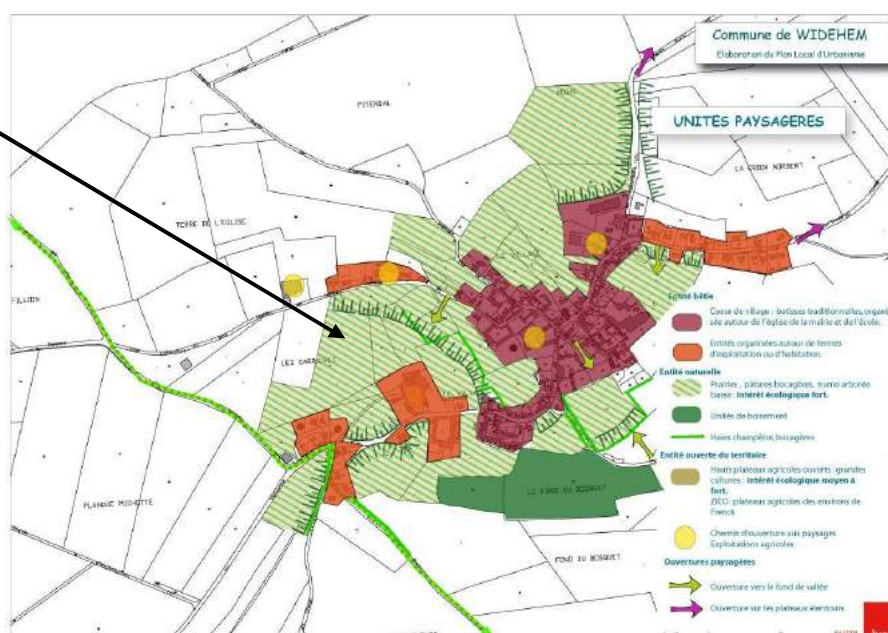
Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage est en cours de révision.

III. 4. La Trame Verte et Bleue

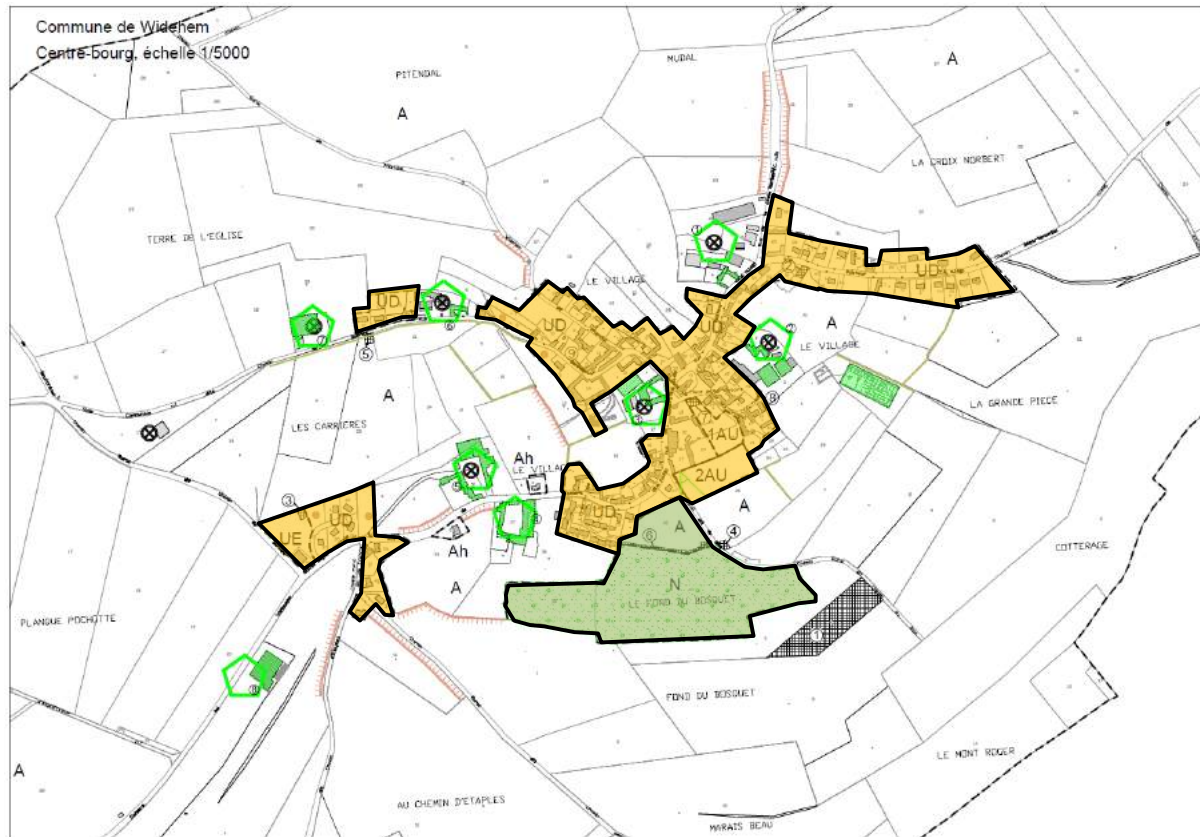
La Trame Verte et Bleue est une mesure phare du Grenelle environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité. Cet outil d'aménagement vise en effet à (re)constituer un réseau d'échanges cohérent à l'échelle du territoire national pour que les espèces animales et végétales puissent à l'instar de l'homme, communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer...en d'autre terme assurer leur survie.

Sur Widehem, le fond du Bosquet ainsi que les pourtours de la partie urbanisée ont été identifiés en espaces naturels relais. Aucune liaison écologique à créer ou à conforter n'est identifiée sur le territoire communal.

Identification des espaces relais



Au regard de la problématique agricole du territoire : de la volonté communale de préserver l'identité et l'activité agricole : la zone urbanisable a été fortement limitée et les pourtours bocagers ont été classés en zone agricole : ils correspondent aux pourtours des activités en place. Le boisement a été classé en zone naturelle.



III. 5. Le SDAGE et les SAGES

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) sont des outils mis en place par la "loi sur l'eau" du 3 janvier 1992.

Le SDAGE a été élaboré au niveau du bassin "Artois-Picardie" par le Comité de Bassin. Il fixe les orientations générales pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, notamment en termes d'objectifs de qualité et de quantité. Il a été approuvé le 20 décembre 1996, une révision a été effectuée.

Un état des lieux du bassin Artois Picardie a été approuvé le 27 juin 2005 par arrêté préfectoral. Cette révision a été approuvée le 20 novembre 2009 et les objectifs de bon état écologique des eaux doivent être atteints en décembre 2015.

SAGE DE LA CANCHE

Les préoccupations de ce bassin versant s'articulent autour de 4 thèmes principaux :

- La préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines;
- La préservation des milieux aquatiques et particulièrement les zones humides;
- La protection contre les inondations;
- La préservation de l'estuaire et de la zone littorale.

En matière de gestion qualitative de la ressource en eau

La prise en compte de la gestion des eaux usées passe par la définition d'un traitement à la parcelle et d'une possibilité de raccordement au collectif quand celui-ci sera en activité.

Prise en compte des ruissellements sur l'ensemble du territoire de Widehem. Certaines des dispositions ont été inscrites au règlement (article 4) dans le but d'assurer la protection de la ressource en eau, notamment en fixant des prescriptions en matière d'assainissement.

Le document prend en compte cette données afin d'éviter l'érosion des sols et les éventuelles ruissellements des coteaux agricoles, en préservant les éléments naturels pouvant agir sur l'infiltration des eaux.

Le maintien de trame bocagère et d'un réseau d'éléments naturels ponctuels : Les éléments naturels ponctuels tout comme les grands ensemble naturels sont répertoriés au zonage en zone naturelle et sont préservés de toutes constructions.

Le Projet de PLU :

- respecte des objectifs fixés par le SAGE pour la limitation des surfaces imperméabilisées (orientation stratégique 4) ;
- respect les objectifs fixés par le SAGE pour le maintien des éléments paysagers concourant directement à la bonne gestion de l'eau et au fonctionnement du bassin versant afin de prévenir les risques liés aux ruissellements et aux inondations, et également de préserver la qualité des cours d'eau et des milieux aquatiques (orientations stratégiques 2 et 4) ;

Le SDAGE et le SAGE sont autant d'outils pour mettre en place au mieux les préconisations de la trame verte et bleue régionale.

Le projet intègre les données de la trame verte et bleue régionale et va même au-delà afin d'anticiper sur le traitement des problématique de développement durable et les enjeux de préservation de la biodiversité.

L'ensemble de la démarche de préservation au sein du document d'urbanisme contribue à la constitution de continuités naturelles entre milieux par la pénétration d'éléments naturels susceptibles de jouer le rôle de relais entre espaces naturels, espaces dévolus à l'activité agricole et le tissu urbain.

IV. Justification de la transcription au document graphique et des dispositions règlementaires

IV. 1. Bilan des surfaces de zone

Le tableau de surface de zone permet d'évaluer la part de chacune des zones au sein du territoire commune. En l'absence de document de planification en vigueur, l'évolution ne peut être analysée.

	Nom de zones au PLU	Superficie au PLU (ha)	<i>Part de la zone au sein du territoire communal</i>
Zones urbaines à vocation mixte	UD	14,0	1,9%
Zones urbaines à vocation d'activités	UE	0,5	0,1%
TOTAL Zones urbaines		14,5	2,0%
Zones d'urbanisation future à vocation mixte court et moyen terme	1AU	0,4	0,1%
Zones d'urbanisation future à vocation mixte long terme	2AU	0,7	0,1%
Total Zones d'urbanisation future		1,1	0,2%
Zone à vocation agricole	A	523,3	97,0%
Zones agricoles sur lesquelles sont implantées des éoliennes	Ae	174,1	
Zones d'habitat isolé	Ah	0,2	0,0%
Total Zones Agricoles		697,6	97,1%
Zone naturelle de protection des sites et des paysages	N	5,4	0,8%
Total Zones naturelles		5,4	0,8%
SUPERFICIE TOTALE :		718,6	100,0%

IV. 2. Justification des limites de zone

Le projet conçu et exprimé dans le PADD précédant la règle, l'objectif des dispositions réglementaires est de permettre la maîtrise et la gestion des évolutions tout au long du processus de transformation de l'espace.

Le territoire de la commune de Widehem est donc divisé en différentes zones délimitées en vertu de leur spécificité, leur fonction ou leur vocation. La délimitation et le règlement des zones ont été établis en vue de garantir des occupations du sol en harmonie avec leur environnement urbain ou naturel.

Le territoire couvert par le PLU, correspond à l'ensemble du territoire communal : il est divisé en zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles. Le découpage des zones s'est opéré selon un principe de compatibilité avec le projet communal : les zones urbaines couvrent la partie agglomérée, les espaces agricoles sont préservés par un classement spécifique et les secteurs naturels les plus sensibles font l'objet d'une protection accrue afin d'assurer leur sauvegarde.

▪ Les Zones urbaines

La zone urbaine (U) regroupe « les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

On recense deux types de zones urbaines sur Widehem :

- Les zones mixtes à vocation principale d'habitat et d'équipement et pouvant également accueillir des activités (commerces de proximité notamment) : UD,
- La zone à vocation économique sur laquelle est implanté l'atelier d'usinage de pointe : UE.

Les zones urbaines à vocation mixte : habitat, commerces, services : UD

La zone UD se caractérise par une mixité des usages (habitat, commerces, services et équipements d'intérêt collectif). Dans ce secteur, le bâti traditionnel se mêle aux constructions pavillonnaires et on retrouve les équipements communaux tels que la mairie, l'école et la salle municipale.

Cette zone reprend l'ensemble des constructions existantes sur le centre de Widehem ainsi que celles de l'entité bâtie située en entrée ouest de commune, secteur les Eoliennes » et celles qui s'étendent le long du chemin de Dannes. Les opérations d'ensemble réalisées sont également été intégrées en zone UD.

Le périmètre du centre bourg est ainsi limité :

1. A l'ouest, par la dernière construction implantée au nord de la route départementale 148^e5 : la parcelle située en vis-à-vis de cette dernière est également intégrée à la zone constructible, au-delà les champs agricoles sont préservés en zone agricole. Le panneau d'agglomération située à la fin de la parcelle bâtie marquera la fin de la partie urbanisée de la commune.



2. Au sud de la partie urbanisée, seules les constructions existantes sont intégrées à la zone urbaine. L'ensemble des constructions liées à l'exploitation située rue des Pinsons est classé en zone agricole.

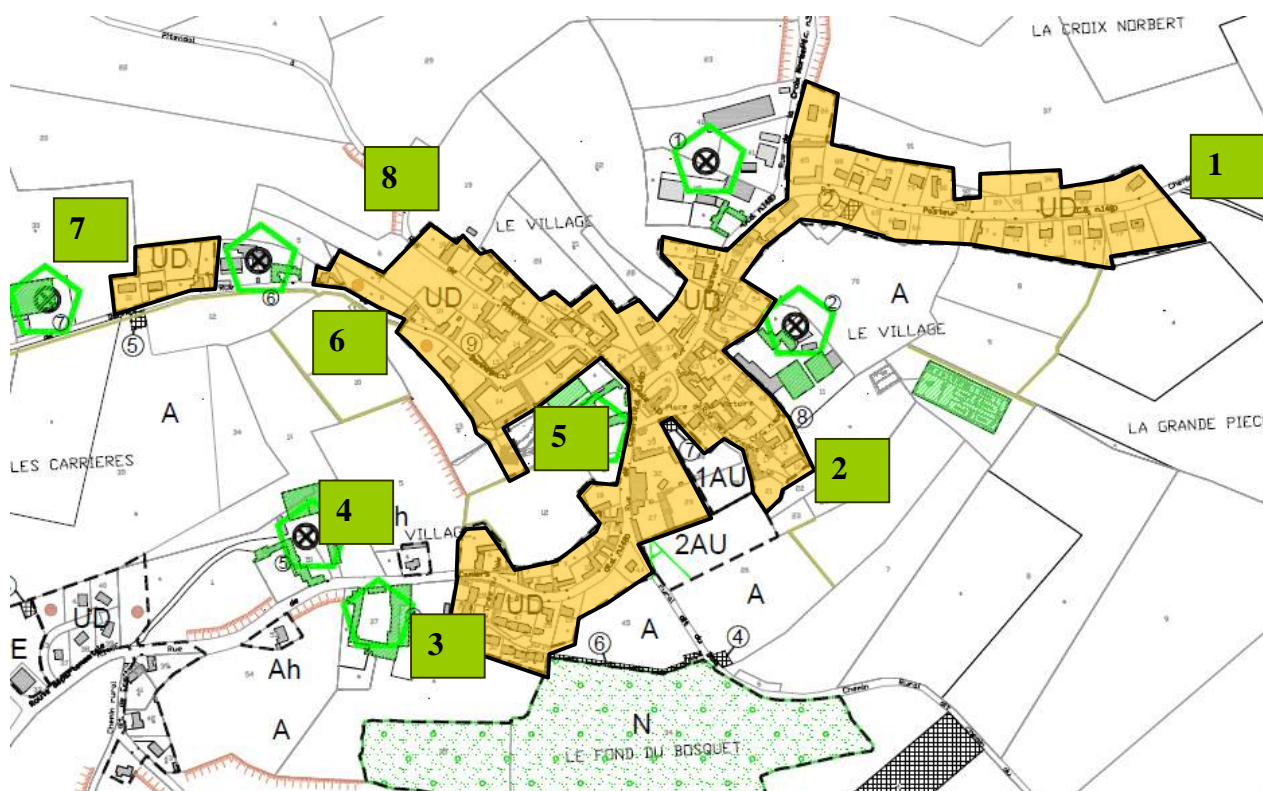
3. Rue de Camiers, le secteur du centre bourg s'arrête aux dernières constructions existantes avant la coupure d'urbanisation formée par la présence de deux exploitations agricoles de part et d'autre de la route départementale. Ces dernières sont identifiées en zone agricole (4). L'habitation isolée de la trame urbaine est reprise en zone Ah.



5. De même, l'exploitation présente face à l'église est reprise en zone agricole. Toutefois, l'habitation qui s'est récemment construite sur l'arrière de cette exploitation a été reprise en zone urbaine.

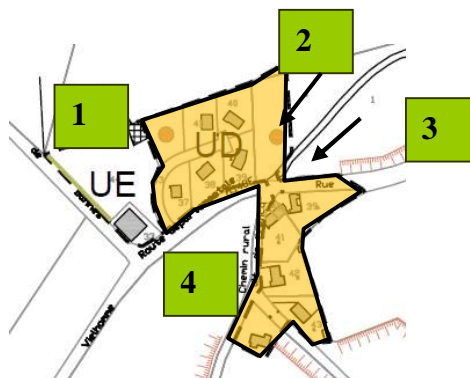
7. Chemin de Dannes, seules les constructions existantes ont été reprises en zone urbaine : aucune extension linéaire n'est prévue sur ce secteur. Le sud de la voie est préservé en zone agricole. Comme pour la rue de Camiers, la zone s'arrête avant la l'exploitation agricole implantée au nord de la rue. Toutefois les constructions à usage d'habitation identifiées au-delà de cette exploitation sont reprises en zone U. (7)

8. Au nord de la partie urbanisée, rue de Pitendal, la zone urbaine s'arrête au droit de la dernière construction implantée au nord de la voie libérant ainsi un terrain constructible. Une coupure est maintenue avec le nouveau cimetière implanté plus haut sur la rue.



Le périmètre de la zone urbaine « Les Eoliennes » est ainsi limité :

1. A l'ouest, la zone urbaine est limitée par la zone d'activités.
2. Au nord de la rue de Camiers, la zone reprend les constructions existantes (2) . Les talus identifiés (3) le long de cet axe sont repérés au titre de l'article L 123-1-5 7° afin de préserver l'identité rurale.
4. Au sud de la rue de Camiers, la zone urbaine reprend les constructions implantées chemin de Frencq.



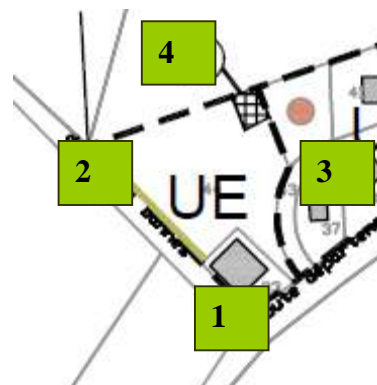
Notons que les habitations situées rue de Camiers entre les deux entités urbaines identifiées, a été reprise en zone d'habitat isolé Ah. Malgré la proximité de la zone urbaine « Les Eoliennes », l'habitation présente un caractère isolé du fait que l'ensemble des talus entourant l'habitation sont importants et ferment toute ouverture paysagère sur les constructions voisines.



La zone urbaine à vocation d'activités : UE

La commune identifie un secteur spécifique réservé à l'implantation d'activités à vocation économique. L'atelier d'usinage de pointe y est par ailleurs déjà implanté. Cette zone bénéficie d'une desserte à partir des voies existantes au pourtour de la zone sans multiplier les sorties sur la route départementale.

La zone est donc identifiée entre la route de Camiers (1) au sud, le chemin de Dannes à l'ouest (2), les habitations existantes à l'est (3). La limite nord (4) correspond au prolongement de la limite arrière des habitations implantées à proximité immédiate.



▪ Les zones à urbaniser

L'article R123-6 du Code de l'Urbanisme prévoit que peuvent être classés en zones à urbaniser, dites " zones AU ", les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Le projet de Widehem a définie un projet d'ensemble sur le centre bourg. Toutefois, ce secteur de développement est scindé en deux secteurs distincts: un secteur 1AU, urbanisable à court terme du fait de la présence des réseaux et une partie en 2AU qui nécessite des travaux de réseaux.

Ces deux secteurs permettront de répondre aux besoins de développement de la commune. Les zones 1AU et 2AU localisent les secteurs dont la principale destination est l'habitat, mais pouvant également accueillir des activités complémentaires à ces zones (commerces, bureaux, artisanat) ou des équipements publics.

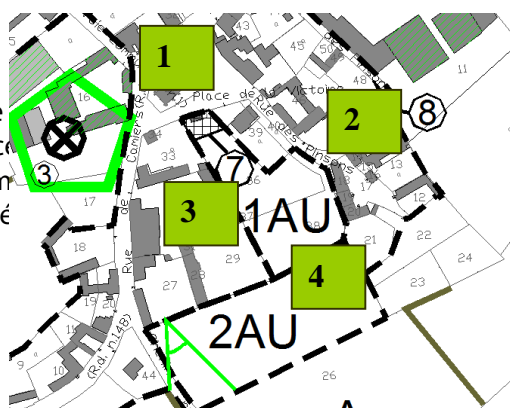
La localisation des zones de développement s'appuie sur :

- la volonté de prioriser le renforcement du centre bourg,
- la recherche d'une urbanisation équilibrée en fonction des besoins de la commune
- sur le réseau des modes alternatifs et la présence des équipements pour favoriser les déplacements piétons.

Le secteur 1AU

La première partie du secteur de développement se situe

- la place : la dernière parcelle non bâtie est intégrée à ce
- la rue des Pinsons (2): la dent creuse existante perm
- Pinsons et le chemin du Bois : ce secteur sera ainsi dé
- complexe,
- les habitations existantes et
- le mur d'enceinte existant au sud de la parcelle (4).



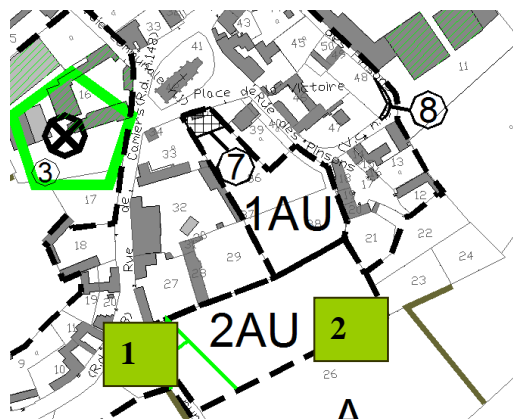
Dans un premier temps, l'urbanisation sera contenue dans la limite de cet ensemble dont la limite est le mur d'enceinte.

Le secteur 2AU

La zone 2AU consiste le prolongement de la première phase: il permettra d'étoffer le développement du centre bourg.

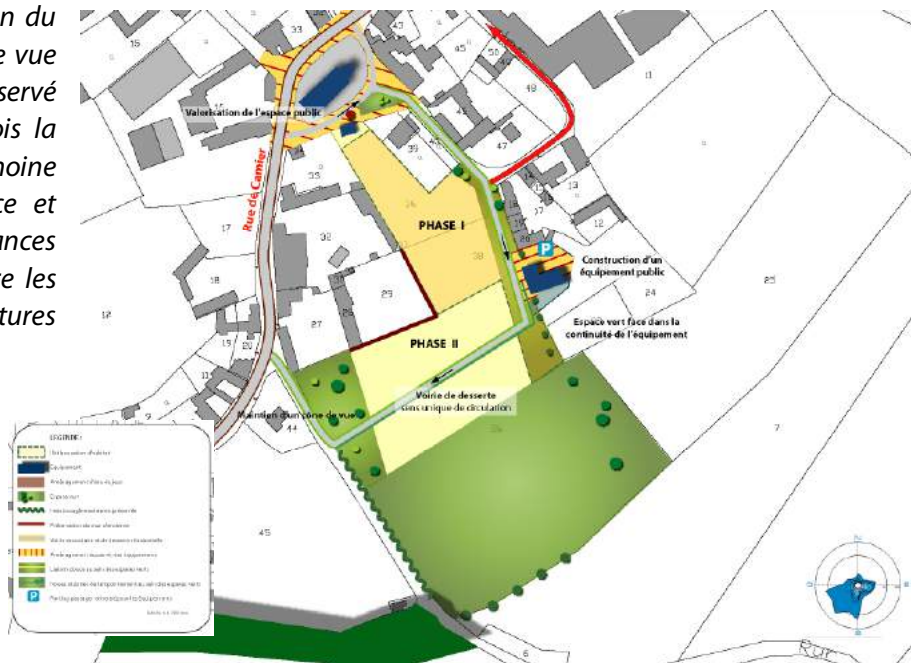
Une modification du Plan Local d'Urbanisme sera nécessaire pour ouvrir cette zone à l'urbanisation; jusque-là, les terrains concernés gardent leur utilisation actuelle.

La zone 2AU est alors délimitée par le Chemin du Bois à l'ouest (1) et le prolongement de la haie existante à l'est de la zone (2).



Une orientation d'aménagement et de programmation a été définie sur ce secteur, les principes d'aménagement retenus sont les suivants :

- *Création d'une aire de desserte entre la rue des Pinsons et le chemin du Bois : cette voie en sens unique de circulation permettra de désenclaver la rue des Pinsons et l'organisation des futures habitations. La voie viendra longer et desservir la parcelle réservée pour la création d'un équipement public.*
- *Valorisation de la construction située au nord de la parcelle, donnant sur la place du village. Un espace vert sera préservé autour du patrimoine identifié.*
- *Accompagnement paysager de la voie de desserte et préservation d'un cône de vue à partir de la rue des Pinsons : cet aménagement permet également la réalisation d'un espace vert dans la continuité immédiate du futur équipement, il assure la continuité entre l'équipement et les habitations.*
- *Création d'un parvis au contact de la voie de desserte afin de valoriser l'équipement et l'intégrer à l'ensemble du tissu urbain. Dans un premier temps (en attente de l'urbanisation de la zone 2AU), cet espace public pourra servir d'aire de retournement aux véhicules*
- *Préservation du mur d'enceinte longeant la partie ouest de la zone de développement.*
- *Au contact du Chemin du Bois, un large cône de vue paysager sera préservé afin d'assurer à la fois la valorisation de patrimoine architectural en place et pour limiter les nuisances (par vue directe) entre les riverains et les futures habitations.*

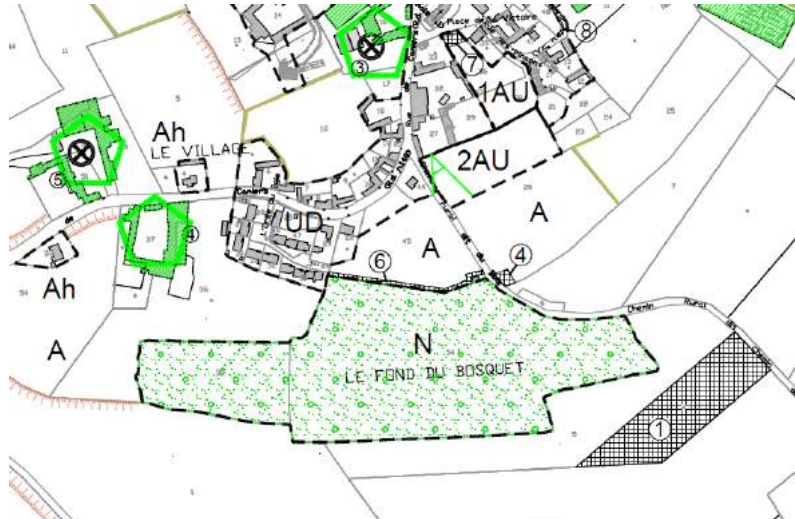


▪ Les Zones Naturelles

En vertu de l'article R.123-8, les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". "Peuvent y être classés les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels."

La zone N correspond à une zone de protection des sites et des paysages.

L'unité de Boisement est classée en zone naturelle.



IV. 3. Justification des dispositions réglementaires attachées au zonage

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme a été établi sur la base des règles édictées au Plan en vigueur, quelques adaptations nécessaires à la prise en compte de l'évolution de la loi SRU et des adaptations par rapport à sa mise en œuvre.

▪ **Articles 1 et 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS**

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit l'affectation des sols selon les usages principaux par une lecture combinée de la vocation de la zone reprise au chapeau et des articles 1 et 2 des règlements de zone, les interdictions et les conditions déterminant le caractère de la dite zone.

Les articles 1 déterminent les occupations et utilisations du sol interdites; les articles 2 réglementent les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Les Zones urbaines et à urbaniser

Répondre à la diversité

Les zones UD et 1AU sont des zones mixtes dans les usages. Elles permettent d'accueillir tant de l'habitat, des AU équipements, des espaces publics, et des activités économiques, commerces et services. En effet, de nombreux types d'occupation du sol sont autorisés afin de pérenniser la diversité fonctionnelle du tissu urbain existant ou futur.

Les zones UE ont une destination plus précise répondant aux besoins des entreprises en activité ou à venir.

Des utilisations et occupations compatibles

Il est évident d'interdire les implantations incompatibles avec les autres implantations autorisées telles que les carrières, les éoliennes, les pylônes de transmission radiotéléphonique.

De même, les constructions à usage d'activité admises sont soumises également à cette condition de compatibilité avec l'habitat environnant (elles doivent être compatibles avec les milieux environnants et éviter ou tout au moins réduire les nuisances et dangers).

Maintien du cadre de vie

Les zones urbaines et à urbaniser à vocation mixte doivent contenir des espaces tant publics que privés laissant une perception urbaine agréable. Ainsi, l'habitat précaire n'est pas autorisé (caravanes, mobil-homes ou abris inesthétiques et manquant de confort), de même que les dépôts.

La zone agricole

La zone agricole est exclusivement destinée à cette activité. Elle est strictement réglementée. Sont interdites toutes occupations ou utilisations des sols non liées à l'activité agricole.

Ainsi, afin d'éviter une incompatibilité entre l'espace agricole et l'habitat, l'habitat y est interdit à l'exception des constructions à usage d'habitation nécessaires à l'activité autorisée. Néanmoins, dans le but d'éviter le mitage de la plaine agricole, ces constructions à usage d'habitat doivent être implantées à proximité immédiate du corps de ferme.

Les constructions autorisées, autres qu'à usage d'habitat, sont celles liées à l'activité agricole. L'activité est ici entendue au sens large, permettant d'y inclure l'ensemble des activités liées au monde rural et la diversification des activités, conformément à la définition des activités agricoles stipulée à l'article L.31 1-1 du code rural. Il s'agit des activités liées à l'acte de production ainsi que celles qui en sont le prolongement ou qui ont pour support l'exploitation :

- les centres équestres, hors activités de spectacle,
- les fermes auberges répondant à la définition réglementaire, à la condition notamment d'être implantées sur une exploitation en activité,
- le camping à la ferme répondant à la définition réglementaire, à la condition notamment d'être implanté sur une exploitation en activité,
- les locaux de vente directe de produits agricoles provenant essentiellement de l'exploitation,
- les locaux de transformation des produits agricoles issus de l'exploitation,
- les locaux de conditionnement des produits agricoles issus de l'exploitation,
- les locaux relatifs à l'accueil pédagogique sur l'exploitation agricole.

Une habitation isolée est identifiée en zone Ah : le règlement de ce sous-secteur envisage donc des extensions mesurées de cet habitat isolé, laissant aux occupants l'entretien aisé et l'adaptation de l'habitat à leurs besoins. Ainsi, les extensions et constructions d'annexes et dépendances de l'habitation pourront être réalisées sous conditions :

- L'extension des habitations existantes destinées à une amélioration justifiée des conditions d'habitabilité pour les occupants et dans la limite de 1.5 de la SURFACE DE PLANCHER initiale avec un maximum de 200m² résultant,
- Les constructions de bâtiments annexes dont la surface n'excède pas 25m² et situés sur la même unité foncière que la construction à usage d'habitation concernée,
- Les travaux ayant pour effet de changer la destination de bâtiments existants, ainsi que la transformation en résidences principales ou secondaires, gîtes ruraux, dans la mesure où il n'y a pas incompatibilité avec la vocation de la zone.
- les techniques permettant l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires, chauffe-eau solaires...) ou de techniques durables (toitures végétalisées...) sont autorisées.

D'autre part, la zone agricole comprend un sous-secteur de protection stricte : Ae. Aucune construction même agricole n'y sera autorisée, seul **le remplacement des éoliennes existantes à date d'approbation du PLU est autorisé.**

Ce secteur se situe sur le point haut de la commune : toute construction aurait un impact paysager important. D'autre part, il se situe à proximité immédiate du coteau de Dannes-Camiers, identifiés en ZNIEFF de type 1.

Ainsi, la vocation agricole du lieu est reconnue par le classement en A mais les constructions y sont interdites.

Les zones naturelles

La zone naturelle est strictement réglementée. Toute construction (autre qu'un abri de pâture de moins de 20m²) est interdite pour lutter contre le mitage et protéger les sites.

En effet, les principes de renforcement des centralités et de concentration de l'urbanisation autour du bourg sont incompatibles avec la prolifération d'habitations au sein du territoire naturel.

▪ **Article 3 : CONDITIONS DE DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

Les impasses à créer ou à prolonger doivent permettre le demi-tour des véhicules de collecte des ordures ménagères et des divers véhicules utilitaires.

Afin de prendre en compte la réglementation en vigueur concernant la défense incendie (circulaire de 1951 et règlement opérationnel départemental), les voiries et accès doivent être suffisamment larges pour permettre la circulation des engins de lutte contre l'incendie

L'appréciation de la suffisance de la desserte dépend du critère de la sécurité qui s'examine en fonction du projet. L'autorisation d'accès pourra être subordonnée à certaines conditions d'aménagement au moment de la demande.

▪ **Article 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX EN EAU, ASSAINISSEMENT, ENERGIE ET TELECOMMUNICATION**

Les articles concernés par la desserte par les réseaux font référence au projet de zonage d'assainissement. Ainsi, le système d'assainissement des eaux usées devra intégrer la réalisation prochaine de l'assainissement collectif sur la commune.

Pour des raisons esthétiques, le règlement impose l'enfouissement des réseaux et branchements filaires.

▪ **Article 5 : SUPERFICIE DES TERRAINS**

En dehors des zones desservies par l'assainissement collectif, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales préconisait une surface minimale des 700 m² pour qu'un terrain soit constructible.

Toutefois au regard de l'évolution des techniques pour assurer l'assainissement des particuliers (micro-station), et parce que la réalisation d'un assainissement collectif est programmé sur la commune : cet article n'est plus renseigné.

▪ **Articles 6,7, 8, 9, 10 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS ET DENSITES**

De manière générale, il s'agit de permettre une implantation des constructions réfléchie de manière à minimiser les besoins énergétiques (chauffage, climatisation et éclairage), minimiser l'impact du vent et favoriser l'accès au soleil. Ainsi seront pris en compte pour l'implantation de la construction :

- l'orientation du terrain et la course du soleil (en hiver comme en été),
- l'orientation des vents dominants,
- l'environnement immédiat (qui peut influencer sur les apports solaires).

La combinaison des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 14 déterminent l'implantation des constructions et leurs densités.

Art 6 : Dans l'optique de favoriser un aménagement urbain de qualité, le retrait maximal des constructions est fixé à 20 mètres de l'alignement. Les constructions pourront s'implanter pignon sur rue et de manière perpendiculaire à la voie si cela permet d'orienter de façon plus judicieuse la construction par rapport à l'ensoleillement, les vents dominants, les pluies,...

Cette disposition vise également à contrecarrer les constructions dites "en marteaux" qui peuvent, à terme, être génératrices de conflits de voisinage.

▪ **Articles 11 et 13 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS**

De manière générale, il s'agit de maintenir le contexte local en favorisant une architecture traditionnelle et un aménagement cohérent des parties privatives :

- Respecter les volumes existants et traditionnels. Les matériaux d'origine des bâtiments doivent être préservés en cas d'intervention. Les architectures pastiches d'autre région seront interdites. Les couleurs de façades devront respecter le nuancier joint au règlement afin d'éviter toute couleur criarde ayant un impact important dans le paysage urbain de la commune.

▪ **Article 12 : LE STATIONNEMENT**

Afin de limiter l'occupation de l'espace public et de sécuriser les usagers des modes de déplacements doux, le Plan Local d'Urbanisme contient une réglementation stricte imposant le stationnement sur la parcelle dans des quantités variables en fonction : du type d'occupation et d'utilisation du sol, de leur destination et de leur localisation.

Le nombre de véhicules par ménage étant de plus en plus important, le stationnement couvert ou non est exigé sur la parcelle avec un minimum de deux emplacements par logement, y compris le garage, dans les nouvelles zones à urbaniser.

IV. 4. Justification des autres dispositions réglementaires

▪ **Le changement de destination des bâtiments agricoles**

L'article L123-3-1 du Code de l'urbanisme précise que :

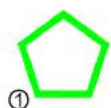
« Dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole. »

Chaque exploitation agricole a été identifiée : un repérage numéroté renvoie à un zoom qui permet de définir les bâtiments pour lesquels un changement de destination sera autorisé.

L'objectif pour la commune étant d'encourager à la préservation du patrimoine architectural existant et à la diversification des exploitations agricoles afin d'en maintenir un maximum en activités.

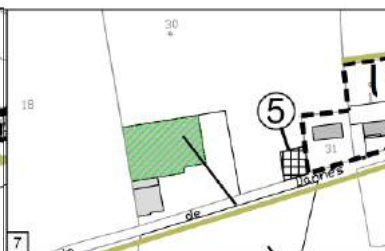
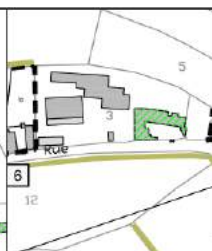
Sont identifiés comme pouvant changer de destination :

- les constructions anciennes du corps de ferme, le plus souvent en briques avec couverture à double pentes en tuile de teinte rouge orangée,
- les constructions à usages d'habitation actuelle,
- les hangars dont l'état général permettrait l'accueil d'activité de type artisanale.



Bâtiments en zone agricole, présentant un intérêt patrimonial et dont le changement de destination est autorisé (article R 123-12 du Code de l'Urbanisme)

Localisation des bâtiments (échelle 1/2500) :

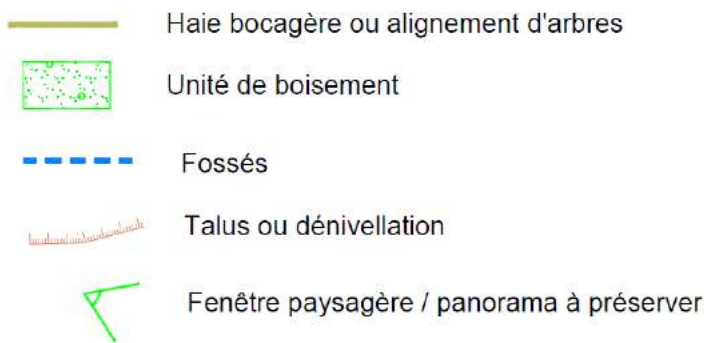


▪ Les éléments naturels repérés au titre de l'article L 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme

L'unité de boisement présente sur le territoire ainsi que les haies bocagères et les talus ont été identifiés au titre de l'article L 123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme afin d'assurer la préservation du cadre paysager de la commune.

Eléments paysagers à protéger au titre de l'art. L123 -1-5 7° du Code de l'Urbanisme :

Eléments du paysage naturel :



▪ Les emplacements réservés

Plusieurs emplacements réservés sont prévus au plan de zonage.

On peut regrouper les emplacements réservés par objectifs :

- Ceux relatifs à la création de l'assainissement collectif : pour l'emplacement de la future station d'épuration et la mise en place des postes de refoulement,
- Ceux relatifs à la création de voie d'accès et d'espaces publics.

Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Station d'épuration	Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable de la région de Widehem	9240/9400 m²
2	Poste de refoulement n°2		250 m²
3	Poste de refoulement n°3		190 m²
4	Poste de refoulement n°4		200 m²
5	Poste de refoulement n°5		244 m²
6	Servitude de passage		665 m²
7	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m²
8	Aménagement de voirie	Commune	50 m²
9	Aménagement de voirie	Commune	64 m²

V. Incidences du projet sur l'environnement et mesures prises pour sa préservation

V.1. Incidences sur le milieu physique

Avec un sol de nature limoneuse et crayeuse, le site est sensible en matière d'infiltration et aussi en terme de rejet vis-à-vis de la proximité du cours d'eau.

L'assainissement des eaux usées devra être conforme avec le zonage d'assainissement. Ce principe limitera au maximum les pollutions accidentelles.

V.2. Incidences sur le milieu biologique

Les terrains destinés à être urbanisés sont localisés soit au cœur de la partie urbanisée soit aux franges de celle-ci, il s'agit de prairies utilisées pour le pâturage des animaux. Ainsi, la végétation et la faune sauvage présentes essentiellement dans les secteurs naturels des pourtours ne sont pas impactés.

En outre, le projet préserve l'espace boisé, qui est classé en zone naturelle.

La zone NATURA 2000

Le projet n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur la zone NATURA 2000. La plus proche se situe en limite ouest de la commune. Le secteur situé entre la Natura 2000 et l'autoroute est classé en Ae : ce secteur à usage agricole est strictement protégé : aucune construction autre que le remplacement des éoliennes existantes n'y sera autorisée.

D'autre part, l'ensemble des espaces relais situés au pourtour de la trame urbaine et repris dans la Trame Verte et Bleue ont été préservés afin de préserver les échanges écologiques. Rappelons toutefois, qu'aucun corridor biologique n'est identifié sur le territoire communal au sein de la Trame Verte et Bleue régionale.

Les zones humides identifiées au SAGE

La commune ne compte pas de zones humides identifiées par la SAGE. Les espaces de prairies situées au point le plus bas de la commune ont été préservés de tout développement urbain.

V.3. Incidences sur les zones non urbanisées

Le projet intègre le principe de minimiser la consommation et le grignotage des espaces agricoles. La localisation de la zone d'urbanisation future se situe au plus près de la zone urbaine actuelle. Aucune nouvelle zone urbaine linéaire n'a été identifiée sur le territoire. La construction existante en zone agricole a été identifiée en habitat isolé : le caractère urbain n'est pas reconnu pour ce secteur.

Toutefois, les zones d'extension urbaine vont avoir pour conséquence de réduire des espaces de prairies. Ces derniers se situent aujourd'hui enclavés entre la rue des Pinsons et le chemin du Bois. L'urbanisation de ces espaces va donc engendrer une modification du paysage de la commune (volume du bâti, voiries,...). C'est pourquoi le respect du principe de concentration de l'urbanisation permet d'assurer une continuité des futures zones avec l'existant, en évitant de dénaturer les paysages en dehors des parties urbanisées.

V.4. Incidences sur le cadre de vie

Réduction de l'émission des gaz à effet de serre

L'enjeu de la loi consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air, et à ces fins, économiser et à utiliser rationnellement l'énergie.

Le Plan Local d'Urbanisme s'est efforcé d'opérer une localisation rationnelle des futures constructions. Les zones qui seront ouvertes à l'urbanisation se situent à proximité du centre de vie de la commune. Comblant les espaces vides d'urbanisation à l'intérieur du tissu urbain ou à sa périphérie immédiate, leur localisation permet de minimiser la longueur des déplacements.

Les déplacements

Le projet vise à favoriser le recours aux modes de déplacement doux : la localisation de la zone de développement à proximité immédiate des équipements (scolaire notamment), et des offres de transports en commun (réseau bus) a pour ambition de maximiser les déplacements piétons et deux roues au cœur de bourg.

Le projet est, dans ce sens, au plus proche des notions de développement durable et au plus proche du respect des paysages et de l'environnement de Widehem avec des incidences réduites sur l'environnement.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de WIDEHEM

Modification simplifiée du PLU

Dossier de révision

- ***PLU approuvé le 29/06/2013 et mis à jour le 26/10/2021 et le 03/06/2022***
- Approbation de la modification simplifiée par délibération du conseil communautaire en date du 04/07/2024,

Vu pour être annexé au PLU suite à la
délibération approuvant la révision allégée,
Fait à Montreuil-Sur-Mer,
Le Président de la CA2BM.
Monsieur COUSEIN Bruno





Modification simplifiée du PLU de Widehem

Dossier de révision

I – Notice Explicative

II – Résumé Non Technique

III – Plan de zonage avant modification

IV – Plan de zonage après modification

Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Widehem



SOMMAIRE

CONTEXTE DE L'ETUDE	3
CONTEXTE JURIDIQUE	3
CONTEXTE DE L'ETUDE	5
OBJET DE LA MODIFICATION	6
SUPPRESSION D'EMPLACEMENTS RESERVES	

CONTEXTE DE L'ETUDE

I. Contexte juridique

- Le cadre législatif et réglementaire

La modification du plan local d'urbanisme est possible lorsque la procédure de révision de ce dernier n'est pas requise, au regard de l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* »

La révision du PLU s'impose lorsque le projet change les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ou s'il diminue des espaces agricoles, naturels ou encore porte atteinte à des protections mises en place.

Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, les champs d'application prévoient la rectification d'une erreur matérielle. **En l'espèce, il s'agit d'une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem.**

L'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme est venue réformer et simplifier ces procédures à compter du 1^{er} janvier 2013 et a ainsi modifié le champ d'application de la procédure de modification.

Le décret n°2013-142 du 14 février 2013, pris pour application de l'ordonnance du 5 janvier 2012, est venu préciser les procédures d'évolution des documents d'urbanisme et modifie ainsi les dispositions réglementaires relatives à ces procédures.

L'élaboration d'un PLU intercommunal valant PLH, a été lancée en avril 2017 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois auquel appartient la commune de Camiers. Suite aux différentes lois successives : la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars 2014, la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, et la loi n°2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), l'urbanisme a connu diverses réformes telles que le transfert aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) de la compétence urbanisme, avec le transfert des PLU.

Dans le cadre de l'élaboration des PLU intercommunaux, les communes déjà dotées d'un PLU peuvent modifier leur document, ou le réviser conformément à l'article L153-3 du Code de l'Urbanisme, cette dernière possibilité issue de la loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017, n°2017-86. A terme, le PLUi approuvé se présentera comme un document unique pour l'ensemble des 46 communes de la CA2BM, conformes aux objectifs actuels de la législation en matière d'urbanisme et aux objectifs du PADD débattu par le conseil communautaire.

- Le champ d'application de la modification simplifiée

Les procédures de modification du Plan Local d'Urbanisme sont fixées par les articles L153-36 à L153-48 du Code de l'urbanisme de la manière suivante :

Code de l'urbanisme - Partie législative - Livre Ier : Réglementation de l'urbanisme - Titre V : Plan local d'urbanisme - Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme

Section 6 : Modification du plan local d'urbanisme

Article L153-36 du Code de l'Urbanisme :

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37 du Code de l'Urbanisme :

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-38 du Code de l'Urbanisme :

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article L153-39 du Code de l'Urbanisme :

Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

Article L153-40 du Code de l'Urbanisme :

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Sous-section 2 : Modification simplifiée

Article L153-45 du Code de l'Urbanisme :

La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;
- 2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;
- 3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas.

Article L153-46 du Code de l'Urbanisme :

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

Article L153-47 du Code de l'Urbanisme :

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. Lorsque le projet de modification simplifiée procède d'une initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur le territoire de celle-ci, le bilan de la mise à disposition est présenté par ce maire devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui délibère sur le projet dans les trois mois suivant cette présentation.

Article L153-48 du Code de l'Urbanisme :

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

II. Contexte communal

La commune de Widehem appartient à la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM), laquelle se compose de 46 communes pour un total de 66 119 habitants (sources INSEE 2018). La CA2BM a été créée le 1er janvier 2017, elle est issue de la fusion des 3 communautés de communes suivantes : Opale Sud, Mer et Terres d'Opale (dont Widehem est issue) et du Montreuillois. Elle fait partie du Schéma de Cohérence Territoriale de Pays Maritime et Rural du Montreuillois.

Le territoire communautaire représente environ 7.2km² pour une densité de population d'environ 34 habitants au km², ce qui en fait un territoire globalement rural. Le village est le passage obligé des randonneurs et cyclotouristes qui y trouvent un moment de calme et de repos bien mérité et apprécient un instant la qualité de vie d'une petite commune rurale.

Sur la place du village, un petit bâtiment ancien entouré d'un parc public avec terrain de pétanque et jeux pour enfants les accueille. Le parking gratuit est assuré, un aménagement pour pique-niquer les attend face à un environnement exceptionnel : le littoral à l'ouest, les Terres d'Opale à l'est. Un panorama à perte de vue, nous sommes à 150m d'altitude.

Widehem se situe à la limite du "Parc Naturel des Caps et Marais d'Opale" reconnu pour sa diversité de milieux : littoral, falaises, forêts, bocage, espace dunaire, coteaux calcaires.

Un environnement qui abrite une faune et une flore d'une grande richesse et fait l'objet d'une préoccupation majeure : préserver et améliorer la beauté naturelle du paysage tout en favorisant des modes de développement sociaux et économiques viables.

Le territoire est couvert par un plan local d'urbanisme (PLU) communal, lequel a été approuvé le 29 juin 2013.



Cartographie du territoire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois– Localisation de la commune de Widehem

Il est important de noter que la communauté d'agglomération à laquelle appartient Widehem a entrepris une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, intégrant un volet Habitat, sur son périmètre intercommunal ; la délibération a été prescrite par le conseil communautaire en date du 6/4/2017. Ainsi, la commune de Widehem est concernée par la procédure en cours et sera couverte à termes par un document intercommunal avec les 45 autres communes composant le territoire.

Actuellement la procédure d'élaboration en est à la phase de définition du projet de territoire. Le bilan du diagnostic et les enjeux ayant pu être dégagés, il s'agit d'imaginer le territoire pour les 10 à

15 années à venir, en prenant en compte une diversité de thématiques toutes autant importantes les unes que les autres. Cette réflexion se fait de manière différenciée à l'échelon intercommunal, à l'échelle des bassins de vie, selon l'entité paysagère.

Dans le cadre actuel, chaque document d'urbanisme opposable peut ainsi évoluer afin de permettre la réalisation de projet présentant un intérêt général. Au demeurant, l'évolution des documents d'urbanisme en vigueur se doit de suivre une logique de prise en considération des enjeux dégagés au projet intercommunal. Afin d'apparaître cohérent avec le droit actuel et le projet intercommunal à venir, il s'agit de d'ores et déjà illustrer l'intention de ne pas aller dans le sens contraire des objectifs recherchés.

Sans impact sur le projet d'évolution du document d'urbanisme, mais pris en compte au futur PLUi-H, sont notamment considérés :

- Les objectifs de croissance de population et de production logements : ces évolutions génèreront des opérations à inclure dans les « coups partis » (productions réalisées) à déduire des droits à construire calculés à échéance
- La thématique du foncier : en corrélation avec la production de logements, l'éventuelle consommation foncière générée par le projet pourra impacter les droits en termes de foncier et donc à construire. Aussi, le foncier s'analyse, selon le projet et son enjeu, en fonction des impacts potentiels, localisation.
- Le recul stratégique : étant donné le caractère littoral de la commune, nécessité d'envisager les projets en retrait du trait de côte, dans les zones urbanisées en repli afin d'anticiper le risque d'érosion du trait de côte dans les décennies à venir.

OBJET DE LA MODIFICATION

La modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Widehem a pour objet :

- De supprimer des emplacements réservés

Suppression des emplacements réservés n°1, n°2, n°3, n°4, n°5 et n°6

Cadrage :

L'article L152-2 du code de l'urbanisme précise que : « Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L. 230-1 et suivants.

Lorsqu'une servitude mentionnée à l'article L. 151-41 est instituée, les propriétaires des terrains concernés peuvent mettre en demeure la commune de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus aux articles L. 230-1 et suivants. »

Le PLU a prescrit des emplacements réservés aux fins de réalisation d'intérêts général : ces emplacements réservés sont toujours inscrits au PLU et gèlent la constructibilité des parcelles qu'ils grèvent.

Les six premiers emplacements réservés étaient au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau potable de la région de Widehem.

Contexte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau potable de la région de Widehem n'existe plus car la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) est, aujourd'hui, compétente en matière d'adduction en eau potable.

Ces emplacements réservés concernaient notamment la création de postes de refoulement ainsi qu'une servitude de passage.

Aujourd'hui la CA2BM n'a plus l'utilité de conserver ces emplacements réservés.

Afin de les supprimer, une procédure de modification simplifiée est nécessaire.

Les 6 premiers emplacements réservés sont donc supprimés et les suivants, soit les n°7, n°8 et n°9, deviendront donc respectivement les numéros 1, 2 et 3 comme dans le tableau ci-après.

Emplacements réservés avant modification :





Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Station d'épuration	Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable de la région de Widehem	9240/9400 m ²
2	Poste de refoulement n°2		250 m ²
3	Poste de refoulement n°3		190 m ²
4	Poste de refoulement n°4		200 m ²
5	Poste de refoulement n°5		244 m ²
6	Servitude de passage		665 m ²
7	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m ²
8	Aménagement de voirie	Commune	50 m ²
9	Aménagement de voirie	Commune	64 m ²

Emplacements réservés après modification :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m ²
2	Aménagement de voirie	Commune	50 m ²
3	Aménagement de voirie	Commune	64 m ²

Légende :


-  Maisons récemment construites
-  Bâtis légers récemment construits
-  Eoliennes implantées sur le territoire
-  Limites de zones


Zones urbaines : UD : Zone urbaine, à vocation mixte
UE : Zone activité commerciales/commerce

Zones à urbaniser : 1AU : Zone d'urbanisation future à court terme, à vocation mixte
2AU : Zone d'urbanisation future, à long terme (absence de réseau)

Zones naturelles : N : Zone naturelle d'intérêt





Zones agricoles : A : Zone agricole
Ae : Zone agricole pouvant accueillir des éoliennes
Ah : Habitat isolé en secteur agricole
Ap : zone agricole concernée par le périmètre de protection du captage de Frencq

 Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

 Bâtiments en zone agricole, présentant un intérêt patrimonial et dont le changement de destination est autorisé (article R 123-12 du Code de l'Urbanisme)

Eléments paysagers à protéger au titre de l'art. L123 -1-5 7° du Code de l'Urbanisme :

Eléments du paysage naturel :

-  Haie bocagère ou alignement d'arbres
-  Unité de boisement
-  Talus ou dénivellation
-  Fenêtre paysagère / panorama à préserver


 Emplacements réservés

Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Station d'épuration	Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable de la région de Widehem	9240/9400 m²
2	Poste de refoulement n°2		250 m²
3	Poste de refoulement n°3		190 m²
4	Poste de refoulement n°4		200 m²
5	Poste de refoulement n°5		244 m²
6	Servitude de passage		665 m²
7	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m²
8	Aménagement de voirie	Commune	50 m²
9	Aménagement de voirie	Commune	64 m²

[illegible]

Légende :

- Eoliennes implantées sur le territoire
- Limites de zones
- Zones urbaines :** UD : Zone urbaine, à vocation mixte
UE : Zone activité commerciales/commerce
- Zones à urbaniser :** 1AU : Zone d'urbanisation future à court terme, à vocation mixte
2AU : Zone d'urbanisation future, à long terme (absence de réseau)
- Zones naturelles :** N : Zone naturelle d'intérêt
- Zones agricoles :** A : Zone agricole
Ae : Zone agricole pouvant accueillir des éoliennes
Ah : Habitat isolé en secteur agricole
Ap : zone agricole concernée par le périmètre de protection du captage de Frencq
- ⊗ Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)
- ①  Bâtiments en zone agricole, présentant un intérêt patrimonial et dont le changement de destination est autorisé (article R 123-12 du Code de l'Urbanisme)

Eléments paysagers à protéger au titre de l'art. L123 -1-5 7° du Code de l'Urbanisme :

Eléments du paysage naturel :






-  Haie bocagère ou alignement d'arbres
-  Unité de boisement
-  Talus ou dénivellation
-  Fenêtre paysagère / panorama à préserver
-  Emplacements réservés

Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m²
2	Aménagement de voirie	Commune	50 m²
3	Aménagement de voirie	Commune	64 m²

Commune de Widehem

Résumé non technique

Le PLU a prescrit des emplacements réservés aux fins de réalisation d'intérêts général : ces emplacements réservés sont toujours inscrits au PLU et gèlent la constructibilité des parcelles qu'ils grèvent.

Les six premiers emplacements réservés étaient au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau potable de la région de Widehem.

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau potable de la région de Widehem n'existe plus car la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) est, aujourd'hui, compétente en matière d'adduction en eau potable. Ces emplacements réservés concernaient notamment la création de postes de refoulement ainsi qu'une servitude de passage. Aujourd'hui la Ca2BM n'a plus l'utilité de conserver ces emplacements réservés.

Afin de les supprimer, une procédure de modification simplifiée est nécessaire.

Les 6 premiers emplacements réservés sont donc supprimés et les suivants, soit les n°7, n°8 et n°9, deviendront donc respectivement les numéros 1, 2 et 3 comme dans le tableau ci-après.

Emplacements réservés avant modification :

Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Station d'épuration	Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable de la région de Widehem	9240/9400 m ²
2	Poste de refoulement n°2		250 m ²
3	Poste de refoulement n°3		190 m ²
4	Poste de refoulement n°4		200 m ²
5	Poste de refoulement n°5		244 m ²
6	Servitude de passage		665 m ²
7	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m ²
8	Aménagement de voirie	Commune	50 m ²
9	Aménagement de voirie	Commune	64 m ²

Emplacements réservés après modification :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m ²
2	Aménagement de voirie	Commune	50 m ²
3	Aménagement de voirie	Commune	64 m ²

Département du Pas-de-Calais

Commune de WIDHEM

Plan de zonage

Vu pour être annexé à la délibération 29 JUN 2013
du Conseil Municipal en date du : 28 JUN 2013

ECHELLE 1 / 5.000

Légende :

- Maisons récemment construites
- Bâti légers récemment construits
- Eoliennes implantées sur le territoire
- Limites de zones

Zones urbaines : UD : Zone urbaine, à vocation mixte
UE : Zone activité commerciales/commerce

Zones à urbaniser : 1AU : Zone d'urbanisation future à court terme, à vocation mixte
2AU : Zone d'urbanisation future, à long terme (absence de réseau)

Zones naturelles : N : Zone naturelle d'intérêt

Zones agricoles : A : Zone agricole
Ae : Zone agricole pouvant accueillir des éoliennes
Ah : Habitat isolé en secteur agricole
Ap : zone agricole concernée par le périmètre de protection du captage de Frencq

⊗ Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

Ⓢ Bâtiments en zone agricole, présentant un intérêt patrimonial et dont le changement de destination est autorisé (article R 123-12 du Code de l'Urbanisme)

Eléments paysagers à protéger au titre de l'art. L123-1-4 7° du Code de l'Urbanisme :

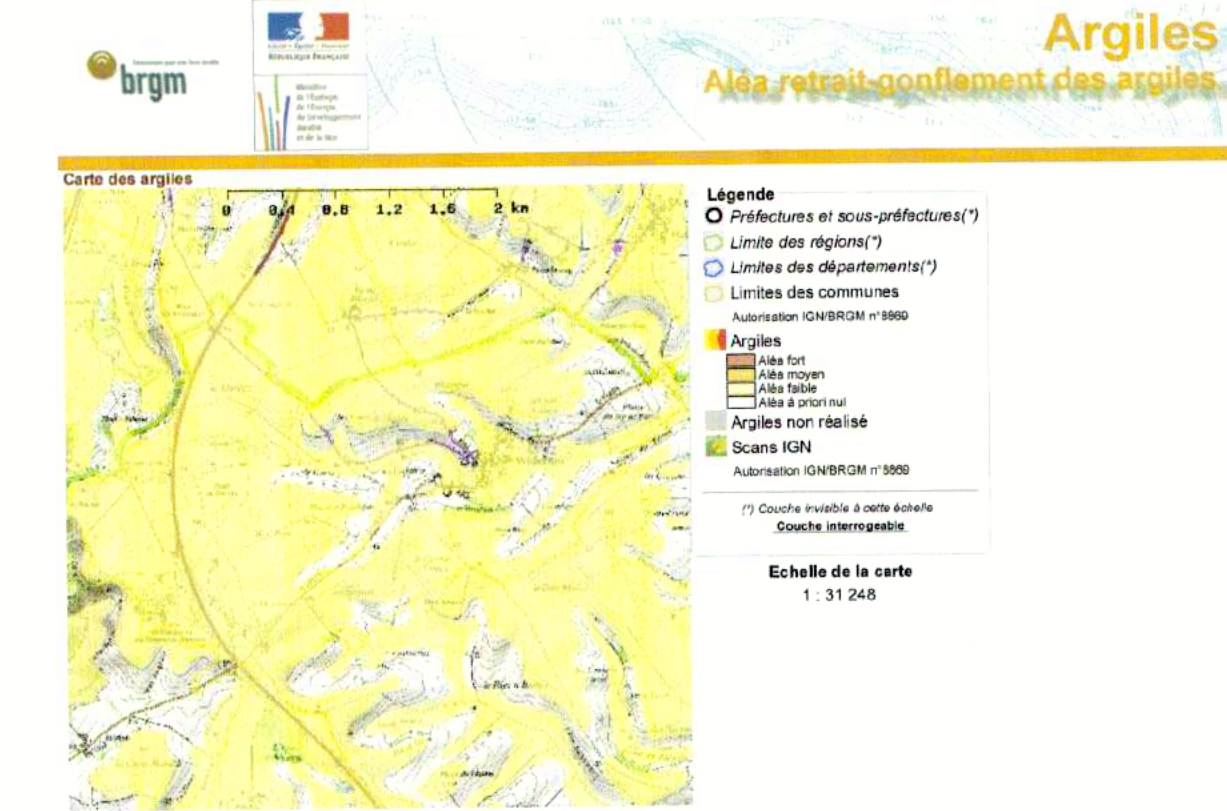
Eléments du paysage naturel :

- Haie bocagère ou alignement d'arbres
- Unité de boisement
- Talus ou dénivellation
- Fenêtre paysagère / panorama à préserver

Emplacements réservés

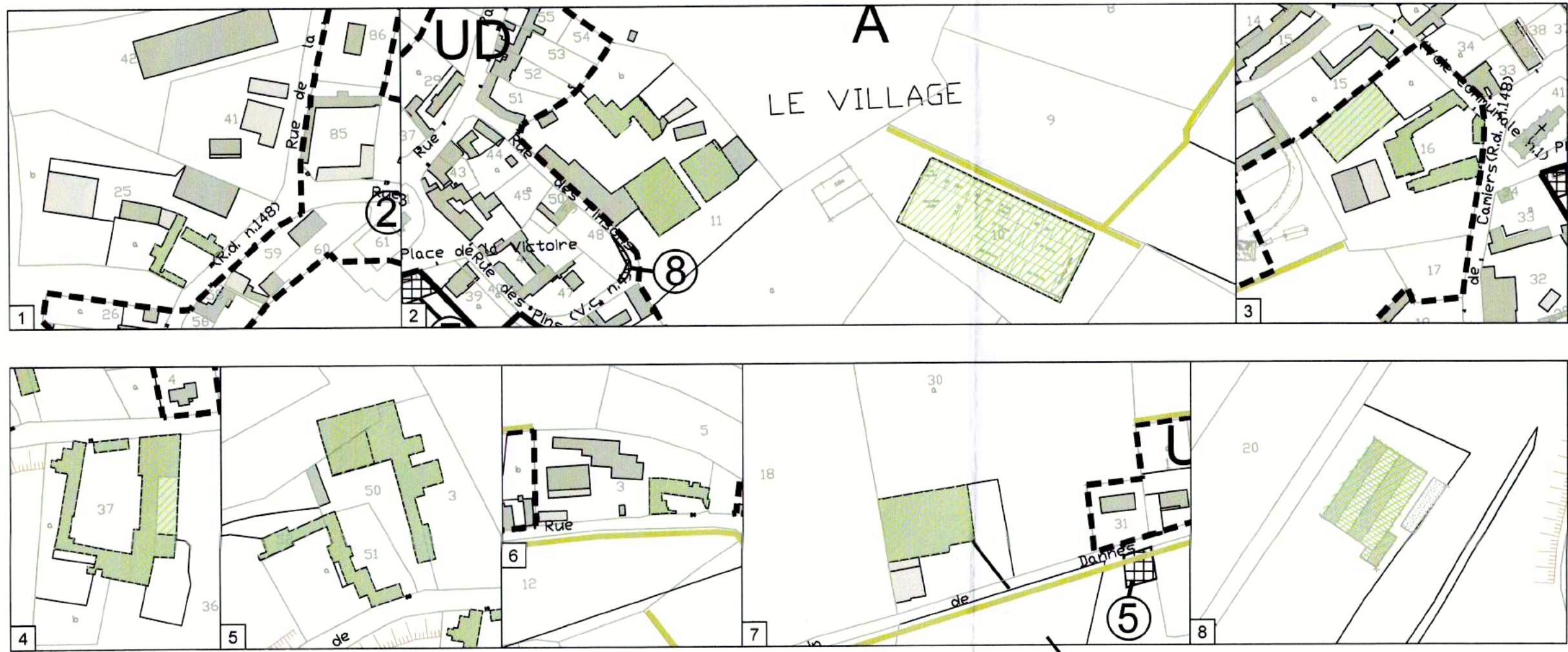
Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Station d'épuration		9240/9400 m²
2	Poste de refoulement n°2	Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable de la région de Widhem	250 m²
3	Poste de refoulement n°3		190 m²
4	Poste de refoulement n°4		200 m²
5	Poste de refoulement n°5		244 m²
6	Servitude de passage		665 m²
7	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m²
8	Aménagement de voirie	Commune	50 m²
9	Aménagement de voirie	Commune	64 m²



La commune est concernée par le risque naturel de mouvement de terrain en temps de sécheresse lié au retrait/gonflement des sols argileux. Il est conseillé de procéder à des sondages sur les terrains et d'adapter les techniques de constructions.

Localisation des bâtiments (échelle 1/2500) :



Département du Pas-de-Calais

Commune de WIDEHEM

Modification simplifiée n°1 du PLU
Plan de zonage

Document produit par la CA2BM, 13, place Gambetta, 62170 Montreuil-sur-Mer
serviceplanification@ca2bm.fr

ECHELLE 1 / 5.000

Légende :

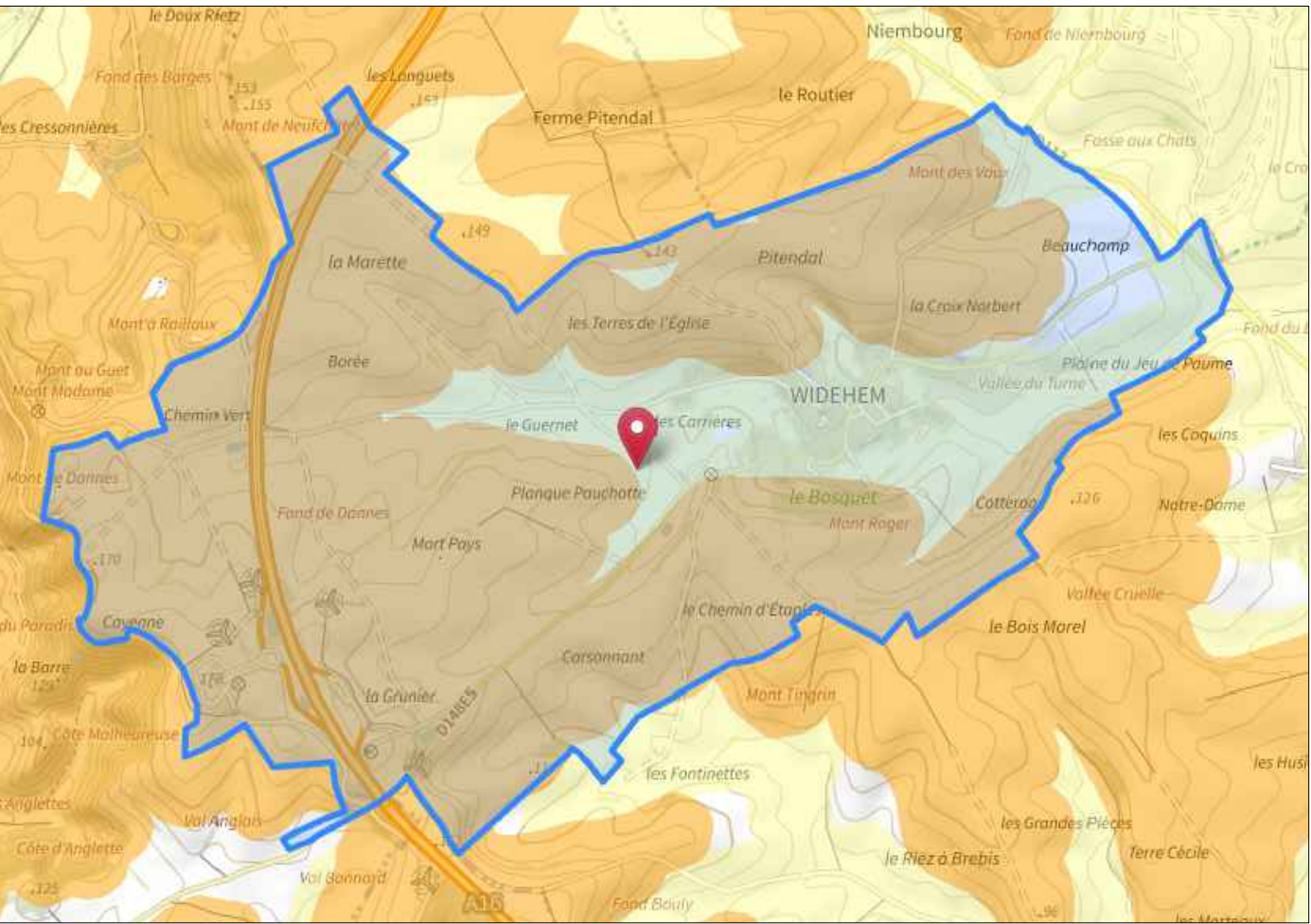
- Eoliennes implantées sur le territoire
- Limites de zones
- Zones urbaines :** UD : Zone urbaine, à vocation mixte
UE : Zone activité commerciales/commerce
- Zones à urbaniser :** 1AU : Zone d'urbanisation future à court terme, à vocation mixte
2AU : Zone d'urbanisation future, à long terme (absence de réseau)
- Zones naturelles :** N : Zone naturelle d'intérêt
- Zones agricoles :** A : Zone agricole
Ae : Zone agricole pouvant accueillir des éoliennes
Ah : Habitat isolé en secteur agricole
Ap : zone agricole concernée par le périmètre de protection du captage de Frenq
- ⊗ Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Ⓢ Bâtiments en zone agricole, présentant un intérêt patrimonial et dont le changement de destination est autorisé (article R 123-12 du Code de l'urbanisme)

Eléments paysagers à protéger au titre de l'art. L123 -4-5-7° du Code de l'Urbanisme :

- Eléments du paysage naturel :
- Haie bocagère ou alignement d'arbres
- Unité de boisement
- Talus ou dénivellation
- Fenêtre paysagère / panorama à préserver
- Emplacements réservés

Tableau des emplacements réservés :

Numéro	Intitulé	Bénéficiaire	Surface
1	Aménagement d'un espace vert	Commune	261 m²
2	Aménagement de voirie	Commune	50 m²
3	Aménagement de voirie	Commune	64 m²



Retrait-gonflement des argiles sur la commune de Widehem, source : Géorisques, juillet 2023

Localisation des bâtiments (échelle 1/2500) :

